



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 MAI, 1896.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1249

Montréal, 12 mai 1896.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Albert William Atwater, de Montréal, avocat et conseil de la Reine, membre du Conseil Exécutif de la province de Québec.

Montréal, 12 mai 1896.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer l'honorable Albert William Atwater, de Montréal, trésorier de la province de Québec.

2337

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 9 mai 1896.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le premier mai 1896, M. Arsène Hidalla Simard, avocat, du village de la Baie Saint-Paul, préfet de la municipalité du comté de Charlevoix No. 2, en vertu des dispositions de l'article 150 du code municipal.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2241

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th MAY, 1896.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1250

Montreal, 12th May, 1896.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Albert William Atwater, of Montreal, advocate and Queen's Counsel, member of the Executive Council of the province of Quebec.

Montreal, 12th May, 1896.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint the Honorable Albert William Atwater, of Montreal, treasurer of the province of Quebec.

2338

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 9th May, 1896.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the first May, 1896, Mr. Arsène Hidalla Simard, advocate, of the village of La Baie Saint Paul, warden of the municipality of the county of Charlevoix No. 2, pursuant to the provisions of article 150 of the municipal code.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2242

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du 9 avril 1896, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de Saint-Jean de Wickham, dans le comté de Drummond, et de nommer MM. Victor Gatineau, cultivateur ; Michel Léonard, marchand ; Joseph Lafrance, marchand ; Joseph Hormisdas Paquin, marchand ; Léon Boisvert, forgeron, et Michel George Tooney, cultivateur, commissaires de la dite cour.

2235

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

Proclamations

Canada, }
Province de } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } ATTENDU que C. Nar-
Proc.-Gen. } cisse Hamel, secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des dits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'aucune opposition n'a été produite à son bureau contre la reconnaissance civile du décret canonique de l'autorité épiscopale du dit diocèse, et aussi ce décret canonique avec la description technique dans lesquels sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'il est le plus convenable d'assigner à la paroisse de Sainte-Christine, dans le comté de Portneuf, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout le territoire situé dans le comté de Portneuf, comprenant une étendue de terrain d'environ six milles et demi de largeur moyenne (du sud-ouest au nord-est) sur à peu près neuf milles de profondeur (du sud-est au nord-ouest), et il est borné comme suit, savoir :

Au nord-ouest partie par la ligne qui sépare les rangs C et IV du cinquième (Ve) rang du canton Colbert, dans la dite paroisse de Saint-Raymond, et partie par une ligne droite traversant dans sa largeur la seigneurie de Perthuis et joignant d'un côté l'extrémité sud-ouest de la dite ligne séparative des susdits rangs de Colbert, et de l'autre le coin est du canton Montauban, qui est aussi le coin nord du canton Alton.

Au sud-est par une ligne brisée formée comme suit : 1° dans la paroisse de Saint-Basile, de chacune des lignes séparatives des lots Nos. 341 et 342, 377 et 378, du cadastre officiel de cette paroisse, d'une partie de la ligne qui sépare le rang Sainte-Anne, sud-ouest du rang Saint-Joseph (fief Jacques-Cartier), de la ligne séparant les lots Nos. 491 et 492 du même cadastre, et d'une partie de la ligne qui divise la seigneurie de Perthuis du fief St-Joseph et qui forme en même temps la limite entre les paroisses de Saint-Basile et de Notre-Dame de Portneuf ; 2° dans la paroisse de Notre-Dame de Portneuf, de la ligne de division des lots Nos. 534 et 535 du cadastre de cette paroisse, de partie de la ligne qui sépare le

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by commission dated the 9th of April, 1896, to establish a court for the summary trial of small causes for the parish of Saint Jean de Wickham, in the county of Drummond, and to appoint Messrs. Victor Gatineau, farmer ; Michel Leonard, merchant ; Joseph Lafrance, merchant ; Joseph Hormisdas Paquin, merchant ; Leon Boisvert, blacksmith, and Michel George Tooney, farmer, commissioners of the said court.

2236

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

Proclamations

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Quebec. }
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS C.
Atty. General. } Narcisse Hamel, secretary of the commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the revised statutes of the province of Quebec, in and for the roman catholic diocese of Quebec, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said statutes, transmitted to the lieutenant governor of Our said Province of Quebec, his certificate shewing that no opposition has been filed in his office to the civil recognition of the canonical decree of the bishop of the said diocese, and also the said canonical decree with the technical description in which are described and declared the limits and boundaries which is the most expedient to be assigned to the parish of Sainte Christine, in the county of Portneuf, in the said diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

All the territory situate in the county of Portneuf, comprising a tract of territory of about six miles and a half in average width (from south west to north east) by about nine miles in depth (from south east to north west) and it is bounded as follows, to wit :

On the north west partly by the line which separates ranges C and IV of the fifth (V) range of the township Colbert, in the said parish of Saint Raymond, and partly by a straight line crossing in its width the seigniorie of Perthuis and adjoining on one side the south west extremity of the said line separating the said ranges of Colbert, and on the other side the east corner of the township Montauban, which is also the north corner of the township Alton.

On the south east by a broken line composed as follows : 1° In the parish of Saint Basile, of each of the boundary lines of lots Nos. 341 and 342, 377 and 378, of the official cadastre of that parish, of a part of the line which separates the Sainte Anne range south west of the range Saint Joseph (fief Jacques-Cartier), of the line separating lots Nos. 491 and 492 of the same cadastre, and of a part of the line which divides the seigniorie of Perthuis from the fief Saint Joseph, and which forms at the same time the limit between the parishes of Saint Basile and Notre Dame de Portneuf. 2° In the parish of Notre Dame de Portneuf, of the division line of lots Nos. 534 and 535, of the cadastre of that parish, of

rang B d'avec le septième rang, de la ligne séparative des lots Nos. 486 et 487 du cadastre, d'une partie de la ligne qui divise les rangs VI et VII, de la ligne entre les lots No. 465 et 466 du cadastre, d'une partie de la route qui se trouve entre les cinquième et sixième rangs de la ligne séparative des lots Nos. 434 et 435 du cadastre, d'une partie de la route située entre les quatrième et les cinquième rangs, enfin de la ligne séparative des lots Nos. 388 et 389 du cadastre.

Au nord-est par la ligne qui divise les lots Nos. 39 et 40 de l'arpentage primitif du quatrième rang du canton Colbert, et dans le même alignement, la ligne ou limite sud-ouest de la seigneurie de Bourg-Louis.

Au sud-ouest par la limite nord-est de la paroisse de Saint-Alban, c'est-à-dire par la ligne qui sépare la seigneurie de Perthuis d'avec le canton Alton, et la même ligne qui sépare les seigneuries de Portneuf et de Deschambault.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconstruisons les limites et bornes de la paroisse de SAINTE-CHRISTINE ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de SAINTE-CHRISTINE, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIÈME jour du mois d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2237

Canada, Province de Québec. } J. A. CHAPLEAU.
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } ATTENDU que MM. Proc.-Général. } Paul Ernest Smith, Wenceslas LaRue et Cyprien Labrègue, trois des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un procès-verbal de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de cette partie de la paroisse de Sainte-Croix, dans le comté

part of the line which separates range B from the seventh range, of the dividing line of lots Nos. 486 and 487 of the cadastre, of a part of the line which divides the ranges VI and VII, of the line between lots Nos. 465 and 466 of the cadastre, of a part of the by-road which is between the fifth and sixth ranges of the line separating lots Nos. 434 and 435 of the cadastre, of a part of the by-road situate between the fourth and fifth ranges, lastly of the dividing line of lots Nos. 388 and 389 of the cadastre.

On the north east by the line which divides lots Nos. 39 and 40 of the primitive survey of the fourth range of the township Colbert, and in the same alignment, the south west line or limit of the seignory of Bourg Louis.

On the south west by the north east limit of the parish of Saint Alban, namely, by the line which separates the seignory of Perthuis from the township Alton, and the same line which separates the seignories of Portneuf and of Deschambault.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of SAINTE CHRISTINE aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents do erect and declare the said parish of SAINTE CHRISTINE, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TENTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2238

Canada, Province of Québec. } J. A. CHAPLEAU.
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS Messrs. Atty.-General. } Paul Ernest Smith, Wenceslas LaRue and Cyprien Labrègue, three of the commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Québec, in and for the roman catholic diocese of Québec, in Our province of Québec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant governor of Our said province of Québec, a return of their opinion, with a procès-verbal of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Sainte Croix, in the county of Lotbinière, in the said

de Lotbinière, dans le dit diocèse catholique romain de Québec, qu'ils croient le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Sainte-Croix et d'annexer à la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, dans le comté de Lotbinière susdit, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Tout le territoire situé dans la paroisse de Sainte-Croix, dans le comté de Lotbinière ; borné vers le nord par les terres du premier rang de la dite paroisse Sainte-Croix, vers le sud par les terres du troisième rang de la même paroisse, au nord-est par la ligne qui divise la paroisse Saint-Antoine de Tilly de celle de Sainte-Croix, et au sud-ouest par le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit (298), du cadastre officiel de la dite paroisse Sainte-Croix. Le dit territoire se compose des lots numéros deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), trois cent (300), trois cent un (301), trois cent deux (302), trois cent trois (303), trois cent quatre (304), trois cent cinq (305), trois cent six (306), trois cent sept (307), trois cent huit (308), trois cent neuf (309), trois cent dix (310), trois cent onze (311), trois cent douze (312) et trois cent treize (313), du dit cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Croix.

Le dit territoire mesure environ vingt-huit (28) arpents de largeur sur à peu près quarante (40) arpents de profondeur, et a une superficie de onze cent vingt (1120) arpents carrés, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de SAINTE-CROIX ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de SAINTE-CROIX, et annexée à la paroisse de SAINT-ANTOINE DE TILLY.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de SAINTE-CROIX ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de SAINTE-CROIX, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de SAINT-ANTOINE DE TILLY.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de SAINTE-CROIX fera partie de la dite paroisse de SAINT-ANTOINE DE TILLY, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2239

roman catholic diocese of Quebec, which they think most expedient to be detached from the said parish of Sainte Croix and to be annexed to the parish of Saint Antoine de Tilly, in the county of Lotbinière aforesaid, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

All the territory situate in the parish of Sainte Croix, in the county of Lotbinière ; bounded on the north by the lands of the first range of the said parish of Sainte Croix, on the south by the lands of the third range of the same parish, on the north east by the line which divides the parish of Saint Antoine de Tilly from that of Sainte Croix, and on the south west by lot number two hundred and ninety-eight (298), of the official cadastre of the said parish Sainte Croix. The said territory is made up of lots numbers two hundred and ninety-nine (299), three hundred (300), three hundred and one (301), three hundred and two (302), three hundred and three (303), three hundred and four (304), three hundred and five (305), three hundred and six (306), three hundred and seven (307), three hundred and eight (308), three hundred and nine (309), three hundred and ten (310), three hundred and eleven (311), three hundred and twelve (312) and three hundred and thirteen (313), of the said official cadastre of the parish of Sainte Croix.

The said territory measures about twenty-eight (28) arpents in width by almost forty (40) arpents in depth, and an area of eleven hundred and twenty (1120) arpents square, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of SAINTE CROIX herein before described, to be and remain detached from the said parish of SAINTE CROIX, and to be and remain annexed to the parish of SAINT ANTOINE DE TILLY.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of SAINTE CROIX above described, to be detached from the said parish of SAINTE CROIX, and to be and remain annexed to the said parish of SAINT ANTOINE DE TILLY.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of SAINTE CROIX to be hereafter part of the said parish of SAINT ANTOINE DE TILLY, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2240

Canada,
Province de
Québec. }
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour d'AVRIL dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-seize, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois d'AVRIL mil huit cent quatre-vingt-seize, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le TRENTIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,
Député-Greffier de la Couronne en Chancellerie,
419 Québec.

Avis du Gouvernement

2821-95.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher les lots 24, 25, 26, 27, 28, la moitié nord du lot 23 et la moitié sud du lot 21, tous dans le seizième rang du canton de Hull, et les lots 23, 24, 25, du quinzième rang du dit canton, de la municipalité scolaire de Chelsea.

La partie sud des lots 3 et 4 (75 acres), la moitié sud du lot 5 et tous les lots 6 et 7 du premier rang du canton de Wakefield, de la municipalité scolaire de Wakefield (Lapêche.)

Lot 2, dans le douzième rang, et lot 12, dans le troisième rang du canton de Eardley, de la municipalité scolaire de Chelsea, et de les ériger en municipalité scolaire séparée devant être connue sous le nom de municipalité de " Vallée Gatineau."

Cette érection devant prendre effet le 1er juillet prochain. 2281

Canada,
Province of
Québec. }
[L. S.]

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTIETH day of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of APRIL, one thousand eight hundred and ninety-six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the THIRTIETH day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-six, and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By order,

EUG. ROUILLARD,
Deputy Clerk of the Crown in Chancery,
420 Québec.

Government Notices

2821-95.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach lots 24, 25, 26, 27, 28, the north half of lot 23, and the south half of lot 21, all in the sixteenth range of the township of Hull, and lots 23, 24 and 25, of the fifteenth range of said township, from the school municipality of Chelsea.

The south part of lots 3 and 4 (75 acres), the south half of lot 5, and all of lots 6 and 7, of the first range of the township of Wakefield, from the school municipality of Wakefield (Lapêche).

Lot 2, in the twelfth range, and lot 12, in the third range of the township of Eardley, from the school municipality of Chelsea, and to erect them into a separate school municipality to be known as the "Gatineau Valley" municipality.

This erection to take effect 1st July next. 2282

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Seigneurie de Pabos.

Lot 36, du 2e rang, à Chs. Vaillancourt.

Canton Ashburton. $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 3, du 8e rang, à Narcisse Morin.*Canton Dufferin.*

Lot 20, du 6e rang, à Onéz. Drolet,

Canton Humqui.

Lot 31, du 2e rang, à Pierre Dubé.

Canton Gayhurst.

Lots 1 et 2, du 4e rang, à M. Godbout.

 $\frac{1}{2}$ S. E. du lot 25, du 8e rang, à Mag. Beaudoin. $\frac{1}{2}$ N. O. du lot 7, du 9e rang, à J. Godbout.

Lot 20, du 9e rang, à Mich. Lapointe.

Canton Delisle.

Lot 1, du 2e rang, à Ludger Dionne.

Isle d'Alma. $\frac{1}{2}$ Est du lot 14, des 1er et 2e rangs, à Em. Desbiens.

E. E. TACHE,

Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 16 mai 1896.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6423.

Duhamel.

Lots 30 et 31, du 1er rang, à Moïse Tétrault.

Gnigues.

Lot 26, du 4e rang, à Louis Nadeau.

Lot 26, du 6e rang, à Edouard Lafond.

Lots 14 et 15, du 2e rang, à Camille Piché.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 13 mai 1896.

2285

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA
COLONISATION.

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné, que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture et de la colonisation la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de BONAVENTURE, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de Paspébiac.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissaire de l'Agriculture et de la
Colonisation.

Québec, 13 mai 1896.

2283

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Seigniorie of Pabos.

Lot 36, of 2nd range, to Chs. Vaillancourt.

*Township Ashburton.*N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 3, of 8th range, to Narcisse Morin.*Township Dufferin.*

Lot 20, of 6th range, to Onéz. Drolet.

Township Humqui.

Lot 31, of 2nd range, to Pierre Dubé.

Township Gayhurst.

Lots 1 and 2, of 4th range, to M. Godbout.

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 25, of 8th range, to Mag. Beaudoin.N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 7, of 9th range, to J. Godbout.

Lot 20, of 9th range, to Mich. Lapointe.

Township Delisle.

Lot 1, of 2nd range, to Ludger Dionne.

*Alma Island.*East $\frac{1}{2}$ of lot 14, of 1st and 2nd ranges, to Em. Desbiens.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 16th May, 1896.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of this notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6423.

Duhamel.

Lots 30 and 31, in the 1st range, to Moïse Tétrault.

Gnigues.

Lot 26, in the 4th range, to Louis Nadeau.

Lot 26, in the 6th range, to Edouard Lafond.

Lots 14 and 15, in the 2nd range, to Camille Piché.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 13th May, 1896.

2286

DEPARTMENT OF AGRICULTURE AND COLONI-
ZATION.

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given, that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture and colonization the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of BONAVENTURE, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :

Farmers' club of the parish of Notre Dame de Paspébiac.

LOUIS BEAUBIEN,
Commissioner of Agriculture and
Colonization.

Quebec, 13th May, 1896.

2284

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :
Adj. 6420.

Arundel.

Lots 28 et 29, du 5e rang, à Honoré Doré.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 5 mai 1896. 2151-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants, des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Matapedia.

Lot 33, du rang Riv. Matapedia, à Mary Ann McAvoy.

Canton Thetford.

½ N. E. du lot 6, du 11e rang, à Ls. Carrier.

Canton Wolfe.

Lot 9, du 1er rang, à Geo. Gaudreau.

Canton Chilton.

Lots 6 et 7, du 7e rang, à Jos. Lachapelle.

Lots 8 et 9, du 7e rang, à Mag. Crépault.

Lots 10 et 11, du 7e rang, à Chs. Crépault.

Lot 22, du 7e rang, à Jos. Giguère.

Lot 23, du 7e rang, à P. Giguère.

Lot 24, du 6e et du 7e rangs, à Alcide Perreault, cédés à Patrick Dupras.

Canton LaBarre.

Lot 18, du 10e rang, à Thadée Gaudreau.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 9 mai 1896. 2225-2

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 28 avril 1896.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Narcisse Forest, écuyer, notaire public, de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Antoine Fortier, écuyer, en son vivant notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2067-3

No 2126-91.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher de la paroisse de "Portneuf," comté de Portneuf, les lots Nos 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 et 69, du cadastre de la paroisse de "Saint-Basile," dans le dit comté, et les réannexer (pour les fins scolaires) à la dite paroisse de Saint-Basile.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain (1896). 2229-2

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6420.

Arundel.

Lots 28 and 29, in the 5th range, to Honoré Doré.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,
Quebec, 5th May, 1896. 2152

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Township Matapedia.

Lot 33, of Matapedia Riv. range, to Mary Ann McAvoy.

Township Thetford.

N. E. ½ of lot 6, 11th range, to Ls. Carrier.

Township Wolfe.

Lot 9, of 1st range, to Geo. Gaudreau.

Township Chilton.

Lots 6 and 7, of 7th range, to Jos. Lachapelle.

Lots 8 and 9, of 7th range, to Mag. Crépault.

Lots 10 and 11, of 7th range, to Chs. Crépault.

Lot 22, of 7th range, to Jos. Giguère.

Lot 23, of 7th range, to P. Giguère.

Lot 24, of 6th and 7th ranges, to Alcide Perreault, transferred to Patrick Dupras.

Township LaBarre.

Lot 18, of 10th range, to Thadée Gaudreau.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 9th May, 1896. 2226

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 28th April, 1896.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Narcisse Forest, esquire, notary public, of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Antoine Fortier, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2068

No. 2126-91.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the parish of "Portneuf," county of Portneuf, lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68 and 69, of the cadastre of the parish of "Saint Basile," in the said county, and re-annex them (for school purposes) to the said parish of Saint Basile.

This annexation to take effect only on the 1st of July next (1896). 2230

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA
COURONNE.

Section des bois et forêts.

Québec, 28 avril 1896.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, la limite à bois ci-après désignée, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elle est actuellement, sera offerte en vente, à l'enchère, dans la salle de vente du Département des Terres de la Couronne, en cette ville, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET DEMIE A. M., à la mise à prix mentionnée ci-après :

Agence de l'Ottawa Supérieur.

	Superficie milles carrés.	Mise à prix par mille.
Bloc A, 1er rang, No. 8 A.....	1½	\$400

Conditions de la vente.

Cette limite sera adjudgée au plus haut enchérisseur, sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

La limite une fois adjudgée sera sujette aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Un plan indiquant la limite ci-dessus désignée est déposé au département des terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau de l'agent des terres et des bois, à Hull, et sera visible jusqu'au jour de la vente.

N. B. Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

E. J. FLYNN,

Commissaire des Terres de la Couronne.
2059½-4

PROVINCE DE QUÉBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA
COURONNE.

Section des bois et forêts.

Québec, 25 avril 1896.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en ventes, à l'enchère, dans la salle de vente du Département des Terres de la Couronne, en cette ville, JEUDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET DEMIE A. M., à la mise à prix mentionnée ci-après vis-à-vis chaque limite :

Agence de l'Ottawa Supérieur.

	Superficie milles carrés.	Mise à prix par mille.
Iles du Lac Kaniwanaka, rivière Ottawa.....	2½	\$500
Bloc A, 5e rang, ½ Nord, No. 1....	25	350
“ “ ½ Sud, No. 1....	25	350
“ “ ½ Sud, No. 2....	25	350

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN
LANDS.

Woods and forests.

Quebec, 28th April, 1896.

Notice is hereby given that conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limit hereinafter mentioned, at its estimated area, more or less, and in its present state, will be offered for sale at public auction, in the sales room of the Department of Crown Lands, in this city, on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at HALF PAST TEN A. M., at the upset price hereinafter mentioned :

Upper Ottawa Agency.

	Area square miles.	Upset price per mile.
Block A, 1st range, No. 8 A.....	1½	\$400

Conditions of sale.

This limit will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

This timber limit, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plan of this limit offered for sale is opened for inspection in the Department of Crown Lands, in this city, and at the office of the Crown Lands and timber agent, at Hull, up to the day of sale.

N. B. No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the Department.

E. J. FLYNN,

Commissioner of Crown Lands.
2060½

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN LANDS.

Woods and forests.

Quebec, 25th April, 1896.

Notice is hereby given that conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the sales room of the Department of Crown Lands, in this city, on THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at HALF PAST TEN A. M., at the upset price hereinafter mentioned opposite each limit :

Upper Ottawa Agency.

	Area square miles.	Upset price per mile.
Islands in Lake Kaniwanaka, Ottawa river.....	2½	\$500
Block A, 5th range, North ½, No. 1.	25	350
“ “ South ½, No. 1.	25	350
“ “ South ½, No. 2.	25	350

Agence de l'Ottawa Inferieur.

Rivière Rouge, Sud A.....	22	100
“ “ F.....	49½	50
No. 34 A, Rivière Noire.....	8 1/10	100

Agence du Saguenay.

Laval, No. 2.....	1 1/10	14
-------------------	--------	----

Agence de Rimouski-Ouest.

Rivière Neigette.....	10 9/10	30
-----------------------	---------	----

Agence de Bonaventure-Ouest.

Grande Cascapedia, No. 2 Nord... 24	25
“ “ No. 2 Sud.... 24	25
“ “ No. 3 Sud.... 16	25
Rivière au Saumon..... 36	25
Carleton, No. 3..... 4	20

Agence de Gaspé-Centre.

Rivière York, No. 2 Nord.....	3	20
-------------------------------	---	----

Conditions de la vente.

Ces limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

Les limites une fois adjugées seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B. Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

E. J. FLYNN,

2031-4 Commissaire des Terres de la Couronne.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 21 avril 1896.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Hector Jasmin, écuyer, notaire public, de la ville de Magog, comté de Stanstead, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu H. St-Louis, en son vivant notaire, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685 S. R. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,

1983-4 Secrétaire de la province.

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAIT DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant

Lower Ottawa Agency.

Red River, South A.....	22	100
“ “ F.....	49½	50
No. 34 A, Black River.....	8 1/10	100

Saguenay Agency.

Laval, No. 2.....	1 1/10	14
-------------------	--------	----

Rimouski West Agency.

River Neigette.....	10 9/10	30
---------------------	---------	----

Bonaventure West Agency.

Grand Cascapedia, No. 2 North... 24	25
“ “ No. 2 South... 24	25
“ “ No. 3 South... 16	25
Salmon River..... 36	25
Carleton, No. 3..... 4	20

Gaspe Centre Agency.

York River, No. 2 North.....	3	20
------------------------------	---	----

Conditions of sale.

Those limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Crown Lands, in this city, and at the office of the Crown Lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B. No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the Department.

E. J. FLYNN,

2032 Commissioner of Crown Lands.

SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 21st April, 1896.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Hector Jasmin, esquire, notary public, of the town of Magog, county of Stanstead, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late H. St-Louis, in his lifetime notary, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,

1984 Provincial secretary.

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Québec and Manitoba, the notices must be published in the like manner in the English and French languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between

l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent les présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Greffier du Sénat.

JNO. G. BOURINOT,
2075 Greffier de la Chambre des Communes.

REGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

EDOUARD J. LANGEVIN,
2077 Greffier du Sénat.

EXTRAIT DES REGLEMENTS SPECIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate, and House of Commons within the first three weeks of the Session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the Session.

EDOUARD J. LANGEVIN,
Clerk of the Senate.

JNO. G. BOURINOT,
2076 Clerk of the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notices shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

EDOUARD J. LANGEVIN,
2078 Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway company, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officer, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES
COMMUNES.

Resolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :—

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

Greffier des Communes.

2079

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF
COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

Clerk of the Commons.

2080

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same

des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

40.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, d'une manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

643

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dénombrés par la législature de Québec, d'après l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la

manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public. Accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the House, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

644

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal,

construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante cents par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par le preneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either of such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English and French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

"Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

645

Demande à la Législature

AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, par George Bryson, membre du Conseil législatif de la dite province, Jennie Bryson et James W. Bryson, tous du village de Fort Coulonge, dans le comté de Pontiac, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu John Bryson, en son vivant du dit lieu de Fort Coulonge, en vertu du testament du dit feu John Bryson, en date du dix-huit janvier dernier (1896), à l'effet d'obtenir la passation d'un acte pour les fins suivantes :

1° Pour enlever tout doute quant à leur pouvoir d'agir comme tels exécuteurs testamentaires, et quant à la validité du dit testament et de ses codiciles relativement à l'article 10 d'icelui, par lequel il est pourvu qu'une somme de cinq mille piastres (\$5000), sera payée aux dits exécuteurs testamentaires, savoir : un tiers de cette somme à chacun d'eux, pour couvrir leurs dépenses et trouble au sujet du règlement de la succession du dit feu John Bryson.

2° Pour autoriser les dits exécuteurs testamentaires à vendre les biens meubles et immeubles de la dite succession en bloc, ou par lots, selon qu'il sera jugé à propos, avec le consentement du tuteur et de la tutrice nommés aux enfants mineurs intéressés, sans l'autorisation d'un conseil de famille, de la cour ou d'un juge.

3° Pour autoriser les dits exécuteurs testamentaires à emprunter une somme d'argent jusqu'au

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railways turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

646

Application to the Legislature

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at the next approaching session hereof, by George Bryson, member of the Legislative Council, Jennie Bryson and James W. Bryson, all of the village of Fort Coulonge, in the county of Pontiac, in their capacity of executors of the last will and testament of the late John Bryson, in his lifetime of Fort Coulonge aforesaid, bearing date the eighteenth January last past (1896), to obtain the passing of an act :

1° To remove doubts as to the authority of the executors aforesaid to act as such, and as to the validity of said will and codicils thereto on account of section 10 thereof, in which an amount of five thousand dollars (\$5000.00), is provided to pay the said executors each one third for actual expenses and trouble in winding up the estate of the said late John Bryson.

2° To authorize the said executors to sell the property, real and personal of the said estate en bloc, or in parcels as may be expedient with the consent of the tutor and tutrix named to the minor children interested, without the authorization of a family council or of the court or judge.

3° To authorize the said executors to borrow money to the extent of ten thousand dollars (\$10,-

montant de dix mille piastres (\$10,000) à être garantie sur les propriétés de la dite succession, aux fins de régler les affaires de la dite succession et d'en réaliser tous les bénéfices.

J. M. McDOUGALL,
2129-3 Procureur et avocat des pétitionnaires.

000), upon the security of the said estate for the purpose of winding up and realising the same.

J. M. McDOUGALL,
2130 Attorney for applicants.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*

Dame Mathilda Lyle, du village de Granby, district de Bedford, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son mari, Alphonse E. Baire, du même lieu, cultivateur et commerçant.

T. AMYRAULD,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 27 avril 1896. 2253

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No. 617.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par Dame Angélique Hotte, des cité et district de Montréal, contre son mari, Charles Fortier, commerçant, du même lieu.

GEO. U. MOFFATT,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 25 mars 1896. 2243

Province de Québec, }
District de Bedford, } *Cour Supérieure.*

Avis est donné que Dame Mary Hauley, *alias* Dame Mary Mathilda Hawley, de la partie est du canton de Farham, dans le dit district, épouse de James R. Lewis, mécanicien, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens, devant la dite cour, contre son époux, le dit James R. Lewis.

H. THOS. DUFFY,
Avocat de la demanderesse.
Sweetsburg, 4 mai 1896. 2245

AVIS.

Avis est par le présent donné que, "The Independent Order of the Sons of Benjamin," une association mutuelle et de bienfaisance, ayant sa principale place d'affaires à New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, s'adressera au lieutenant-gouverneur, en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une autorisation de faire des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 5375A et suivants des statuts révisés de la province de Québec, tel qu'amendés par le chapitre 34 de 59 Victoria (Québec).

JAS. CRANKSHAW,
Solliciteur des requérants.
64, Imperial Building.
Montréal, 11 mai 1896. 2251

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Sons of England Benefit Society," une association mutuelle et de bienfaisance, ayant sa principale place d'affaires à Toronto, dans la province d'Ontario, en Canada, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une autorisation de faire des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 5375 A et suivants des statuts révisés de la province de Québec, tels qu'amendés par le chapitre 34 de 59 Victoria (Québec).

JAS. CRANKSHAW,
Solliciteur des requérants.
64, Imperial Building
Montréal, 12 mai 1896. 2249

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Bedford, } *Superior Court.*

Dame Mathilda Lyle, of the village of Granby, district of Bedford, has, this day, instituted an action for separation as to property, against her husband Alphonse E. Baire, of the same place, farmer and trader.

T. AMYRAULD,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 27th April, 1896. 2254

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 617.

An action in separation as to property has, this day, been instituted by Dame Angélique Hotte, of the city and district of Montreal, against her husband, Charles Fortier, of the same place, trader.

GEO. U. MOFFATT,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 25th March, 1896. 2244

Province of Quebec, }
District of Bedford, } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Dame Mary Hauley, *alias* Dame Mary Mathilda Hawley, of the east part of the township of Farnham, in said district, wife of James R. Lewis, of the same place, mechanic, has, this day, instituted an action in separation of property before this court, against her said husband, the said James R. Lewis.

H. THOS. DUFFY,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 4th May, 1896. 2246

NOTICE.

Notice is hereby given that the "Independent Order of the Sons of Benjamin," a benevolent and mutual benefit association, having its chief place of business at New York, in the State of New York, one of the United States of America, will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, to be authorized to carry on business in the province of Quebec, according to the provisions of article 5375A and following, of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by chapter 34 of 59 Victoria (Quebec).

JAS. CRANKSHAW,
Solicitor for the applicants.
64, Imperial Building.
Montreal, 11th May, 1896. 2252

NOTICE.

Notice is hereby given that the "Sons of England Benefit Society," a benevolent and mutual benefit association, having its chief place of business at Toronto, in the province of Ontario, in Canada, will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, to be authorized to carry on business in the province of Quebec, according to the provisions of articles 5375 A and following of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by chapter 34 of 59 Victoria (Quebec).

JAS. CRANKSHAW,
Solicitor for the applicants.
64, Imperial Building.
Montreal, 12th May, 1896. 2250

Canada,
Province of Québec,
District de Montréal. }
No. 1675.
Cour Supérieure.

Dame Julian Booth, épouse commune en biens
d'Alexander Nelson, fourreur en gros, du canton
de Westmount, dans le district de Montréal,
dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Alexander Nelson, Défendeur.
Avis est par le présent donné que la dite deman-
deresse a institué une action en séparation de biens.
McCORMICK & CLAXTON,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 4 mai 1896. 2133-2

Avis public est par le présent donné que sous un
mois après la dernière publication de cet avis, une
demande sera faite au lieutenant-gouverneur en
conseil, pour obtenir des lettres patentes incorpo-
rant les requérants et telles autres personnes qui
peuvent devenir actionnaires, en corps politique et
incorporé, dans le but de faire le commerce de li-
queurs en gros sous le nom de "Canada Liquor
Company."

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-
réal.

Le fonds social sera de vingt mille piastres
(\$20,000), divisé en huit cents actions de vingt-cinq
piastres (\$25.00) chacune.

Les requérants sont : Vital Raby, épiciier ; Nar-
cisse Lapointe, épiciier ; Joseph Picard, épiciier ;
Placide Daoust, épiciier ; James I. Manning, épici-
ier ; Téléphore Poupart, commerçant, tous de la
cité et du district de Montréal, et Stanislas D. Val-
lières, épiciier, de la ville de Saint-Henri, district
de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs,
et sont tous sujets anglais.

F. X. PERRAS,
Avocat des requérants.

Montréal, 5 mai 1896. 2159.2

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans un mois
après la première publication de cet avis, "The
Supreme Council of the Royal Arcanum" (une asso-
ciation de bienfaisance et de secours mutuels, ayant
son principal bureau dans la cité de Boston, dans
l'Etat de Massachusetts, et des Etats-Unis d'Amé-
rique, et dûment enregistrée dans la province d'On-
tario, Puissance du Canada, comme une société de
bienfaisance en vertu de "The Insurance Corpora-
tions Act 1892"), s'adressera au lieutenant-gouver-
neur en conseil de la province de Québec, pour
obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la
dite province de Québec, par et en vertu des dispo-
sitions d'un acte de la législature de la dite province
de Québec, passé dans la 59e année du règne de Sa
Majesté, chapitre 34, et intitulé : "Loi concernant
les associations de bienfaisance et de secours mutuels
et les compagnies d'assurance mutuelle."

JOHN HASKELL BUTLER,
Conseiller légal du Conseil Suprême
Royal Arcanum,
244, rue Washington,
Boston, Mass. E. U. A.

Daté ce 25e jour d'avril, A. D. 1896. 2087-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans un mois
après la première publication de cet avis, "The
Subsidiary High Court of the Ancient Order of
Foresters" pour la Puissance du Canada (une asso-
ciation de bienfaisance et de secours mutuels incor-
porée en vertu des statuts révisés d'Ontario 1877,
chapitre 167, ayant son principal bureau dans la
cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et
dûment enregistrée dans la dite province d'Ontario,
comme une société de bienfaisance en vertu de
"The Insurance Corporations Act 1892," s'adresse.

Canada,
Province of Québec,
District of Montreal. }
No. 1675.
Superior Court.

Dame Julian Booth, wife common as to property of
Alexander Nelson, wholesale furrier, of the town-
ship of Westmount, in the district of Montreal,
duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs.

The said Alexander Nelson, Défendant.
Notice is hereby given that plaintiff has instituted
an action of separation as to proterty.
McCORMICK & CLAXTON,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th May, 1896. 2134

Public notice is her-by given that within one
month after the last publication of this notice,
application will be made to the lieutenant governor
in council, for letters patent incorporating the appli-
cants and such other persons who may become
shareholders, a body politic and incorporated under
the name of "Canada Liquor Company", for the
purpose of carrying on business as wholesale liquors
dealers.

The head office of the company shall be in the
city of Montreal.

The capital shall be twenty thousand dollars
divided in eight hundred shares of twenty-five
dollars each.

The applicants are Vital Raby, grocer ; Narcisse
Lapointe, grocer ; Joseph Picard, grocer ; Placide
Daoust, grocer ; James I. Manning, grocer ; Télé-
phore Poupart, trader, all of the city and district of
Montreal, and Stanislas D. Vallières, grocer, of the
town of Saint Henri, district of Montreal, whom are
to be provisional directors, and all british subjects.

F. X. PERRAS,
Attorney for applicants.

Montreal, 5th May, 1896. 2160

NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration
of one month from the first publication of this
notice, The Supreme Council of the Royal Arcanum
(a benevolent and provident society, having its
head office at the city of Boston, in the State of Mas-
sachusetts, one of the United States of America, and
duly registered in the province of Ontario, Dominion
of Canada, as a friendly society under the Insurance
Corporations Act, 1892), will apply to the lieutenant
governor in council of the province of Québec, to
obtain an authorization to carry on business in the
said province of Québec, under and by virtue of the
provisions of an act of the legislature of the said
province of Québec, passed in the 59th year of Her
Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled an act
respecting benevolent and mutual benefit associa-
tions and mutual insurance companies.

JOHN HASKELL BUTLER,
Legal Advisor for the Supreme Council
Royal Arcanum,
244, Waashington street,
Boston, Mass., U. S. A.

Dated this 25th day of April, A. D. 1896. 2088

NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration
of one month from the first publication of this no-
tice, The Subsidiary High Court of the Ancient
Order of Foresters for the Dominion of Canada, (a
benevolent and provident society incorporated under
the revised statutes of Ontario, 1877, chaptered 167,
having its head office at the city of Toronto, in the
province of Ontario, and duly registered in said
province of Ontario, as a friendly society under The
Insurance Corporations Act 1892, will apply to the
lieutenant governor in council, of the province of

ront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 59e année du règne de Sa Majesté, chapitre 34, et intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle."

D. F. MACWATT,

Solliciteur des dits requérants.

No. 3, rue Owen, Barrie, Ont.

Daté ce 25e jour d'avril, A. D. 1896. 2083-3

AVIS.

Avis est par le présent donné que dans un mois après la première publication de cet avis, "The Supreme Legion Select Knights of Canada", (une association de bienfaisance et de secours mutuels, incorporée en vertu des statuts révisés d'Ontario, 1877, chapitre 167, ayant son principal bureau dans la cité de Sainte-Catherine, dans la province d'Ontario, et dûment enregistrée dans la dite province d'Ontario comme une société de bienfaisance, en vertu de "The Insurance Corporations Act, 1892"), s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la dite province de Québec, par et en vertu des dispositions d'un acte de la législature de la dite province de Québec, passé dans la 59e année du règne de Sa Majesté, chapitre 34, et intitulé: "Loi concernant les associations de bienfaisance et de secours mutuels et les compagnies d'assurance mutuelle."

D. F. MACWATT,

Solliciteur des dits requérants,

No. 3, rue Owen,

Barrie, Ont.

Daté ce 25e jour d'avril, A. D. 1896. 2085-3

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No. 355.

Dame Cazilda Quevillon, de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari Alphonse Valiquette, père, du même lieu, cultivateur.

JEAN B. B. PREVOST,

Avocat de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 22 avril 1896. 2061-3

VENTE PAR ENCAN DE BAGAGE ET
EFFETS NON RÉCLAMÉS.

Le sousigné a reçu instruction de la Compagnie de Chemin de fer du Grand Tronc du Canada, de vendre par encan au plus haut et dernier enchérisseur tout le bagage et effets non-réclamés, JEUDI, le ONZIEME jour de JUIN 1896, à DIX heures A. M., dans le hangar au fret, coin des rues de la Montagne et Albert, Montréal.

C. E. THURSTON,

Commissaire priseur.

Les catalogues sont maintenant prêts. 2065-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1785.

Dame Marie Albina Léger, épouse de Barnabé Lalonde, marchand, tous deux du village de Vaudreuil, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice *in formâ pauperis*, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BASTIEN & LAMARCHE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 29 avril 1896. 2091-3

Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of the provisions of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 59th year of Her Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled an act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies.

D. F. MACWATT,

Solicitor for said applicants.

No. 3, Owen street, Barrie, Ont.

Dated this 25th day of April, A. D. 1896. 2084

NOTICE.

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, The Supreme Legion Selects Knights of Canada, (a benevolent and provident society, incorporated under the revised statutes of Ontario, 1877, chapter 167, having its head office at the city of Sainte Catharines, in the province of Ontario, and duly registered in said province of Ontario, as a friendly society, under the Insurance Corporations Act 1892), will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the said province of Quebec, under and by virtue of the provisions of an act of the legislature of the said province of Quebec, passed in the 59th year of Her Majesty's Reign, chaptered 34, and entitled an act respecting benevolent and mutual benefit associations and mutual insurance companies.

D. F. MACWATT,

Solicitor for said applicants,

No. 3, Owen street,

Barrie, Ont.

Dated this 25th day of April, A. D. 1896. 2086

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 355.

Dame Cazilda Quevillon, of the parish of Sainte Agathe des Monts, district of Terrebonne, has this day, instituted an action for separation as to property against Alphonse Valiquette, senior, of the same place, farmer.

JEAN B. B. PREVOST,

Attorney for plaintiff.

Sainte Scholastique, 22nd April, 1896. 2062

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT AND
BAGGAGE BY AUCTION.

The undersigned has received instructions from the Grand Trunk Railway Company of Canada, to sell by auction at the highest and last bidder all the unclaimed freight and baggage, on THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1896, at TEN o'clock A. M., within the freight shed, corner of Mountain and Albert streets, Montreal.

C. E. THURSTON,

Auctioneer,

Catalogues now ready. 2066

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1785.

Dame Marie Albina Léger, wife of Barnabé Lalonde, merchant, both of the village of Vaudreuil, in the district of Montreal, and duly authorized a *ester en justice in formâ pauperis*, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BASTIEN & LAMARCHE,

Attorneys for plaintiff

Montreal, 29th April, 1896. 2092

Avis est par le présent donné que, à compter d'un mois après la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, incorporant les requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires en icelle, en corps politique et incorporé, sous le nom de "The Waterville Furniture Company (Limited)", dans le but de manufacturer et de vendre toutes sortes de meubles, meubles bourrés, cercueils et autres objets faits en bois.

Le bureau principal de la compagnie sera dans le village de Waterville, en la province de Québec.

Le capital de la compagnie sera de quinze mille piastres (\$15000.00), divisé en cent cinquante parts de cent piastres chacune.

Les requérants sont : George Wheelock Powers, médecin ; Peter Swanson, manufacturier et cultivateur ; James McGoveren, gentilhomme, tous trois de Waterville susdit ; Charles John Edgar, médecin ; James Madison Call, commerçant de bois, tous deux de North Hatley, dans la dite province ; Francis Gilbert Gale, manufacturier ; Herman Swanson, manufacturier, tous deux de Waterville susdit ; George Baldwin Cleveland, propriétaire de moulin et commerçant de bois, de Johnville, dans la dite province ; Ralph McKay, gentilhomme, de Hatley, dans la dite province ; et Axel Nilson, mécanicien, de Waterville susdit.

Les premiers directeurs de la compagnie seront les dits George Wheelock Powers, Francis Gilbert Gale, Charles John Edgar, Peter Swanson et James Madison Call.

W. L. SHURTLEFF,
Solliciteur des requérants.
Coaticook, 2 mai 1896. 2093-3

Canada,
Province de Québec,
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 293.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour par Dame Césarie Desrochers, de la ville de Nicolet, contre son mari Louis Caron, entrepreneur, du même lieu.

GEO. METHOT,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 28 mars 1896. 1735-5

Canada,
Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 2551.

Dame Emma Lessard, de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, épouse commune en biens de Louis Nolin, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice en cette cause par l'un des honorables juges de cette cour, Demanderesse ;

vs.

Louis Nolin, de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, employé de chemin de fer, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-neuf mars courant (1896).

MILLER & DORION,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 19 mars 1896. 1897-5

Avis public est par les présentes donné que sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes afin d'incorporer The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited.

1° Le nom incorporé sera "The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, faire manufacturer des appareils destinés à combattre et éteindre les incen-

Notice is hereby given, that within one month from the last insertion in the *Quebec Official Gazette* of this notice, application will be made to the lieutenant governor for letters patent of incorporation incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders therein, a body politic and corporate under the name of the Waterville Furniture Company (Limited), for the purpose of manufacturing and dealing in all kinds of furniture, upholstered goods, undertaking or other goods manufactured in wood.

The head office of the company will be in the village of Waterville, in the province of Quebec.

The capital of the company will be fifteen thousand dollars, divided into one hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The applicants are : George Wheelock Powers, physician ; Peter Swanson, manufacturer and farmer ; James McGoveren, gentleman, all three of said Waterville ; Charles John Edgar, physician ; James Madison Call, lumber merchant, both of North Hatley, in said province ; Francis Gilbert Gale, manufacturer ; Herman Swanson, manufacturer, both of said Waterville ; George Baldwin Cleveland, mill owner and lumber merchant, of Johnville, in said province ; Ralph McKay, gentleman, of Hatley, in said province, and Axel Nilson, of said Waterville.

The first directors of the company will be the said George Wheelock Powers, Francis Gilbert Gale, Charles John Edgar, Peter Swanson and James Madison Call.

W. L. SHURTLEFF,
Sollicitor for applicants.
Coaticook, 2nd May, 1896. 2094

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 293.

An action in separation as to property has this day been instituted by Dame Césarie Desrochers, of the town of Nicolet, against her husband Louis Caron, builder, of the same place.

GEO. METHOT,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 28th March, 1896. 1736

Canada,
Province of Québec,
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 2551.

Dame Emma Lessard, of the parish of Sainte Anne de Beaupré, wife commune en biens of Louis Nolin, of the same place, duly authorized à ester en justice in this cause by one of the Honorable judges of this court, Plaintiff ;

vs.

Louis Nolin, of the parish of Sainte Anne de Beaupré, railway employee, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause the nineteenth day of March instant (1896).

MILLER & DORION,
Attorneys for the plaintiff.
Quebec, 19th March, 1896. 1898

Public notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Excellency the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited.

1° The proposed corporate name of the company is "The Dominion Fire Extinguisher Company, Limited."

2° The purposes for which incorporation is sought is to manufacture apparatus to extinguish fires, to buy and sell the same and to acquire everything

dies, les acheter et les vendre, et d'acquérir toutes choses nécessaires pour promouvoir les dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité et le district de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant de son capital est de seize mille piastres (\$16,000.00).

5° Le nombre de ses parts sera de cent soixante parts de cent piastres (\$100.00) chacune, valeur réelle.

6° Les noms au long, adresses et professions de chacun des requérants sont comme suit : Raymond Préfontaine, avocat, Montréal ; J. O. Alfred Laforest, ingénieur civil, Montréal ; Pierre R. Demeslé, pharmacien, Montréal ; Joseph Pierre Chartrand, médecin, Montréal ; Gabriel DesGeorges, journaliste, Montréal ; Arthur H. Durand, ingénieur civil, Montréal, et tous seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY.

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 avril 1896. 1981-4

CHEMIM DE FER QUEBEC CENTRAL.

Avis est par le présent donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie du chemin de fer Québec Central, aura lieu à Londres, dans le bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, E. C., lundi, le 1er jour de juin 1896, à midi, pour recevoir le rapport des directeurs et l'état des comptes au 31 décembre 1895, et pour l'élection des directeurs. Les livres de transfert seront fermés depuis lundi, le 25e jour de mai jusqu'à lundi, le 1er jour de juin, ces deux jours inclus.

Les porteurs de débetures désirant assister ou voter à l'assemblée devront déposer leurs bons au bureau de la compagnie, No. 5, rue Great Winchester, Londres, trois jours au moins avant l'assemblée.

Par ordre,
EDWARD DENT,
Président.
T. LINDLEY,
Secrétaire.

No. 5, rue Great Winchester.
Londres, E. C., 25 avril 1896. 1899-5

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les soussignés J. Damien Leclair, Joseph Gratton, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert, cultivateurs, et Jean Roux, industriel, tous de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dans le comté et le district de Terrebonne, en la province de Québec, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, pour obtenir l'émission de lettres patentes sous le grand Sceau de cette province, octroyant une charte royale à l'effet de constituer les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la société dont ils projettent la formation en corporation et corps politique.

La raison sociale de cette société sera " Approvisionnement de lait de Sainte-Thérèse ; " elle aura pour objet le commerce de lait et laitages, c'est-à-dire le commerce de lait au naturel et tous produits provenant du lait.

Le principal siège de ses affaires sera en la dite paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville.

Le chiffre de son fonds social sera de huit mille piastres, divisé en trois cent vingt parts ou actions de vingt-cinq piastres chacune.

Les premiers directeurs de cette société seront : MM. Jean Roux, Joseph Gratton, J. Damien Leclair, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert.

JEAN ROUX,
JOSEPH GRATTON,
J. D. LECLAIR,
HUBERT GRATTON,
FERDINAND HEBERT.

Montréal, 17 avril 1896. 2039-4

necessary for the prosecution of the said business.

3° The principal place of business of the said company will be in the city and district of Montreal, in the province of Quebec.

4° The proposed amount of its capital stock is sixteen thousand dollars (\$16,000.00).

5° The number of shares is to be one hundred and sixty of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

6° The names in full, and the addresses and calling of each of the applicants, are as follows : Raymond Préfontaine, advocate, Montreal ; J. O. Alfred Laforest, civil engineer, Montreal ; Pierre R. Demeslé, druggist, Montreal ; Joseph Pierre Chartrand, physician, Montreal ; Gabriel DesGeorges, journalist, Montreal ; Arthur H. Durand, civil engineer, Montreal, and all of whom will be the first or provisional directors of the said company.

PREFONTAINE, ST-JEAN, ARCHER
& DECARY.

Solicitors for applicants.

Montreal, 15th April, 1896. 1982

QUEBEC CENTRAL RAILWAY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company, will be held in London, at the office of the company, 5, Great Winchester street, London, E. C., on Monday, 1st June, 1896, at 12 o'clock noon, to receive the report of the directors and statement of accounts to the 31st December, 1895, and to elect directors. The transfer books will be closed from Monday, the 25th May, to Monday, the 1st June, both days inclusive.

Income bond holders desirous of attending or voting at the meeting must deposit their bonds at the office of the company, 5, Great Winchester street, London, three days at least before the meeting.

By order,
EDWARD DENT,
President.
T. LINDLEY,
Secretary.

5, Great Winchester street.
London, E. C., 25th April, 1896. 1900

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the undersigned, J. Damien Leclair, Joseph Gratton, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert, farmers, and Jean Roux, manufacturer, all of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, in the county and district of Terrebonne, in the province of Quebec, will apply to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain the emission of letters patent under the great Seal of this province, granting them a royal charter for the purpose of constituting the petitioners and any other persons who may become shareholders in the association whose formation is intended by them, a body politic and corporate.

The corporate name of the said association will be " Approvisionnement de lait de Sainte-Thérèse ; " its business will be to deal in milk and dairy produce, namely milk in its natural state, and in all the produce from milk.

Its principal place of business will be in the said parish of Sainte Thérèse de Blainville.

The amounts of its capital stock will be eight thousand dollars, divided into three hundred and twenty shares of twenty-five dollars each.

The first directors of the said company will be Messrs. Jean Roux, Joseph Gratton, J. Damien Leclair, Hubert Gratton, Ferdinand Hébert.

JEAN ROUX,
JOSEPH GRATTON,
J. D. LECLAIR,
HUBERT GRATTON,
FERDINAND HEBERT.

Montreal, 17th April, 1896. 2040

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Julie Forget dit Despatie, Demanderesse ;

Napoléon Laporte, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour,
 intentée en cette cause.

BEAUCHAMP & BRUCHÉSI,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 23 avril 1896. 2041-4

Canada,
 Province de Québec, }
 District de Saint-François. }
 No. 128.

Une action en séparation de biens a été intentée
 ce jour par Dame Marie Patrie, du canton de
 Brompton, dans le district de Saint-François, contre
 son mari, Isaïe Boulanger, fils, marchand, du
 même lieu.

F. CAMPBELL,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 23 avril 1896. 2037-4

Avis public est par le présent donné que sous un
 mois après la dernière publication de cet avis dans
 la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après
 mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieuten-
 ant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte
 d'incorporation par lettres patentes en vertu des
 dispositions de la loi corporative des compagnies à
 fonds social, les constituant et telles autres person-
 nes qui pourront devenir actionnaires de la compa-
 gnie, en corps politique et incorporé sous le nom et
 dans le but ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom d'incorporation proposé de la compa-
 gnie est "The Parisian Corset Manufacturing
 Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est
 demandée sont de manufacturer et vendre des
 corsets de toute description, et de manufacturer,
 acheter et vendre tous matériaux et fournitures en
 rapport aux corsets et à la confection d'iceux et en
 général de faire les affaires de manufacturiers de
 corsets et d'acquérir tout ce qui est nécessaire pour
 l'exploitation des dites affaires.

3° La principale place d'affaires de la dite compa-
 gnie sera dans les cité et district de Québec, dans la
 province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la compagnie
 sera de dix mille piastres (\$10,000.00.)

5° Le nombre d'actions sera de deux cents (200),
 de la valeur réelle de cinquante piastres (\$50.00)
 chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions de
 chacun des requérants sont comme suit :

Philéas Couet, manufacturier de corsets ; Ade-
 lard Bélanger, opérateur de télégraphe ; George
 Norman Elliott, agent à commission, tous trois de
 la cité de Québec ; et Philippe Bellefeuille, conduc-
 teur de train, et Alphonse Couet, machiniste, tous
 deux de la cité de Montréal, tous sujets anglais,
 résidants dans la province de Québec, lesquels seront
 tous les premiers directeurs de la dite compagnie.

FREMONT & BELL,
 Solliciteurs des requérants.
 Québec, 27 avril 1896. 2111-3

Avis est par les présentes donné que sous un mois
 à compter de la première publication de cet avis,
 "Le Grand Conseil de l'Ordre Canadien d'Amis
 Choisis," (une société de bienfaisance ayant une
 charte d'incorporation conformément aux disposi-
 tions des statuts refondus d'Ontario (1877) chapitre
 167, et ayant son bureau principal dans la cité
 d'Hamilton, dans la province d'Ontario, et enregis-
 tré régulièrement dans la dite province d'Ontario,
 comme une société bienveillante conformément aux
 dispositions de "La Loi des Corporations d'Assu-
 rance de 1892," s'adressera au lieutenant-gouver-
 neur en conseil de la province de Québec, pour
 obtenir une autorisation de faire des opérations

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Julie Forget dit Despatie, Plaintiff ;

Napoléon Laporte, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted to-day in this cause.

BEAUCHAMP & BRUCHÉSI,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 23rd April, 1896. 2042

Canada,
 Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. }
 No. 128.

An action for separation as to property has, this
 day, been instituted by Dame Marie Patrie, of the
 township of Brompton, in the district of Saint Fran-
 cis, against her husband, Isaïe Boulanger, junior,
 trader, of the same place.

F. CAMPBELL,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 23rd April, 1896. 2038

Public notice is hereby given that within one
 month after the last publication hereof in the *Quebec
 Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned
 will apply to His Honor the lieutenant governor in
 council, for a charter of incorporation by letters
 patent under the provisions of the Joint Stock Com-
 panies Incorporation Act, constituting them and such
 others as may hereafter become shareholders in the
 company, a body politic and corporate under the
 name and for the purposes hereinafter mentioned,
 to wit :

1° The proposed corporate name of the company
 is "The Parisian Corset Manufacturing Company."

2° The objects for which incorporation is sought
 are to manufacture and sell corsets of all descrip-
 tions, and to manufacture, buy and sell all material
 and furnishings pertaining to corsets and dress stays,
 and generally to carry on the business of corsets
 manufacturers, and to acquire everything necessary
 for the prosecution of the said business.

3° The principal place of business of the said
 company will be in the city and district of Quebec,
 in the province of Quebec.

4° The amount of capital stock of the company is
 to be ten thousand dollars (\$10,000.00).

5° The number of shares is to be two hundred
 (200) of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6° The names in full and the addresses and call-
 ing of each of the applicants are as follows :

Philéas Couet, corset manufacturer ; Adelard
 Bélanger, telegraph operator ; George Norman
 Elliott, commission agent, all three of the city of
 Quebec ; and Philippe Bellefeuille, train conductor,
 and Alphonse Couet, machinist, both of the city of
 Montreal, all british subjects, residing in the pro-
 vince of Quebec, and all of whom are to be the first
 directors of the said company.

FREMONT & BELL,
 Solicitors for applicants.
 Quebec, 27th April, 1896. 2112

Notice is hereby given that after the expiration of
 one month from the first publication of this notice,
 "The Grand Council of the Canadian Order of
 Chosen Friends", (a benevolent society incorporat-
 ed under the revised statutes of Ontario (1877),
 chapter 167, having its head office at the city of
 Hamilton, in the province of Ontario, and duly
 registered in said province of Ontario, as a friendly
 society under "The Insurance Corporations Act
 1892"), will apply to the lieutenant governor in
 council of the province of Quebec, to obtain an
 authorization to carry on business in the province of
 Quebec, with the principal place of business in the
 province of Quebec, at the city of Montreal, accord-

dans la province de Québec, avec sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans la cité de Montréal, conformément aux dispositions de 59 Victoria, chapitre 34, des statuts de la province de Québec.

BIGGAR & LEE,
Soliciteurs pour le requérant
Hamilton, Ont., 28 avril 1896. 2127-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure pour le*
No. 295. *Bas-Canada.*

Dame Marie Louise Labelle, épouse de Honoré Souchereau, tous deux du village de Vaudreuil, dans le district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice *in formâ pauperis*, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

BASTIEN & LAMARCHE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 mai 1896. 2227-2

Cour Supérieure—Saint-Hyacinthe.
No. 62.

Zénaïde Fafard, épouse de Arsène Paquet, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hugues, dans le district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué contre son époux une action en séparation de biens.

BLANCHET & BEAUREGARD,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 7 mai 1896. 2231-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Pigeon, Gendron & Cie, Insolubles ;
et

Biodeau & Renaud, Curateurs.
Un premier bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du deuxième jour de juin prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date susmentionnée.

BILODEAU & RENAUD,
Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 9 mai 1896. 2247

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Thomas Sutton, de Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le neuvième jour de mai 1896, j'ai été dûment nommé curateur des biens du susdit failli.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous trente jours de la date d'icelui.

F. W. RADFORD,
Curateur.

Bureau de Radford & Walford,
59, Imperial Building.
Montréal, 13 mai 1896. 2255

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Thomas Dwane, marchand de chaussures, de Montréal, Failli.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 juin 1896, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

W. B. CHAPMAN,
Curateur.

No. 17, rue Saint-Jean.
Montréal, 16 mai 1896. 2279

ing to the provisions of 59 Victoria, chapter 34 of the statutes of the province of Quebec.

BIGGAR & LEE,
Solicitors for the petitioner,
Hamilton, Ont., 28th April, 1896. 2128

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court for Lower*
No. 295. *Canada.*

Dame Marie Louise Labelle, wife of Honoré Souchereau, both of the village of Vaudreuil, in the district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice in formâ pauperis*, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

BASTIEN & LAMARCHE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th May, 1896. 2228

Superior Court—Saint Hyacinthe.
No. 62.

Zénaïde Fafard, wife of Arsène Paquet, farmer, of the parish of Saint Hugues, in the district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted against her husband an action for separation of property.

BLANCHET & BEAUREGARD,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinthe, 7th May, 1896. 2232

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Pigeon, Gendron & Cie, Insolvents ;
and

Biodeau & Renaud, Curators.
A first bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our office, from the second day of June next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,
Curators.

15, Saint James street.
Montreal, 9th May, 1896. 2248

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Thomas Sutton, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that on the ninth day of May, 1896, I was duly appointed curator to the estate of the above insolvent.

Please file your claim at my office within thirty days from the date hereof.

F. W. RADFORD,
Curator.

Office of Radford & Walford,
59, Imperial Building.
Montreal, 13th May, 1896. 2256

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Thomas Lwanc, shoe dealer, of Montreal, Insolvent.
A first of final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd of June, 1896, after which dividend will be payable at my office.

W. B. CHAPMAN,
Curator.

No. 17, St. John street.
Montreal, 16th May, 1896. 2280

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Alexander B. Odell, de Coaticook,
bijoutier et commerçant, Failli.
Avis est par le présent donné que le 11e jour de
mai 1896, par ordre de la cour, j'ai été nommé cura-
teur aux biens du susnommé, qui a fait une cession
judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice
de ses créanciers.
Les réclamations doivent être déposées à mon
bureau sous trente jours.

JNO. FRASER,
Curateur.

Bureau de Jno. Fraser,
Bâtisse de l'hôtel de ville.
Coaticook, Q., 16 mai 1896. 2277

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re Bernard, Fils & Cie, Québec, Failli.
Avis est par le présent donné, qu'un premier bor-
dereau de dividende a été préparé dans la présente
affaire, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 25
courant, après laquelle date les dividendes seront
payables à mon bureau.

G. H. BURROUGHS,
Curateur.

Bureau : Bâtisse du Richelieu, Québec. 2221

Licitation

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
No. 153.

VENTE PAR LICITATION.

Alexander Fraser, de la cité d'Ottawa, dans la pro-
vince d'Ontario, marchand de bois,
Demandeur ;

vs.

L'honorable George Bryson, de Fort Coulonge,
dans le comté de Pontiac, en sa qualité d'un des
exécuteurs testamentaires et syndics de feu John
Bryson : en son vivant de Coulonge susdit, Dame
Jennie Bryson, de Fort Coulonge, aussi en sa
qualité d'exécutrice et syndic, James W. Bryson,
marchand de bois, de Fort Coulonge susdit, aussi
en la dite qualité d'exécuteur et syndic, John
Fumerton, de Coulonge susdit, en sa qualité de
tuteur de George Bryson, junior, et Mary Hen-
rietta Whyte, de Coulonge susdit, veuve de feu
John Bryson, personnellement en sa qualité de
tutrice de ses enfants mineurs,

Défendeurs ;

et

The Presbyterian College of Montreal, dans la cité
de Montréal, corps politique et incorporé,
Mis en cause.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par et en
vertu d'un jugement de la cour supérieure de la
province de Québec, siégeant dans le village de
Bryson, dans le district de Pontiac, le huitième jour
d'avril dix-huit cent quatre-vingt-seize, dans une
certaine cause où le dit Alexander Fraser était de-
mandeur, et les dits honorables George Bryson,
Dame Jennie Bryson, James W. Bryson, John
Fumerton et Mary Henrietta Whyte étaient défen-
deurs, et The Presbyterian College of Montreal était
mis en cause, ordonnant la licitation de certaines
propriétés décrites dans le dit jugement comme suit,
à savoir :

Ces limites à bois et étendues de limites situées
dans le comté de Pontiac et province de Québec,
décrites comme suit, à savoir : les limites des li-
cences Nos. 58, 59, 60, 61 et 62 pour la saison 1893-4,

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
In the matter of Alexander B. Odell, of Coaticook,
jeweller and trader, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 11th day of
May, 1896, by order of the court, I was appointed
curator to the estate of the above named, who has
made a judicial abandonment of all his property for
the benefit of his creditors.
Claims must be filed at my office within thirty
days.

JNO. FRASER,
Curator.

Office of Jno. Fraser,
Town Hall building.
Coaticook, Q., 16th May, 1896. 2278

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In re Bernard, Fils & Cie, Québec, Insolvents.
Notice is hereby given that a first dividend sheet
has been prepared in this matter open to objection
until Monday, the 25th instant, after which date
dividends will be payable at my office.

G. H. BURROUGHS,
Curator.

Office : Richelieu Building, Québec. 2222

Licitation

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*
No. 153.

SALE BY LICITATION.

Alexander Fraser, of the city of Ottawa, in the pro-
vince of Ontario, lumber merchant,
Plaintiff ;

vs.

The Honorable George Bryson, of Fort Coulonge,
in the county of Pontiac, in his capacity of one of
the executors and trustees under the last will and
testament of the late John Bryson, in his lifetime
of Coulonge aforesaid, Dame Jennie Bryson, of
Fort Coulonge, also in said capacity of executor
and trustee, James W. Bryson, lumberman, of
Fort Coulonge aforesaid, also in said capacity of
executor and trustee, John Fumerton, of Cou-
longe aforesaid, in his capacity of tutor to George
Bryson, junior, and Mary Henrietta Whyte, of
Coulonge aforesaid, widow of the late John
Bryson, personally and in her capacity of tutrix
to her minor children,

Défendants ;

and

The Presbyterian College of Montreal, in the city of
Montreal, a body politic and corporate.

Mis en cause.

LICITATION.

Public notice is hereby given that under and by
virtue of a judgment of the superior court of the
province of Quebec, sitting at the village of Bryson,
in the district of Pontiac, on the eighth day of
April, eighteen hundred and ninety-six, in a certain
cause wherein the said Alexander Fraser was plain-
tiff, and the said Honorable George Bryson, Dame
Jennie Bryson, James W. Bryson, John Fumerton
and Mary Henrietta Whyte were defendants, and
the Presbyterian College of Montreal was mis en
cause, ordering a licitation of those certain prop-
erties in the said judgment described as follows,
to wit :

Those certain timber limits and timber berths
situate in the county of Pontiac and province of
Quebec, and described as follows, to wit : limits of
licenses Nos. 58, 59, 60, 61 and 62, of the season of

étant les Nos. 201, 202, 203, 204 et 206 de 1873-4, et les étendues de limites y mentionnées sur la rivière Coulonge, dans le district de Pontiac, telles qu'elles sont tenues sous licences de la Couronne représentée par le gouvernement de la province de Québec, et sujettes aux conditions mentionnées dans les dites licences, et sujettes à la liste des charges devant être approuvée en cette cause—ensemble avec toutes les fournitures de chantier, provisions, grément, chevaux, ustensiles qui s'y trouvent et pour l'usage y ayant rapport.

La propriété ci-dessus décrite et dont il s'agit sera mise à l'enchère et adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, le TRENTEIÈME jour de JUIN mil huit cent quatre-vingt-seize, à DIX heures du matin, cour tenante, dans la salle d'audience, dans le palais de justice, à Bryson, dit district de Pontiac, sujette aux charges, conditions et paiements indiqués dans le cahier des charges devant être déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, tel que requis par la loi; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge et afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant la date fixée comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses de le faire.

HENRY AYLEN,
Procureur du demandeur
Alexander Foster susdit.
1913-2

Bryson, 13 avril 1896.

1893-4 being Nos. 201, 202, 203, 204 and 206 of 1873-4, and the timber berths therein described, on the Coulonge river, in the district of Pontiac, as the same are held under licenses from the Crown represented by the government of the province of Quebec, and subject to the conditions stated in said licenses and subject to the list of charges to be approved in this cause—together with all shanty supplies, provisions, plant, horses and utensils thereon and used in connection therewith.

The property above described and referred to will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTIETH day of JUNE, one thousand eight hundred and ninety-six, at TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in the court room of the court house, at Bryson, said district of Pontiac, subject to the charges, conditions and payments contained in the list of charges to be deposited in the office of the prothonotary of the said court, as required by law; and any opposition to annul, secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court fifteen days at least before the date fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and oppositions for payment must be filed within six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from doing so.

HENRY AYLEN,
Attorney for plaintiff
Alexander Fraser above mentioned.
Bryson, 13th April, 1896. 1914

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } JOSEPH TOUSIGNANT,
No. 192. } Demandeur; vs. MOISE
COMTOIS ET AL., Défendeurs; et Onesime Dubois, Tiers-saisi.

Comme appartenant au dit tiers-saisi:

Une terre située dans le huitième rang du canton de Somerset Sud, contenant deux arpents et demi de front sur la profondeur du dit lot portant le numéro cent quatre-vingt-sept (187), du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud—avec maison et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juillet prochain.

P. L. O. MILOT,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 11 mai 1896. 2315
[Première publication, 16 mai 1896.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } JOSEPH TOUSIGNANT,
No. 192. } Plaintiff; vs. MOISE
COMTOIS ET AL., Defendants; and Onesime Dubois, Tiers-saisi.

As belonging to the said tiers-saisi:

A land situate in the eighth range of the township of South Somerset, containing two arpents and a half in front by the depth of said lot bearing number one hundred and eighty-seven (187), of the official cadastre of the municipality of South Somerset—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon. Said writ returnable on the twenty-fifth day of July next.

P. L. O. MILOT,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 11th May, 1896. 2316
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JOSEPH BARIL, Deman-
No. 241. } deur ; contre ADELARD
FREDETTE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

La partie des numéros cinq et six, du premier rang du canton de Stanfold, de la largeur des deux lots sur la profondeur qu'il y a depuis la rivière Noire jusqu'au cordon du deuxième rang de Stanfold ; bornée à l'est au numéro quatre, à l'ouest au numéro sept, du premier rang, maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanfold, comme étant une subdivision et la partie sud des numéros cinq B, cinq A, six C, six B et six A (5 B, 5 A, 6 C, 6 B et 6 A), du premier rang de Stanfold.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté d'Arthabaska, à Arthabaskaville, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 12 mai 1896. 2313
[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } ALBERT LACERTE,
No. 49. } Demandeur ; contre
JOSEPH FRIGON ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant au dit demandeur :

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Clotilde de Horton, faisant partie des lots numéros six, sept, huit et neuf, du troisième rang du canton de Horton, contenant environ six arpents de front sur dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, et une île connue sous le nom de l'île aux Têtes, étant, la dite terre, connue et désignée sous les numéros quatre-vingt-six et quatre-vingt-neuf (Nos. 86 et 89), et la dite île sous les numéros quatre-vingt-sept et quatre-vingt-huit (Nos. 87 et 88), du cadastre du comté d'Arthabaska, pour le canton de Horton—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clotilde de Horton, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 18 mars 1896. 1477-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } THOMAS GREGOIRE, De-
No. 2484. } mandeur ; contre PIERRE
VACHON, fils d'Etienne, Défendeur, savoir :

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JOSEPH BARIL, Plain-
No. 241. } tiff ; against ADELARD
FREDETTE, Defendant.

As belonging to the defendant :

Part of the lots numbers five and six, in the first range of the township of Stanfold, by the width of both lots on the depth that there is from the Black river to the division line between the second range of Stanfold ; bounded easterly to number four, westerly to number seven, in the first range, now known and distinguished on the official plan and book of reference for the township of Stanfold, as being a subdivision and the south part of numbers five B, five A, six C, six B and six A, (5 B, 5 A, 6 C, 6 B and 6 A), in the first range of Stanfold.

To be sold at the registry office for the county of Arthabaska, at Arthabaskaville, on the TWENTY-TIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of August next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 12th May, 1896. 2314
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ALBERT LACERTE,
No. 49. } Plaintiff ; against
JOSEPH FRIGON ET AL., Defendants.

As belonging to the said plaintiff :

A land situate in the parish of Sainte Clotilde de Horton, forming part of lots numbers six, seven, eight and nine, of the third range of the township, of Horton, containing about six arpents in front by eighteen arpents in depth, more or less, and one island known under the name of l'île aux Têtes, being, said land, known and distinguished under numbers eighty-six and eighty-nine (Nos. 86 and 89), and said island under numbers eighty-seven and eighty-eight (Nos. 87 and 88), of the cadastre of the county of Arthabaska, for the township of Horton—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clotilde de Horton, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of May next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 18th March, 1896. 1478
[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } THOMAS GREGOIRE, Plain-
No. 2484. } tiff ; against P I E R R E
VACHON, son of Etienne, Defendant, to wit :

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Frédéric, en le troisième rang du canton de Broughton, de la contenance de cinquante-quatre acres de terre en superficie, plus ou moins; maintenant connu et désigné aux plan et livre officiels du cadastre pour les trois premiers rangs du dit canton de Broughton, en la dite paroisse de Saint-Frédéric, sous le numéro cent trente-trois (133) avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Frédéric, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

E. T. CHASSÉ,
Député Shérif.
Bureau du Shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 10 avril 1896. 1973-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Province de Québec, } **WILLIAM SMITH,**
District de Beauharnois, } Demandeur; vs
No. 642. } **ARCHIBALD CAME-**
RON, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le comté de Huntingdon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro cinq A (5A), du troisième rang du township de Dundee; superficie, cinquante acres plus ou moins.

A la charge par l'adjudicataire du paiement de toutes taxes, redevances imposées par le règlement fait et passé par le conseil municipal du township de Dundee, en vertu du chapitre 118 des statuts de la province de Québec, dans la 51me et 52me année du règne de Sa Majesté.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Agnès, dans le comté de Huntingdon, MARDI, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI courant, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour de mai aussi courant.

PHILEMON LABERGE,
Shérif.
Bureau du Shérif,
Beauharnois, 5 mai 1896. 2181-2
[Première publication, 9 mai 1896.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi.

A land situate in the parish of Saint-Frédéric, in the third range of the township of Broughton, containing fifty-four acres of land in area, more or less, now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the three first ranges of the said township of Broughton, in the said parish of Saint-Frédéric, as number one hundred and thirty-three (133)—with buildings thereon erected—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Frédéric, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of June next.

E. T. CHASSÉ,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office,
Saint Joseph, Beauce, 10th April, 1896. 1974
[First published, 18th April, 1896.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

VENDITIONI EXPONAS.

Province of Québec, } **WILLIAM SMITH,**
District of Beauharnois, } Plaintiff; against
No. 642. } **ARCHIBALD CAME-**
RON, Defendant.

A lot of land situate in the county of Huntingdon, known and designated on the official plan and in the book of reference as number five A (5A), of the third range of the township Dundee; area fifty acres, more or less.

Subject to the charge upon the purchaser of the payment of all taxes and charges imposed by the by-law made and passed by the municipal council of the township of Dundee, in virtue of chapter 118 of the statutes of the province of Québec, in the 51st and 52nd year of Her Majesty's reign.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Agnès, in the county of Huntingdon, on TUESDAY, the TWENTY-SIXTH day of MAY instant, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of May also instant.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Beauharnois, 5th May, 1896. 2182
[First published, 9th May, 1896.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin*

Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Shefford.

Province de Québec, } **LOUIS GAOUETTE**, du
District de Bedford, } canton de Stukely, dans
No. 3076. } le district de Bedford, com-
merçant, Demandeur; contre les terres et tenements
de **WILLIAM OCLAIRE**, du dit canton de Stukely, Défendeur.

1^o Partie du lot numéro neuf, dans le sixième rang du canton de Stukely, arpentage primitif, maintenant connue comme la partie nord du lot numéro quatre cent quarante-neuf (449), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely. La dite partie de lot est bornée comme suit: au nord par le lot numéro cinq cent trente-six (536), à l'est par le lot numéro quatre cent cinquante et un (451), au sud par le lot numéro quatre cent quarante-huit (448) et partie du lot quatre cent quarante-neuf (449), et à l'ouest par le lot numéro quatre cent quarante-six (446). Le dit morceau de terre contenant quarante acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâties sus-érigées.

2^o Partie du lot numéro neuf (9), dans le septième (7) rang du dit canton de Stukely, arpentage primitif, et maintenant connu comme lot numéro cinq cent trente-six (536), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stukely, contenant quatre-vingt-quinze acres de terre en superficie, plus ou moins. Les dits morceaux de terre décrits formant une terre et seront vendus comme un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, dans le canton de Stukely, et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 9 mai 1896. 2259
[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure - District de Saint-Hyacinthe.

Province de Québec, } **DAME ROSALIE**
District de Bedford, } **GARNY**, Demande-
No. 554. } rosse; contre les terres et
tenements de **JOSEPH DAURAY**, Défendeur.

1^o Les trois quarts indivis ($\frac{3}{4}$) de ce lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford et district de Bedford, comme lot numéro soixante et dix-sept (77)—ensemble avec les trois quarts indivis des bâties sus-érigées.

2^o Le lot soixante et seize (76), des dits plan et livre de renvoi officiels, étant la propriété et en la possession du dit défendeur *animo domini*.

Les dits morceaux de terre formant partie du lot numéro un, dans le deuxième rang, arpentage primitif, du canton de Roxton, dans le dit district de Bedford, et faisant front sur le chemin conduisant de Granby à Roxton Falls. Les dits morceaux de terre décrits seront vendus comme un seul lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Sainte-Pudentienne, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le PREMIER jour d'AOUT prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 11 mai 1896. 2257
[Première publication, 16 mai 1896.]

de charge, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Shefford.

Province of Quebec, } **LOUIS GAOUETTE**, of
District of Bedford, } the township of Stukely,
No. 3076. } in the district of Bedford,
trader, Plaintiff; against the lands and tenements
of **WILLIAM OCLAIRE**, of the said township of Stukely, Defendant.

1^o Part of lot number nine, in the sixth range of the township of Stukely, primitive survey, now known as the north part of lot number four hundred and forty-nine (449), of the official plan and book of reference of the said township of Stukely. Said part of lot is bounded as follows: on the north by lot number five hundred and thirty-six (536), on the east by lot number four hundred and fifty-one (451), on the south by lot number four hundred and forty-eight (448) and by part of lot four hundred and forty-nine (449), and on the west by lot number four hundred and forty-six (446). Said piece of land containing forty acres of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

2^o Part of lot number nine (9), in the seventh (7) range of the said township of Stukely, primitive survey, and now known as lot number five hundred and thirty-six (536), of the official plan and book of reference of the township of Stukely, containing ninety-five acres of land in superficies, more or less. The said described pieces of land forming one farm and to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Sainte Anne de Stukely, in the township of Stukely and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at the hour of ONE of the clock in the afternoon. The said writ is returnable on the first day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 9th May, 1896. 2260
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.

Province of Quebec, } **DAME ROSALIE**
District of Bedford, } **GARNY**, Plaintiff; against
No. 554. } the lands and tenements of
JOSEPH DAURAY, Defendant.

1^o The undivided three quarters ($\frac{3}{4}$) of that certain lot of land known on the official plan and book of reference of the village of Sainte Pudentienne, in the county of Shefford and district of Bedford, as lot number seventy-seven (77)—together with the undivided three quarters of the buildings thereon erected.

2^o Lot number seventy-six (76), of the said official plan and book of reference, being the property and in possession of said defendant *animo domini*.

Said pieces of land forming part of lot number one, in the second range of the primitive survey of the township of Roxton, in the said district of Bedford, and fronting on the road leading from Granby to Roxton Falls. Said described pieces of land to be sold *en bloc*.

To be sold at the parish church door of Sainte Pudentienne, at Sainte Pudentienne, in the county of Shefford and district of Bedford, on the FIRST day of AUGUST next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 11th May, 1896. 2258
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DE CURATEUR.**

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **IN RE HENRY BLAN-**
District de Bedford, } **CHARD, Débiteur et Dé-**
No. 103. } **fendeur, et NARCISSE F.**
BEDARD, Créancier et Demandeur, et P. J. Stanislas Peltier, curateur.

Un morceau de terre ou emplacement étant les trois dixièmes nord du lot numéro sept, du cinquième rang, arpentage primitif, du canton d'Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, et maintenant connu et décrit comme étant la partie centre du lot numéro quatre cent quarante-quatre (444), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton d'Ely, et contenant trois quarts d'arpent de front, partant d'un point trois pieds au nord de la maison maintenant située sur le dit emplacement, sur un arpent de profondeur; borné à l'est par un chemin public, et au nord à l'ouest et au sud par la terre de Napoléon Dupaul—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le premier jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON.

Bureau du Shérif Shérif.
Sweetsburg, 9 mai 1896. 2261

[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Comté de Shefford.

Province de Québec, } **LOUIS DION, du canton**
District de Bedford, } **de Stukely, dans le dis-**
No. 4029. } **trict de Bedford, forgeron,**
Demandeur; contre les terres et tenements de **PIERRE MASSE, du dit canton de Stukely et district de Bedford, cultivateur, Défendeur.**

1° Cette terre formant partie du lot six, dans les septième et huitième rangs, arpentage primitif, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, sous les numéros cinq cent vingt-trois (523), six cent vingt-sept (627) et six cent vingt-huit (628), et contenant quatre-vingt-dix-neuf acres en superficie, plus ou moins—avec les améliorations faites.

2° Un emplacement situé dans le village de Sainte-Anne de Stukely, ainsi appelé, formant partie du lot numéro huit, dans le huitième rang, arpentage primitif du dit canton Stukely, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Stukely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, sous le numéro six cent trente-sept (637)—avec les bâtisses sus-érigées et appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne de Stukely, dans le canton de Stukely et district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, 1896, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON.

Bureau du Shérif Shérif.
Sweetsburg, 12 mai 1896. 2317

[Première publication, 16 mai 1896.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des récla-

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
CURATOR'S WARRANT.**

Superior Court.

Province of Quebec, } **IN RE HENRY BLAN-**
District of Bedford, } **CHARD, Debtor and**
No. 103. } **Defendant, and NARCISSE**
F. BEDARD, Creditor and Plaintiff, and P. J. Stanislas Peltier, curator.

A piece of land or emplacement being the north three tenths of lot number seven, of the fifth range of the primitive survey of the township of Ely, in the county of Shefford, and district of Bedford, and now known and described as being the central part of lot number four hundred and forty-four (444), of the official plan and book of reference of the said township of Ely, and containing three quarters of one arpent in front, starting from a point three feet north of the house now standing upon the said emplacement by one arpent in depth; bounded east by a public road, and north, west and south by the land of Napoléon Dupaul—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt so called, in the county of Shefford, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said warrant is returnable on the first day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 9th May, 1896. 2262

[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—County of Shefford.

Province of Quebec, } **LOUIS DION, of the town-**
District of Bedford, } **ship of Stukely, in the**
No. 4029. } **district of Bedford, black-**
smith, Plaintiff; against the lands and tenements of **PIERRE MASSE, of the said township of Stukely and district of Bedford, farmer, Defendant.**

1° That certain farm forming part of lot six, in the seventh and eighth ranges of the primitive survey of the township of Stukely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, by the numbers five hundred and twenty-three (523), six hundred and twenty-seven (627) and six hundred and twenty-eight (628), and containing ninety-nine acres in superficies, more or less—with all improvements thereon.

2° An emplacement of land situate in the village of Sainte Anne de Stukely so called, forming part of lot number eight, in the eighth range of the primitive survey of said township of Stukely, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Stukely, in the county of Shefford, and district of Bedford, as number six hundred and thirty-seven (637)—with buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parish church door of Sainte Anne de Stukely, in the township of Stukely, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, 1896, at the hour of TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the first day of August next.

CHAS. S. COTTON.

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 12th May, 1896. 2318

[First published, 16th May, 1896.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is

mations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **LA SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, Demanderesse; contre C. BOUCHARD ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Calixte Bouchard, l'un des défendeurs en cette cause:

1° Un lot de terre situé dans la concession nord-est de la Grande Ligne, en la paroisse de Saint-Blaise, dans le district d'Iberville, et autrefois dans les limites de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dernière paroisse sous le numéro quatre-vingt huit (No. 88)—avec un droit de passage sur une terre appartenant actuellement à Adolphe Molleur, et autrefois à Alexis Roy, pour pouvoir communiquer avec le chemin public de la dite Grande Ligne.

2° Un lot de terre situé dans la concession nord-est de la Grande-Ligne, en la dite paroisse de Saint-Blaise, et aussi autrefois dans les limites de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie susdite, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de cette dernière paroisse sous le numéro cent sept (No 107)—avec une grange y érigée.

3° Une terre située dans la concession sud-ouest de la Grande-Ligne, en la dite paroisse de Saint-Blaise, et aussi autrefois dans les limites de la dite paroisse de Sainte-Marguerite de Blairfindie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de cette dite dernière paroisse sous le numéro quarante (No. 40), de la contenance de cent quarante arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Blaise, le TROISIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour d'août prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 13 mai 1896. 2297
[Première publication, 16 mai 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
MANDAT DE CURATEUR**

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **DANS l'affaire de MA-District de Bedford. } GLOIRE AUTHIER,**
No. 98. } Failli et Défendeur, et **LA COMPAGNIE D'APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES DE MONTREAL**, créancière et requérante, et P. J. Stanislas Peltier, curateur, et Chas. S. Cotton, shérif.

1° Lot numéro trois cent soixante et quinze (375), des plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely, dans le district de Bedford, formant partie du quatrième rang de l'arpentage primitif du dit canton, et contenant soixante et dix acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Lot numéro quatre cent quatre-vingt-cinq (485), des plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely, dans le district de Bedford, formant partie du cinquième rang de l'arpentage primitif du dit canton, et contenant cent quinze acres de terre en superficie, plus ou moins.

not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint John, to wit: } **LA SOCIÉTÉ PERMANENTE DE CONSTRUCTION DU DISTRICT D'IBERVILLE**, Plaintiff; against C. BOUCHARD ET AL., Defendants.

As belonging to Calixte Bouchard, one of the defendants in this cause:

1° A lot of land situated in the north east concession of the Grande Ligne, in the parish of St. Blaise, in the district of Iberville, and formerly within the limits of the parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the said district, known and designated on the official plan and book of reference of this latter parish under the number eighty-eight (88)—with a right of way on a farm presently owned by Adolphe Molleur and formerly by Alexis Roy, in order to have access to the public road of the said Grande Ligne.

2° A lot of land situated in the north east concession of the Grande Ligne, in the said parish of Saint Blaise, and formerly also within the limits of the aforesaid parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, known and designated on the official plan and book of reference of this latter parish under the number one hundred and seven (No. 107)—with a barn thereon erected.

3° A farm situated in the south west concession of the Grande Ligne, in the said parish of Saint Blaise, and formerly also within the limits of the said parish of Sainte Marguerite de Blairfindie, known and designated on the official plan and book of reference of this said latter parish under the number forty (40), containing one hundred and forty arpents in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Blaise, on the THIRD day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventeenth day of August next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Johns, 13th May, 1896. 2298
[First published, 16th May, 1896.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.
CURATOR'S WARRANT.**

Superior Court—District of Bedford.

Province of Québec, } **IN RE MAGLOIRE AU-District of Bedford. } THIER,** Insolvent and
No. 98. } Defendant, and **LA COMPAGNIE D'APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES DE MONTREAL**, creditor and petitioner, and P. J. Stanislas Peltier, curator, and Charles S. Cotton, sheriff.

1° Lot number three hundred and seventy-five (375), of the official plan and book of reference of the township of Ely, in the district of Bedford, forming part of the fourth range of the primitive survey of said township, and containing seventy acres of land in superficies, more or less—with buildings thereon erected.

2° Lot number four hundred and eighty-five (485), of the official plan and book of reference of the township of Ely, in the district of Bedford, forming part of the fifth range of the primitive survey of said township, and containing one hundred and fifteen acres of land in superficies, more or less.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-SEPTIEME jour de JUN prochain, 1896, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le quatrième jour de juillet prochain, 1896.

CHAS. S. COTTON, Shérif.
Bureau du Shérif, Sweetburg, 8 avril 1896. 1919-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } ALEXANDRE OUEL-
No. 778. } A LETTE, Demandeur ;
vs. JOSEPH MOISE DELPHIS PROVOST, Défendeur.

Une terre située dans le rang Lafrenière, en la paroisse de Saint-Edouard, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros quatre cent douze, quatre cent treize, quatre cent soixante et trois, quatre cent soixante et cinq et quatre cent soixante et six (Nos. 412, 413, 463, 465 et 466), de la contenance de cent cinq arpents en superficie, plus ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Edouard susdite, le VINGT-DEUXIEME jour de JUN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

CHAS ARPIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Saint-Jean, 15 avril 1896. 1933-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } ALFRED E. ROE ET AL.,
No. 683. } A Demandeurs ; contre
LOUIS ISAIÉ BRUN ET AL., Défendeurs, et
DAME EMILY C. GODDARD, ès qualité Demanderesse par reprise d'instance.

Comme appartenant aux défendeurs en cette cause :

1° Un lot de terre situé sur la rue Saint-Augustin, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (297) — avec les bâtisses y érigées.

2° Deux lots contigus de terre situés sur la rue Henri, dans le dit village de Napierville, connus et désignés aux susdits plan et livre de renvoi officiels, sous les numéros deux cent soixante et dix-huit et deux cent soixante et dix-neuf (Nos. 278 et 279)—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit district, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHAS ARPIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Saint-Jean, 18 mars 1896. 1489 3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit, pour le comté de Napierville, dans le district d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } GILBERT BOIVIN, De-
No. 358. } G mandeur ; vs. JEAN
BAPTISTE SAULNIER, Défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Saint-Joseph, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous le numéro cent cinquante-six (No. 156), contenant cinquante-quatre perches en superficie — avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Cyprien, dans le dit dis-

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE next, 1896, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said warrant is returnable on the fourth day of July next, 1896.

CHAS. S. COTTON, Sheriff.
Sheriff's Office, Sweetburg, 8th April, 1896. 1920
[First published, 18th April, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } ALEXANDRE OUEL-
No. 778. } A LETTE, Plaintiff ; vs.
JOSEPH MOISE DELPHIS PROVOST, Defendant.

A farm situated in the Lafrenière range, in the parish of Saint Edouard, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the numbers four hundred and twelve, four hundred and thirteen, four hundred and sixty-three, four hundred and sixty-five and four hundred and sixty-six (Nos. 412, 413, 463, 465 and 466), containing one hundred and five arpents in superficies, more or less — with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Edouard, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of June next.

CHAS ARPIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint Johns, 15th April, 1896. 1934
[First published, 18th April, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } ALFRED E. ROE ET AL.,
No. 683. } A Plaintiffs ; against
LOUIS ISAIÉ BRUN ET AL., Défendeurs, and
DAME EMILY C. GODDARD, ès qualité Plaintiff par reprise d'instance.

As belonging to the defendants in this cause :

1° A lot of land situated on Saint Augustin street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference c. the said village, under number two hundred and ninety seven (No. 297)—with the buildings thereon erected.

2° Two contiguous lots of land situated on Henri street, in the said village of Napierville, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference, under the numbers two hundred and seventy-eight and two hundred and seventy-nine (Nos. 278 and 279)—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the district aforesaid, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirtieth day of May next.

CHAS ARPIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Saint Johns, 18th March, 1896. 1490
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit court for the county of Napierville, in the district of Iberville.

Saint Johns, to wit : } GILBERT BOIVIN, Plain-
No. 358. } G tiff ; vs. JEAN BAP-
TISTE SAULNIER, Defendant.

An emplacement situated on Saint Joseph street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the number one hundred and fifty-six (No. 156), containing fifty-four perches in superficies— with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien, in the district aforesaid,

trict, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juin prochain.

CHAS ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 18 mars 1896. 1487-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.
Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH CHARLES A.
No. 176. } ROY, Demandeur ; vs.
THEOPHILE ROY, Défendeur, et Alfred Roy, mis
en cause, et Dame Marie E. V. Bisailon, deman-
deresse par reprise d'instance et intervenante, ès qua-
lité, et Dame Mélina Archambeault, défenderesse
par reprise d'instance et contestante, ès qualité, et
Maîtres Paradis & Chassé, avocats distrayants.

Comme appartenant à la dite Dame Marie Emma
Virginie Bisailon, demanderesse par reprise d'in-
stance et intervenante en cette cause, ès qualité :

Une terre située dans la concession nord-est de la
Grande Ligne, en la paroisse de Saint-Blaise, dans
le district d'Iberville, et étant autrefois dans les
limites de la paroisse de Sainte-Marguerite de Blair-
findie, dans le dit district, connue et désignée aux
plan et livre de renvoi officiels de cette dernière
paroisse, sous le numéro cent huit (No. 108), de la
contenance de quatre-vingt-dix-neuf arpents et
quarante perches en superficie, plus ou moins—avec
les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la dite paroisse de Saint-Blaise, le VINGT-
SIXIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures
de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trentième
jour de mai prochain.

CHAS ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 18 mars 1896. 1485-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes
personnes ayant à exercer à cet égard des récla-
mations que le Régistrateur n'est pas tenu de
mentionner dans son certificat, en vertu de l'article
700 du code de procédure civile du Bas-Canada,
sont par le présent requises de les faire connaître
suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler,
afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions
à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni
Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-
signé avant les quinze jours qui précéderont immé-
diatement le jour de la vente ; les oppositions afin
de conserver, peuvent être déposées en aucun temps
dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—District de Montréal.
Joliette, à savoir : } JOSEPH ALPHONSE DES-
No. 246. } ROSIERS, Demandeur ; vs.
DAME DELIMA LAVOIE, veuve de Alexandre
Lassisseraye, Défendeur.

Un emplacement situé en la ville de Joliette,
faisant partie du lot numéro trois cent neuf (309),
des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la
dite ville de Joliette, de forme irrégulière, et com-
prenant, le dit emplacement, tout le terrain enclavé
dans les limites suivantes, et borné comme suit : en
front par la rue Saint-Paul, en profondeur au ter-
rain de Louis Narcisse Ducondou, d'un côté au terrain
de l'honorable juge Baby, et de l'autre côté partie
au terrain de L. G. Froment et partie au terrain de
Jule Desormier, représentant Joseph Bourdon—

on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at
ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ
returnable on the ninth day of June next.

CHAS ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 18th March, 1896. 1489
[First published, 21st March, 1896.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.
Saint Johns, to wit : } JOSEPH CHARLES A.
No. 176. } ROY, Plaintiff ; vs.
THEOPHILE ROY, Defendant, and Alfred Roy,
mis en cause, and Dame Marie E. V. Bisailon,
plaintiff par reprise d'instance and intervenante,
ès qualité, and Dame Mélina Archambeault, defend-
ant par reprise d'instance and contestante, ès qualité,
and Maîtres Paradis & Chassé, advocates distrayants.

As belonging to the said Dame Marie Emma Vir-
ginie Bisailon, plaintiff par reprise d'instance and
intervenante in this cause, ès qualité :

A farm situated on the north east concession of
the Grande Ligne, in the parish of Saint-Blaise, in
the district of Iberville, and being formerly within
the limits of the parish of Sainte-Marguerite de
Blairfindie, in the said district, known and designated
on the official plan and book of reference of this
last named parish, under the number one hundred
and eight (No. 108), containing ninety-nine arpents
and forty perches in superficies, more or less—with
the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
said parish of Saint-Blaise, on the TWENTY-SIXTH
day of MAY next, at THREE of the clock in the
afternoon. Said writ returnable on the thirtieth
day of May next.

CHAS ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 18th March, 1896. 1486
[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below. All persons having
claims on the same which the registrar is not bound
to include in his certificate, under article 700 of the
code of civil procedure of Lower Canada, are hereby
required to make them known according to law, all
oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de
charge, or other oppositions to the sale, except in
cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed
with the undersigned, at his office, previous to the
fifteen days next preceding the day of sale ; oppo-
sitions afin de conserver may be filed at any time
within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—District of Montréal.
Joliette, to wit : } JOSEPH ALPHONSE DES-
No. 246. } ROSIERS, Plaintiff ; vs.
DAME DELIMA LAVOIE, widow of Alexandre
Lassisseraye, Defendant.

A lot situate in the town of Joliette, forming part
of lot number three hundred and nine (309), of the
official plan and book of reference of the cadastre of
the said town of Joliette, of irregular outline, said
lot comprising all the land enclosed within the fol-
lowing limits, and bounded as follows : in front by
Saint Paul street, in rear by the land of Louis Nar-
cisse Ducondou, on one side by the land of the
Honorable judge Baby, and on the other side partly
by the land of L. G. Froment and partly by the
land of Jule Desormier representing Joseph Bour-

avec une maison et les autres bâtisses dessus construites, et tout droit inhérent au dit emplacement.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 17 mars 1896. 1509-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir: } **HENRI JOSEPH SI-**
No. 2048. } **ROIS**, marchand, de
la paroisse de Saint-George de Cacouna, Deman-
deur; contre **JOSEPH RIOUX**, charretier, du
même lieu, Défendeur, c'est à savoir:

Un emplacement situé au village de Saint-George de Cacouna, contenant quatre-vingt-dix pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Saint-George de Cacouna, sous le numéro quatre-vingt-deux (No. 82), formant une superficie d'environ 8,100 pieds français—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-George de Cacouna, **VENDREDI**, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le premier jour de juin aussi prochain.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 16 mars 1896. 1499-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

don—with a house and outbuildings thereon erected and all rights appurtenant to the said lot.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the **TWENTY-SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 17th March, 1896. 1510
[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit: } **HENRI JOSEPH SI-**
No. 2048. } **ROIS**, merchant, of
the parish of Saint George de Cacouna, Plaintiff;
against **JOSEPH RIOUX**, carter, of the same place,
Defendant, to wit:

A lot situate in the village of Saint George de Cacouna, containing ninety feet in front by ninety feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Saint George de Cacouna, as number eighty-two (No. 82), forming an area of about 8,100 feet french measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint George de Cacouna, on **FRIDAY**, the **TWENTY-SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of June also next.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 16th March, 1896. 1500
[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 2607. } **COMPANY OF CA-**
NADA, corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de **CHARLES LAMOTHE**, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur dument nommé à Dame Eliza *alias* Elizabeth Clarke, interdite pour démence, veuve de feu James Abjon, la dite Dame Clarke représentée comme susdite étant défenderesse tant personnellement comme ayant été commune en biens avec son dit feu mari et comme héritière légale du dit feu Michael Abjon, défendeur, et les terres et tènements de Henry Abjon, de la cité de Portland, dans l'Etat de l'Oregon, un des Etats-Unis d'Amérique, Francis *alias* Frank Abjon, de la ville de Portage du Rat, dans la province de Manitoba, Cécile Louise Abjon, de la cité d'Albany, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, fille majeure, Charles P. Abjon, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, tous tant personnellement que comme héritiers légaux de feu Michael Abjon, en son vivant de la dite cité de New-York, seul légataire universel de feu James Abjon, en son vivant des dits cité et district de Montréal, sur chacun des autres débiteurs.

Saisi comme suit : sur Charles Lamothe ès qualité le douze seizième ; sur Charles P. Abjon, Cécile Louise Abjon, Francis *alias* Frank Abjon et Henry Abjon, chacun pour un seizième de l'immeuble suivant, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Lagauchetière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, sous le numéro six cent quatre-vingt-dix-sept (No. 697)—avec toutes les bâtisses sus-érigées et appartenances, avec le droit de passage dans un passage mitoyen de sept pieds de largeur sur neuf pieds de hauteur, mesure anglaise, en arrière du dit lot le long du lot numéro sept cent (No. 700), le dit passage paraissant sur le dit plan comme formant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-dix-huit.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 12 mai 1896. Shérif. 2275
[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME PELAGIE CATY,**
No. 1731. } de la cité et du district de Montréal, veuve de feu Alexis Janson, en son vivant marchand, de Joliette, Demanderesse ; contre les terres et tènements de **CYRILLE LACAS**, cordonnier, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelaga, sous le numéro cent vingt-neuf (No. 129), de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-neuf (329-129)—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et faisant front sur la rue Brebœuf.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le douzième jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1896. Shérif. 1457-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST AND LOAN**
No. 2607. } **COMPANY OF CANADA,**
a corporation legally constituted by public act of Parliament having its principal place of business for the province of Quebec in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CHARLES LAMOTHE**, of the city and district of Montreal, in his capacity of duly appointed curator to Dame Eliza *alias* Elizabeth Clarke, interdicted for dementia, widow of the late James Abjon, the said Dame Clarke represented as aforesaid being Defendant herein as well personally or having been common as to property with her said late husband and as heir at law of the said late Michael Abjon, Defendant, and the lands and tenements of Henry Abjon, of the city of Portland, in the State of Oregon, one of the United States of America, Francis *alias* Frank Abjon, of the town of Rat Portage, in the province of Manitoba, Cecile Louise Abjon, of the city of Albany, in the State of New York, one of the United States of America, *filie majeure*, Charles P. Abjon, of the city of New York, in the said State of New York, all as well personally as heirs at law of the late Michael Abjon, is his lifetime of the said city of New York, sole universal legatee of the late James Abjon, in his lifetime of the city and district of Montreal, on each the other Defendants.

Seized as follows, to wit : on Charles Lamothe, *es qualité*, the twelve sixteenth ; on Charles P. Abjon, Cecile Louise Abjon, Francis *alias* Frank Abjon and Henry Abjon, each for one sixteenth of the following immoveable, to wit :

That certain piece or parcel of land situate in the city of Montreal, in the district of Montreal : bounded in front by Lagauchetière street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Lawrence ward, under the number six hundred and ninety-seven (No. 697), with all the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging, with a right of way in a *passage mitoyen* of seven feet in width by nine feet height, english measure, in rear of said lot along the lot number seven hundred (No. 700), said passage shown on said plan as forming part of lot number six hundred and ninety-eight.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of July next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 12th May, 1896. Sheriff. 2276
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME PELAGIE CATY,**
No. 1731. } of the city and district of Montreal, widow of the late Alexis Janson, in his lifetime merchant, of Joliette, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CYRILLE LACAS**, shoemaker, of the said city of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the city and district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelaga, as number one hundred and twenty-nine (No. 129), of the subdivision of lot number three hundred and twenty-nine (329-129)—with a house and outbuildings thereon erected and fronting on Brebœuf street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twelfth day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 17th March, 1896. Sheriff. 1458
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ANSELME LÉTANG**, marchand, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre **LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE PEAGE DE LA POINTE-CLAIRE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaire en la cité et le district de Montréal, Défendresse.

Tous les droits de la Compagnie du chemin de péage de la Pointe-Claire, résultant de l'empierrement sur une largeur de quatorze pieds en y plaçant une couche de pierre concassée, et tous droits de la dite compagnie dans le chemin de front qui longe le fleuve Saint-Laurent, dans les municipalités de la paroisse de la Pointe-Claire et du village de la Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, depuis le chemin de la Côte des Sources à l'extrémité est de la dite paroisse, jusqu'au chemin de la côte Saint-Charles, dans la dite paroisse, et formant une longueur d'environ quatre milles, avec trois barrières et cabanes servant d'abris aux percepteurs des droits de péages ; le dit chemin borné d'un côté, au sud partie par le fleuve Saint-Laurent et partie par les lots de terre connus aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros trente, trente et un, trente-deux, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-quatre, quarante-cinq, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois et cinquante quatre, et aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous les numéros un, trois, quatre, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, vingt-cinq, vingt-six, trente et un, trente-deux, trente-trois, quarante-neuf, cinquante, soixante-quatre, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-trois, quatre-vingt-quatre, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-six, quatre-vingt-sept, quatre-vingt-huit, quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-dix, quatre-vingt-onze, quatre-vingt-douze, quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, et de l'autre côté, au nord, par les lots de terre connus aux dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros vingt-neuf, vingt-neuf A, trente, trente et un, trente-deux, trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-six, quarante-sept, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante et deux, et aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous les numéros un, deux, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, soixante et onze, soixante et dix, soixante et neuf, soixante et cinq, quatre-vingt-un, quatre-vingt, soixante et dix-neuf, soixante dix-huit, soixante-dix-sept, soixante et seize, quatre-vingt-dix-huit, quatre-vingt-dix-sept, quatre-vingt-seize, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-quatorze, et les droits de percevoir les taux de péage que la compagnie a et possède et qui lui ont été accordés et lui appartiennent en vertu du Statut de Québec de 1870, 33 Vict., Ch. 32, intitulé : "Acte pour pourvoir à la formation de compagnies pour l'empierrement des chemins," tel que modifié par le Statut de 1872, 36 V., ch. 26, intitulé : "Acte pour amender le ch. 32 de la 33 Victoria" et des lettres patentes incorporant la dite compagnie, et en vertu de toute autre loi ou autorité, sujet à l'obligation de tenir le dit chemin suffisamment en bon ordre, conformément à la section cinquante-six du dit acte ci-dessus mentionné.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Pointe-Claire, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le trente et un juillet prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 12 mai 1896.

Shérif.
2273

[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS.
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ANSELME LETANG**, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against **LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE PEAGE DE LA POINTE CLAIRE**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

All the rights of the *Compagnie du Chemin de Péage de la Pointe Claire*, resulting in the stoning of a width of fourteen feet, consisting in a layer of broken stone, and all the rights of the said company in the front road which runs along the river Saint Lawrence, in the municipalities of the parish of Pointe Claire and of the village of Pointe Claire, in the county of Jacques Cartier, from the road of the Cote des Sources, at the eastern extremity of the said parish, to the road of the Cote Saint Charles, in the said parish, and forming a length of about four miles, with the toll gates and houses used as shelter for the toll collectors ; said road bounded on one side to the south partly by the river Saint Lawrence and partly by the lots of land known on the official plan and book of reference of the said parish as numbers thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-nine, forty, forty-one, forty-four, forty-five, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three and fifty-four, and on the official plan and book of reference of the said village, as numbers one, three, four, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, twenty-five, twenty-six, thirty-one, thirty-two, thirty-three, forty-nine, fifty, sixty-four, eighty-two, eighty-three, eighty-four, eighty-five, eighty-six, eighty-seven, eighty-eight, eighty-nine, ninety, ninety-one, ninety-two, ninety-three, ninety-four, and on the other side to the north by the lots of land known on the said official plan and book of reference of the said parish, as numbers twenty-nine, twenty-nine A, thirty, thirty-one, thirty-two, thirty-nine, forty, forty-one, forty-two, forty-three, forty-six, forty-seven, forty-eight, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two and on the official plan and book of reference of the said village, as numbers one, two, four, five, six, seven, eight, nine, ten, eleven, eighteen, nineteen, twenty, twenty-one, twenty-two, twenty-three, twenty-four, seventy-one, seventy, sixty-nine, sixty-five, eighty-one, eighty, seventy-nine, seventy-eight, seventy-seven, seventy-six, ninety-eight, ninety-seven, ninety-six, ninety-five, ninety-four and the rights to collect all the tolls which the company has and possesses and which have granted and belong to it in virtue of the Quebec Statute of 1870, 33 Vict., Ch. 32, intituled : "An Act to provide for the formation of Joint Stock Companies for Stoning Roads," such as amended by Statute of 1872, 36 Vict., Ch. 26, intituled : "An Act to amend the Act 33 Victoria, Cap. 32", and of the letters patent incorporating the said company, and in virtue of any other law or authority, subject to the obligation of keeping the said road in sufficiently good order, pursuant to section fifty-six of the said act herein above mentioned.

To be sold at the parochial church door of the parish of Pointe Claire, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the thirty-first July next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 12th May, 1896.

Sheriff.
2274

[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **THE MONTREAL LOAN**
 No. 2491. } **AND INVESTMENT**
COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tènements de **NAPOLEON PEPIN**, du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet ; borné en front par l'avenue du Bois de Boulogne, connu sous le numéro deux cent douze, sur le plan et au livre de renvoi de la division officielle du lot numéro trois cent un, sur le plan et au livre de renvoi officiels pour la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse du Sault-au-Récollet, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1896. 1459-3
 [Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FONCIER**
 No. 830. } **FRANCO-CANADIEN**,
 corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de **CHARLES DUBE**, entrepreneur, et **JOSEPH MIGNEAULT**, ingénieur civil, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant à Joseph Migneault, l'un des dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre sis et situé en la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ; borné en front par la rue Quesnel, connu et désigné comme subdivision trente (30), du lot numéro trois cent quatre-vingt-six (386), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot avec ceux y ayant droit ; à distraire du dit lot de terre une certaine lisière qui a été expropriée sur son front pour l'élargissement de la rue Quesnel.

2° Un autre lot de terre contigu, sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Quesnel, connu et désigné comme subdivision trente et un (31), du lot numéro trois cent quatre-vingt-six (386), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites et avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot avec ceux y ayant droit ; à distraire du dit lot de terre une certaine lisière qui a été expropriée sur son front pour l'élargissement de la rue Quesnel.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de mai prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1896. 1453-3
 [Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **THE MONTREAL LOAN**
 No. 2491. } **AND INVESTMENT**
COMPANY, a body corporate and politic, having its head office and chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **NAPOLEON PEPIN**, of Sault au Recollet, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land located in the parish of Sault au Recollet ; bounded in front by Bois de Boulogne avenue (avenue du Bois de Boulogne), known under the number two hundred and twelve (212), of the official subdivision of the lot number three hundred and one (301), on the official plan and book of reference of the said parish of Sault au Recollet—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sault au Recollet, on the **TWENTY-SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 17th March, 1896. 1460
 [First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS.*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
 No. 830. } **FRANCO-CANADIEN**,
 a body politic and corporate, having its principal business office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **CHARLES DUBE**, contractor, and **JOSEPH MIGNEAULT**, civil engineer, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to Joseph Migneault, one of the said defendants, the following immovable property :

1° A lot of land situate and being in the city of Sainte Cunégonde de Montréal ; bounded in front by Quesnel street, known and designated as subdivision thirty (30), of lot number three hundred and eighty-six (386), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and with the right of passage by the lane in rear of the said lot with those entitled thereto ; reserving from the said lot of land a certain strip of ground which has been expropriated along its front for the widening of Quesnel street.

2° Another contiguous lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Quesnel street, known and designated as subdivision thirty-one (31), of lot number three hundred and eighty-six (386), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and with right of passage in the lane in rear of the said lot with those entitled thereto ; reserving from the said lot of land a certain strip of ground which has been expropriated along its front for the widening of Quesnel street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY-SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-ninth day of May next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montréal, 17th March, 1896. 1454
 [First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE MONTREAL LOAN**
No. 1689. } **MORTGAGE COMPANY,**

corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de LEANDRE MAZURETTE, des cité et district de Montréal, manufacturier, Défendeur.

Un lopin de terre situé dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Poupart (autrefois rue Suzanne), composé des lots de terre connus comme étant les lots de subdivision trente-cinq et trente-six, du lot officiel numéro (169-35 et 36), sur le plan et au livre de renvoi officiels pour le village incorporé d'Hochelaga, et du lot de subdivision numéro C, du lot officiel numéro treize cent soixante et un (1361 C), du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, formant en tout un lopin de terre de cinquante-sept pieds de front sur soixante et dix-huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites. Pour être vendu en un seul lot.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 18 mars 1896. Shérif, 1525-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DOLPHE MATHIEU,**
No. 1469. } **A** avocat, de la cité et du

district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de PAUL THORN, agent, de la dite cité de Montréal, curateur dûment nommé à Charles D. Nicholls, absent, ci-devant commerçant, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

La moitié indivise d'un lot de terre sis et situé en le village de la Longue Pointe; bornée en front par le chemin public, et connue et désignée, la dite moitié indivise, comme partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-douze (392), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Longue Pointe, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1896. Shérif, 1455 3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST AND LOAN**
No. 1827. } **COMPANY OF CANADA,**

corporation légalement incorporée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec en la cité de Montréal, Demanderesse; contre JOSEPH ROBERT, JOSEPH ONESIME LABRECQUE, JOSEPH MOISE DUFRESNE, tous de la cité et du district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu Augustin Robert, en son vivant du même lieu; Antoine Alexandre Trottier, de Montréal susdit, et Olivier Robert, du même lieu, ce dernier ayant produit une requête alléguant qu'il a été relevé de son interdiction, et demandant qu'il lui soit permis de prendre l'instance en son propre nom à la place de sa femme; Rose Delima Roy, de la dite cité de Montréal, épouse du dit Olivier Robert, interdit, en sa qualité de curatrice dûment nommée à son dit mari; Henri Auguste Robert, de Montréal susdit, et Dame Marie Augustine Robert, épouse dûment séparée quant aux biens de Arthur Hosmer Beliveau,

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE MONTREAL LOAN**
No. 1689. } **MORTGAGE COMPANY,**

a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of LEANDRE MAZURETTE, of the city and district of Montreal, manufacturer, Defendant.

A block of land situate in the city of Montreal, fronting on Poupart street (formerly Suzanne street), composed of lots of land known as subdivision numbers thirty-five and thirty-six, of lot official number one hundred and sixty-nine (169-35 and 36), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and of lot subdivision number C, of lot official number thirteen hundred and sixty-one (1361C), of Saint Mary's ward, of the city of Montreal, forming in all a block of land fifty-seven feet in front by seventy-eight feet in depth, the whole more or less, without warranty as to measure—with the buildings thereon erected. To be sold as one lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of May next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 18th March, 1896. Sheriff, 1526
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DOLPHE MATHIEU,**
No. 1469. } **A** advocate, of the city and

district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PAUL THORN, agent, of the said city of Montreal, curator duly appointed to Charles D. Nicholls, an absentee, formerly trader, of the said city of Montreal, Defendant.

The undivided half of a lot of land situate and being in the village of Longue Pointe; bounded in front by the public road, said undivided half being known and designated as part of lot number three hundred and ninety-two (392), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, county of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longue Pointe, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of June next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 17th March, 1896. Sheriff, 1456
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST AND LOAN**
No. 1827. } **COMPANY OF CANADA,**

a corporation legally incorporated by public act of Parliament, having its principal place of business for the province of Quebec in the city of Montreal, Plaintiff; against JOSEPH ROBERT, JOSEPH ONESIME LABRECQUE, JOSEPH MOISE DUFRESNE, all of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors and administrators of the estate of the late Augustin Robert, in his lifetime of the same place; Antoine Alexandre Trottier, of Montreal aforesaid, and Olivier Robert, of the same place, this latter having filed a petition alleging that he has been relieved of his interdiction and praying that he be allowed to continue the suit in his own name in the place and stead of his wife; Rose Delima Roy, of the said city of Montreal, wife of the said Olivier Robert, interdicted, in her quality of curatrix duly appointed to her said husband; Henri Auguste Robert, of Montreal aforesaid, and Dame Marie Augustine Robert, wife duly separated as to property of Arthur Hos-

ces deux derniers de Montréal susdit ; et le dit Arthur Hosmer Beliveau aux fins d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes ; Dame Marie Eudoxie Evéline Labelle, de la dite cité de Montréal, veuve de feu Augustin Robert, personnellement, *as donee by general title*, en vertu de son contrat de mariage avec son dit défunt mari, passé devant M^{re} L. N. Dumouchel, notaire, le dix-sept juin mil huit cent quatre-vingt-deux, et aussi en sa qualité de tutrice dûment nommée à Anita Robert, enfant mineure issue de son mariage avec le dit feu Augustin Robert, les dits Anica Robert, Henri Auguste Robert et Marie Augustine Robert, étant les seuls héritiers du dit Augustin Robert, en vertu de son dernier testament reçu devant M^{re} L. N. Dumouchel et confrères, notaires, en date du vingt-sept décembre mil huit cent quatre-vingt-sept, Défendeurs ; et La Banque du Peuple, corporation dûment incorporée, ayant sa principale place d'affaires en la dite cité de Montréal, mise en cause.

Saisis comme appartenant à la défenderesse personnellement Dame Marie Eudoxie Evéline Labelle, les immeubles suivants, savoir :

Quatre lots de terre sis et situés dans la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous les numéros soixante-seize, cent cinquante-huit, cent soixante-dix et cent soixante-seize, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt ; tous les dits lots bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisse.

Saisis 1° Comme appartenant pour un tiers indivis à Dame Marie Eudoxie Evéline Labelle, en sa qualité de tutrice de son enfant mineure Anita Robert ; 2° Comme appartenant pour un tiers indivis à chacun des défendeurs Henri Auguste Robert et Dame Marie Augustine Robert ; 3° Comme appartenant aussi aux défendeurs Joseph Robert, Joseph Onésime Labrecque et Joseph Moïse Dufresne, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu Augustin Robert, les immeubles ci-après mentionnés, savoir :

Quinze lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous les numéros quarante, cinquante-deux, cinquante-cinq, quatre-vingt-un, quatre-vingt-quatre, cent quarante-trois, cent quarante-neuf, cent cinquante-deux, cent cinquante-cinq, cent soixante-un, cent soixante-quatre, cent soixante-sept, cent soixante-treize, cent soixante-dix-neuf et cent quatre-vingt-deux, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt ; tous les dits lots bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisse.

1° Saisis comme appartenant pour trois neuvièmes indivis à Dame Marie Eudoxie Evéline Labelle, personnellement ; 2° Comme appartenant pour deux neuvièmes indivis à la dite défenderesse Dame Marie Eudoxie Evéline Labelle, en sa dite qualité de tutrice à son enfant mineure Anita Robert ; 3° Comme appartenant pour deux neuvièmes indivis à chacun des défendeurs Henri Auguste Robert et Dame Marie Augustine Robert ; 4° Comme appartenant aussi aux défendeurs Joseph Onésime Labrecque, Joseph Robert et Joseph Moïse Dufresne, en leur dite qualité d'exécuteurs testamentaires et administrateurs de la succession de feu Augustin Robert, les immeubles des dits défendeurs ci-après mentionnés, savoir :

1° Quatre lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, comté d'Hochelaga, district de Montréal, sous les numéros trois, seize, vingt-neuf et trente, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt ; tous les dits lots bornés en front par

mer Beliveau, the two latter of Montreal aforesaid ; and the said Arthur Hosmer Beliveau for the purposes of authorizing his said wife hereunto ; Dame Marie Eudoxie Evelina Labelle, of the said city of Montreal, widow of Augustin Robert, personally, *as donee by general title*, in virtue of her marriage contract with her said deceased husband, passed before M^{re} L. N. Dumouchel, notary, on the seventeenth of June, one thousand eight hundred and eighty-two, and also in her quality of tutrix duly appointed to Anita Robert, minor child issue of her marriage with the said late Augustin Robert, the said Anita Robert, Henri Auguste Robert and Marie Augustine Robert, being the sole heirs of the said late Augustin Robert, in virtue of his last will and testament passed before M^{re} L. N. Dumouchel and colleague, notaries, dated the twenty-seventh day of December, one thousand eight hundred and eighty-seven, Defendants ; and La Banque du Peuple, a corporation duly incorporated, having its principal place of business in the said city of Montreal, *mise en cause*.

Seized as belonging to the said defendant personally Dame Marie Eudoxie Evelina Labelle, the following immovable properties, to wit :

Four lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, county of Hochelaga, district of Montreal, as numbers seventy-six, one hundred and fifty-eight, one hundred and seventy and one hundred and seventy-six, of the official subdivision of the original lot of land number eighty ; all said lots being bounded in front by Moreau street—without any buildings.

Seized 1° One undivided third belonging to Dame Marie Eudoxie Evelina Labelle, in her quality of tutrix to her minor child Anita Robert ; 2° One undivided third belonging to each of the defendants Henri Auguste Robert and Marie Augustine Robert ; 3° As belonging also to the defendants Joseph Robert, Joseph Onésime Labrecque and Joseph Moïse Dufresne, in their quality of testamentary executors and administrators of the estate of the late Augustin Robert, the immovable properties herein after mentioned, to wit :

Fifteen lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, county of Hochelaga, district of Montreal, as numbers forty, fifty-two, fifty-five, eighty-one, eighty-four, one hundred and forty-three, one hundred and forty-nine, one hundred and fifty-two, one hundred and fifty-five, one hundred and sixty-one, one hundred and sixty-four, one hundred and sixty-seven, one hundred and seventy-three, one hundred and seventy-nine, and one hundred and eighty-two, of the subdivision of the original lot of land number eighty ; all said lots bounded in front by Moreau street—without any buildings.

1° Seized as belonging for three undivided ninths to Dame Marie Eudoxie Evelina Labelle personally ; 2° As belonging for two undivided ninths to the said defendant Dame Marie Eudoxie Evelina Labelle, in her said quality of tutrix to her minor child Anita Robert ; 3° As belonging for two undivided ninths to each of the defendants Henri Auguste Robert and Dame Marie Augustine Robert ; 4° As belonging also to the defendants Joseph Onésime Labrecque, Joseph Robert and Joseph Moïse Dufresne, in their said quality of testamentary executors and administrators of the estate of the late Augustin Robert, the immovable properties of the said defendants hereinafter mentioned, to wit :

1° Four lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, county of Hochelaga, district of Montreal, as numbers three, six, ten, twenty-nine and thirty, of the official subdivision of the lot of land original number eighty ; all the said lots being

la rue Moreau—avec les bâtisses dessus construites; à distraire des lots numéros trois et seize, le terrain pris pour ruelle; 2° La moitié sud-ouest d'un autre lot de terre sis et situé en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, comté d'Hochelega, district de Montréal, sous le numéro un, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt: le dit lot faisant l'encoignure des rues Notre-Dame et Moreau—avec les bâtisses dessus construites; à distraire du dit lot le terrain pris pour ruelle; 3° Quatre autres lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, comté d'Hochelega, district de Montréal, sous les numéros dix-sept, dix-neuf, vingt-huit et quarante-trois, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt; tous les dits lots bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisses; à distraire du lot numéro dix-sept le terrain pris pour ruelle.

Saisis comme appartenant au défendeur Olivier Robert:

1° Cinq lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, comté d'Hochelega, district de Montréal, sous les numéros quatre, cinq, six, quatorze et quinze, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt; tous les dits lots bornés en front par la rue Moreau—avec les bâtisses dessus construites; à distraire des dits lots le terrain pris pour ruelle; 2° Vingt-trois lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, comté d'Hochelega, district de Montréal, sous les numéros quarante-un, quarante-neuf, cinquante-trois, cinquante-six, soixante-dix-sept, quatre-vingt-deux, quatre-vingt-cinq, quatre-vingt-huit, cent quarante-un, cent quarante-quatre, cent quarante-sept, cent cinquante, cent cinquante-trois, cent cinquante-six, cent cinquante-neuf, cent soixante-deux, cent soixante-cinq, cent soixante-huit, cent soixante-onze, cent soixante-quatorze, cent soixante-dix-sept, cent quatre-vingt et cent quatre-vingt-trois, de la subdivision officielle du lot de terre originaire numéro quatre-vingt; tous les dits lots bornés en front par la rue Moreau—sans bâtisses; à distraire du lot numéro soixante-dix-sept le terrain pris pour ruelle.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de JUN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain. Pour être vendus lot par lot.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 avril 1896.	Shérif. 1909-2
[Première publication, 18 avril 1896.]	

VENDITIONI EXPONAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CREDIT FONCIER
No. 2510. } FRANCO-CANADIEN.
corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal. Demandeur; contre les terres et tenements de THERESE DE MOLL BERCZY, fille majeure usant de ses droits, de la cité et du district de Montréal, Défenderesse.

No. 1. Un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, district de Montréal; borné en front par la rue Sainte-Elizabeth, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent cinquante-sept (657), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue dans mon bureau, le VINGT-

bounded in front by Moreau street—with the buildings thereon erected; reserving from lots numbers three and sixteen, the ground taken for a lane; 2° The south west half of another lot situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, county of Hochelega, district of Montreal, as number one, of the official subdivision of the lot of land original number eighty, said lot forming the corner of Notre Dame and Moreau streets—with the buildings thereon erected; reserving from the said lot the ground taken for the lane; 3° Four other lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, county of Hochelega, district of Montreal, as numbers seventeen, nineteen, twenty-eight and forty-three, of the lot of land original number eighty; all the said lots bounded in front by Moreau street—without buildings; reserving from lot number seventeen the ground taken for the lane.

Seized as belonging to the defendant Olivier Robert:

1° Five lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, county of Hochelega, district of Montreal, as numbers four, five, six, fourteen and fifteen, of the official subdivision of the lot of land original number eighty; all the said lots bounded in front by Moreau street—with the buildings thereon erected; reserving from the said lots the ground taken for the lane; 2° Twenty-three lots of land situate and being in the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, county of Hochelega, district of Montreal, as numbers forty-one, forty-nine, fifty-three, fifty-six, seventy-seven, eighty-two, eighty-five, eighty-eight, one hundred and forty-one, one hundred and forty-four, one hundred and forty-seven, one hundred and fifty, one hundred and fifty-three, one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-nine, one hundred and sixty-two, one hundred and sixty-five, one hundred and sixty-eight, one hundred and seventy-one, one hundred and seventy-four, one hundred and seventy-seven, one hundred and eighty and one hundred and eighty-three, of the official subdivision of the lot of land original number eighty; all the said lots bounded in front by Moreau street—without any buildings; reserving from the lot number seventy-seven the ground taken for the lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of June next. To be sold lot by lot.

J. R. THIBAudeau

Sheriff's Office, Montreal, 14th April, 1896.	Sheriff. 1910
[First published, 18th April, 1896.]	

VENDITIONI EXPONAS.

District of Montreal

Montreal, to wit: } LE CREDIT FONCIER
No. 2510. } FRANCO-CANADIEN
a body politic and corporate having its principal office of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of THERESE DE MOLL BERCZY, spinster usant de ses droits, of the city and district of Montreal, Defendant.

No. 1. A certain lot of land situate in the Saint Louis ward, in the city of Montreal, district of Montreal; bounded in front by Saint Elizabeth street, known and designated as being lot six hundred and fifty-seven (657), on the official plan and in the book of reference for the said Saint Louis ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal—with buildings thereon erected.

To be sold at my office on the TWENTY-EIGHTH

HUITIEME jour de MAI courant, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin prochain. Un dépôt de cent cinquante piastres sera requis de chaque enchérisseur à sa première enchère. Pour être vendu à la folle enchère, frais et charges de Geo. W. Parent, le ci-devant adjudicataire.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 6 mai 1896.
[Première publication, 9 mai 1896.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } PIERRE GRAVEL, No. 651. } NAPOLEON FERDINAND DUQUETTE ET JOSEPH G. DUHAMEL, marchands de fournitures de voitures et de selleries, de Montréal, tous trois, et y faisant affaires en société comme tels sous la raison sociale de "Gravel, Duquette et Duhamel," Demandeurs ; contre les terres et tenements de ISRAEL CHARBONNEAU, de Saint Louis du Mile End, paroisse de l'Enfant Jésus, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Saint-Jean-Baptiste, sous le numéro trente-trois (33), de la subdivision officielle du lot de terre numéro douze (12), des dits plan et livre de renvoi, et borné en front par la rue Rachel—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le neuvième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAudeau, Shérif.
Bureau du Shérif, Montréal, 14 avril 1896.
[Première publication, 18 avril 1896.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THE MONTREAL LOAN No. 1399. } AND MORTGAGE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements d'ALFRED BENN, des cité et district de Montréal, gérant, en sa qualité de seul survivant et agissant comme fidéicommissaire et exécuteur testamentaire de feu Dame Charlotte Taylor, en son vivant de Montréal susdit, veuve de feu Alexander MacKay, décédé, en son vivant de Rugby, en Angleterre, écuyer, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le village de Saint-Jean-Baptiste, maintenant dans la cité de Montréal, et formant partie du lot de terre connu sous le numéro vingt (20), des plan et livre de renvoi officiels du dit village, et mesurant quatre-vingt-quinze pieds et quarante et un centièmes de largeur en front sur quatre-vingt-quinze pieds et dix-sept centièmes de largeur, en arrière sur soixante et douze pieds et vingt centièmes de profondeur, sur la ligne de côté sud-est et soixante et douze pieds et vingt centièmes sur la ligne du côté nord-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par la rue Pantaléon, en arrière par une ruelle de seize pieds de largeur, étant une autre partie du lot numéro vingt, d'un côté au nord-ouest par une ruelle de huit pieds de largeur, communiquant avec la dite rue Pantaléon, et étant une autre partie du dit lot officiel numéro vingt, de l'autre côté au nord-est par le lot officiel numéro vingt et un, avec le droit de passage en commun dans les dites ruelles avec les propriétaires de cette partie du dit lot numéro vingt (20), immédiatement en arrière du dit morceau de terre—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de

day of MAY instant, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of June next. A deposit of one hundred and fifty dollars will be required from every bidder at his first bid. To be sold at the *folle enchère*, costs and risks of Geo. W. Parent, the former *adjudicataire*.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 6th May, 1896.
[First published, 9th May, 1896.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } PIERRE GRAVEL, NAPOLEON FERDINAND DUQUETTE AND JOSEPH G. DUHAMEL, dealers in furnishings for vehicles and saddlery, of Montreal, all three carrying on business there in partnership as such under the style and firm of Gravel, Duquette & Duhamel, Plaintiffs ; against the lands and tenements of ISRAEL CHARBONNEAU, of Saint Louis du Mile End, parish of L'Enfant Jésus, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in Saint Jean Baptiste ward, of the city of Montreal, district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, as lot number thirty-three (33), of the official subdivision of lot number twelve (12), of the said plan and book of reference ; bounded in front by Rachel street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the ninth day of July next.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 14th April, 1896.
[First published, 18th April, 1896.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE MONTREAL LOAN No. 1399. } AND MORTGAGE COMPANY, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALFRED BENN, of the city and district of Montreal, manager, in his quality of sole surviving and acting trustee and executor of and under the last will and testament of the late Dame Charlotte Taylor, in her lifetime of Montreal aforesaid, widow of the late Alexander MacKay, deceased, in his lifetime of Rugby, in England, esquire, Defendant.

A piece of ground situate in the village of Saint Jean Baptiste, now in the city of Montreal, and forming part of the lot of ground known under the number twenty (20), on the official plan and book of reference of the said village, and measuring ninety-five feet and forty one-hundredths in width in front by ninety-five feet and seventeen one-hundredths in width, in rear by seventy-two feet and twenty one-hundredths in depth on the south east side line and seventy-two feet and twenty one-hundredths in the north west side line, the whole english measure and more or less ; bounded in front by Pantaléon street, in rear by a lane sixteen feet in width, being another portion of said lot number twenty, on one side to the north west by a lane eight feet in width, communicating with the said Pantaléon street, and being another portion of said official lot number twenty, on the other side to the south east by lot official number twenty-one, with the right of passage in common in said lanes with the proprietors of that portion of said lot number twenty (20), immediately in rear of the said piece of land—with the buildings and dependencies erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juillet prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 15 avril 1896. Shérif. 1929-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Hull.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 333. } **MARY MONAHAN**, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, veuve de feu James Kelly, en son vivant du même lieu, journalier, Demanderesse; contre les terres et tenements de **PATRICK REYNOLDS**, ci-devant du canton de Hull, comté d'Ottawa, province de Québec, et aussi ci-devant de la cité d'Ottawa, et maintenant du lieu appelé Nashua, dans l'État d'Ohio, un des Etats-Unis de l'Amérique, supposé étudiant, Défendeur, à savoir :

1° Tout ce morceau ou lopin de terre dans le canton de Hull, district d'Ottawa et province de Québec, composé de la partie ouest du lot numéro vingt-quatre (24a), du septième rang du canton de Hull, sur les plan et livre de renvoi du dit canton, contenant cent cinq acres de terre en superficie, plus ou moins; et borné vers l'est par la moitié est du lot numéro vingt-quatre a, originairement la moitié est du lot vingt-quatre, dans le dit rang, vers l'est par le lot vingt-quatre, dans le sixième rang, vers l'ouest par les lots 25a, 25b et 24b, rang sept, et vers le nord par le lot vingt-quatre, dans le huitième rang, et vingt-quatre b, du septième rang, le tout dans le dit canton de Hull. Le lot ci-haut pour être vendu sujet au droit de rédemption en faveur de Philip Mulvihill, du dit canton de Hull, cultivateur, ses héritiers et représentants, en payant deux mille cinq cent piastres (\$2,500.00) dans les dix années à compter du quatrième jour d'avril 1892, avec intérêt sur cette somme au taux de cinq par cent par année, depuis le quatrième jour d'avril 1895; et sujet à forfeiture du dit droit de rédemption si les intérêts ne sont pas payés annuellement.

2° Partie de la moitié sud du lot quinze b (15b), dans le neuvième rang du dit canton de Hull, suivant les plan officiels et livre de renvoi d'icelui; bornée au nord par un chemin qui conduit de Chelsea au lac Meach, au sud et à l'ouest par la partie restante du dit lot 15b, la propriété de John McSweeney, et à l'est par partie du dit lot 15b, la propriété de Wallers Chambers—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

3° Une autre partie du lot quinze b, dans le neuvième rang du canton de Hull; bornée au sud par le chemin qui conduit de Upper Chelsea au lac Meach, au nord et à l'ouest par le restant du dit lot 15b, la propriété d'un certain John McSweeney, et à l'est par la ligne entre le lot 15b et les lots 14b

on the NINETEENTH day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of July next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 15th April, 1896. Sheriff. 1930
[First published, 18th April, 1896.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court—Hull.

Canada, Province of Québec, District of Ottawa, No. 333. } **MARY MONAHAN**, of the city of Ottawa, and province of Ontario, widow of the late James Kelly, in his lifetime of the same place, laborer, Plaintiff; against the lands and tenements of **PATRICK REYNOLDS**, heretofore of the township of Hull, county of Ottawa, province of Québec, and also heretofore of the city of Ottawa, and presently at the place called Nashua, in the State of Ohio, one of the United States of America, supposed student, Defendant, to wit :

1° All that piece or parcel of land in the township of Hull, district of Ottawa and province of Québec, being composed of the west part of the lot number twenty-four a (24a), in the seventh range of the township of Hull, on the official plan and in the book of reference of said township, containing one hundred and five acres of land in superficies, more or less; and bounded towards the east by the east half of the lot number twenty-four a, originally the east half of the lot 24, in said range, south by lot 24, in the sixth range, west by lots 25a, 25b and 24b, range 7th, and north by lot 24, in range 8th, and 24b, range 7th, the whole in the said township of Hull. The above lot to be sold subject to a right of redemption in favor of Philip Mulvihill, of the said township of Hull, farmer, his heirs and assigns, by paying two thousand five hundred dollars (\$2500.00) within ten years from the fourth of April, 1892, and interest on same at the rate of five per cent per annum, from the fourth day of April, 1895; and subject to forfeiture of said right of redemption if said interest is not paid annually.

2° Part of the south of lot fifteen b (15b), in the ninth range of said township of Hull, according to the official plan and book of reference thereof; bounded on the north by a road leading from Chelsea to Meaches' Lake, on the south and west by remaining part of said 15b, the property of John McSweeney, and on the east by part of said lot 15b, the property of Wallers Chambers—with all buildings thereon.

3° Another part of 15b, in the 9th range of the township of Hull; bounded on south by the road leading from Upper Chelsea to Meaches' Lake, on the north and west by remainder of said lot 15b, the property of one John McSweeney, and on the east by the side line between said lot 15b and lots

et 14c, dans le dit neuvième rang de Hull—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du registraire pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin 1896.

LOUIS M. COUTLEE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Cité de Hull, 16 avril 1896. 1967-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Bryson.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No. 79. } **BENJAMIN D. STEACY,** Demandeur; contre les biens et effets, terres et tenements de **CALVIN R. MORRISON,** Défendeur, à savoir :

Toute cette étendue de terre située dans le canton de Clarendon, et décrite comme suit :

(A) Le quart sud-est du lot numéro sept, dans le quatrième rang du canton de Clarendon, dans le comté de Pontiac, contenant cinquante acres, plus ou moins; borné au sud-ouest par la ligne de division entre les troisième et quatrième rangs du dit canton, du côté sud-est par la route entre les lots numéros six et sept, dans le dit quatrième rang, du côté nord-ouest par partie de la moitié nord-ouest du dit lot numéro sept, la propriété de Richard Wilson, et au nord-est par le quart nord-est du dit lot numéro sept, la propriété du défendeur—avec les bâtisses sus-érigées.

(B) Le quart nord-est du dit lot numéro sept, dans le quatrième rang du dit canton de Clarendon, contenant cinquante acres, plus ou moins; borné au nord-est par la ligne de division entre les quatrième et cinquième rangs du dit canton, du côté sud-est par la route entre les dits lots six et sept, au nord-ouest par la moitié nord-ouest du dit lot numéro sept, la propriété du dit Richard Wilson, et au sud-ouest par le quart sud-est du même lot, la propriété du défendeur—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans mon bureau, dans le village de Bryson, MARDI, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-seize.

SIMON McNALLY,
Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 8 mai 1896. 2263
[Première publication, 16 mai 1896.]

14b and 14c, in the said 9th range of Hull—with all buildings thereon.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirtieth day of June, 1896.

LOUIS M. COUTLEE,
Sheriff's Office, Sheriff.
City of Hull, 16th April, 1896. 1968
[First published, 18th April, 1896.]

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Bryson.

Canada, Province de Québec, District de Pontiac, No. 79. } **BENJAMIN D. STEACY,** Plaintiff; against the goods and chattles, lands and tenements of **CALVIN R. MORRISON,** Defendant, to wit :

All that tract of land situated in the township of Clarendon, and described as follows :

(A) The south east quarter of lot number seven, in the fourth range of the township of Clarendon, in the county of Pontiac, containing fifty acres, more or less; bounded on the south west by the division line between the third and fourth ranges of said township, on the south east side by the by-road between lots numbers six and seven, in said fourth range, on the north west side by part of the north west half of said lot number seven, the property of Richard Wilson, and on the north east by the north east quarter of said lot seven, property of defendant—with the buildings thereon erected.

(B) The north east quarter of said lot number seven, in the fourth range of said township of Clarendon, containing fifty acres, more or less; bounded on the north east by the division line between the fourth and fifth ranges of said township, on the south east side by the by-road between said lots six and seven, on the north west by the north west half of said lot number seven, the property of said Richard Wilson, and on the south west by the south east quarter of the same lot, the property of defendant—with the buildings thereon erected, and all and every the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at my office, in the village of Bryson, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-eighth day of July, one thousand eight hundred and ninety-six.

SIMON McNALLY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 8th May, 1896. 2264
[First published, 16th May, 1896.]

Ventes par le Shérif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **GODFROID ROGER**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly; contre **OCTAVE ALLARD**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, à savoir :

1° Les lots numéros 1 et 4 (un et quatre), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant une terre située au premier rang—circonstances et dépendances. A distraire des dits lots un emplacement sur lequel est appuyé le calvaire, contenant trente-deux pieds de front sur trente-deux pieds de profondeur; borné en front au nord par le chemin de la Reine, au nord-est à Michel Aubin ou à ses représentants, au sud partie à Michel Aubin et partie aux susdits lots à l'ouest du dit lot. A distraire un autre emplacement appartenant à Michel Aubin ou à ses représentants, contenant un arpent de front sur un arpent et demi de profondeur; borné en front au nord au chemin de la Reine, au nord-est et au sud aux dits lots saisis, à l'ouest partie à l'emplacement du calvaire et partie au dit lot saisi. A distraire aussi un autre emplacement appartenant à Isaïe Aubin ou à ses représentants, contenant un arpent de front sur six arpents de profondeur; borné en front au sud au chemin de la Reine, à l'ouest à la route conduisant à la grève, du côté nord-est et au nord aux dits lots saisis.

2° Le lot No. 409 (quatre cent neuf), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, étant une terre située au troisième rang—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de Tilly, le **VINGT-DEUXIÈME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 19 mars 1896. Shérif, 1513-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **DANS** une cause où **THEOPHILE BELAND**, de la cité de Québec, négociant, était Demandeur; **ALFRED MARTINEAU**, de la cité de Québec, marchand de bois, était Défendeur, et **Amédée Robitaille** et **Louis Rodolphe Roy**, tous deux de la cité de Québec, avocats, et y pratiquant en société sous la raison sociale de "**Robitaille & Roy**," étaient procureurs distrayants du demandeur **Théophile Béland**, les dits procureurs distrayants **Amédée Robitaille** et **Louis Rodolphe Roy**, contre **Alfred Martineau**, à savoir :

Le lot No. 83 (quatre-vingt-trois), de la subdivision du lot No. 3755 (trois mille sept cent cinquante-cinq), du cadastre officiel du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas* are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **GODFROID ROGER**, farmer, No. 1989. } of the parish of Saint-Antoine de Tilly; against **OCTAVE ALLARD**, farmer, of the parish of Saint-Antoine de Tilly, to wit :

1° Lots numbers 1 and 4 (one and four), of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Tilly, county of Lotbinière, being a land situate in the first range—circumstances and dependencies. Reserving from the said lots a plot on which the crucifix (calvaire) stands, containing thirty-two feet in front by thirty-two feet in depth; bounded in front to the north by the Queen's road, on the north east by Michel Aubin or by his representatives, on the south partly by Michel Aubin and partly by the said lots west of the said lot. Reserving another lot belonging to Michel Aubin or his representatives, containing one arpent in front by one arpent and a half in depth; bounded in front to the north by the Queen's road, on the north east and on the south by the said lots seized, on the west partly by the site of the said crucifix (calvaire) and partly by the said lot seized. Reserving also another lot belonging to Isaïe Aubin or his representatives, containing one arpent in front by six arpents in depth; bounded in front to the south by the Queen's road, on the west by the road leading to the beach, on the north east side and on the north by the said lots seized.

2° Lot No. 409 (four hundred and nine), of the official cadastre of the parish of Saint-Antoine de Tilly, county of Lotbinière, being a land situate in the third range—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Antoine de Tilly, on the **TWENTY-SECOND** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 19th March, 1896. Sheriff, 1514
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } **IN** a cause wherein **THEOPHILE BELAND**, of the city of Québec, trader, was Plaintiff; **ALFRED MARTINEAU**, of the city of Québec, lumber merchant, was Defendant, and **Amédée Robitaille** and **Louis Rodolphe Roy**, both of the city of Québec, advocates, and practising there in partnership under the style and firm of **Robitaille & Roy**, were attorneys distracting of the plaintiff **Théophile Béland**, the said distracting attorneys **Amédée Robitaille** and **Louis Rodolphe Roy**, against **Alfred Martineau**, to wit :

Lot No. 83 (eighty-three), of the subdivision of lot No. 3755 (three thousand seven hundred and fifty-five), of the official cadastre of Saint-John's ward, of the city of Québec, being a lot situate on

Saint-Olivier—avec les bâtisses. A distraire trois pieds de front servant à l'élargissement de la rue Saint-Olivier.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 19 mars 1896. Shérif. 1511-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Quebec.

Québec, à savoir : } **NAZAIRE FRECHETTE**,
No. 64. } de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, cultivateur et commerçant ; vs. **PETER SHALLOW**, de la paroisse de Saint-Giles, à savoir :

1° Le lot No. 62 (soixante-deux), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, étant une terre située concession Galilée—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le lot 63 (soixante-trois), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Giles, étant une terre située concession Galilée—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Giles, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quinzième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 16 avril 1896. Shérif. 1939-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 2235. } **NABIEN THIBAUT**, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de McNider, Demandeur ; contre **NARCISSE CARON**, ci-devant de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de McNider (Sandy Bay), cultivateur, demeurant maintenant aux Etats-Unis, Défendeur, savoir :

Une terre située en les deuxième et troisième rangs de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de McNider, de deux arpents et deux perches de front sur quarante-huit arpents, plus ou moins, de profondeur, étant les numéros deux cent vingt-neuf (229) et trois cent quarante-sept (347), du cadastre officiel de la dite paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de McNider—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire à l'extrémité sud de la profondeur des dits immeubles un certain terrain de deux arpents de front environ sur trois arpents de profondeur antérieurement vendu.

Saint Olivier street—with the buildings. Reserving three feet in front for widening Saint Olivier street.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 19th March, 1896. Sheriff. 1512
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **NAZAIRE FRECHETTE**, of
No. 64. } the parish of Saint Etienne de Lauzon, farmer and trader ; vs. **PETER SHALLOW**, of the parish of Saint Giles, to wit :

1° Lot No. 62 (sixty-two), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, being a land situate in the Galilee concession—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° Lot No. 63 (sixty-three), of the official cadastre of the parish of Saint Giles, being a land situate in the Galilee concession—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Giles, on the NINETEENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifteenth day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Québec, 16th April, 1896. Sheriff. 1940
[First published, 18th April, 1896.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, No. 2235. } **NABIEN THIBAUT**, farmer, of the parish of Notre Dame de l'Assomption de McNider, Plaintiff ; against **NARCISSE CARON**, heretofore of the parish of Notre Dame de l'Assomption de McNider (Sandy Bay), farmer, residing now in the United States, Defendant, to wit :

A land situate in the second and third ranges of the parish of Notre Dame de l'Assomption de McNider, of two arpents and two perches in front by forty-eight arpents, more or less, in depth, being numbers two hundred and twenty-nine (229) and three hundred and forty-seven (347), of the official cadastre of the said parish of Notre Dame de l'Assomption de McNider—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Reserving from the south extremity of the depth of the said lots a certain piece of land of about two arpents in front by three arpents in depth previously sold.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de l'Assomption de McNider, le VINGT-SIXIEME jour de MAI mil huit cent quatre-vingt-seize, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de juin mil huit cent quatre-vingt-seize.

Bureau du Shérif, ALF. MARTIN, Député Shérif.
Rimouski, 17 mars 1896. 1473-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le comté de Rimouski, siégeant à Matane.

Canada, Province de Québec, } LOUIS JOSEPH LE-
District de Rimouski, } VASSEUR, de la pa-
No. 789/440. } roisse de Saint-Jérôme de
Matane, dans le comté de
Rimouski, marchand, Demandeur ; contre JOSEPH
BOUCHARD, du lieu appelé canton Tessier, susdit
comté, cultivateur, maintenant absent de la province
de Québec, Défendeur, savoir :

Tous les droits de préemption, titres, améliorations, défrichements et intérêts quelconques que le dit défendeur a et peut avoir sur une terre située au deuxième rang du canton Tessier, contenant cent acres environ en superficie, et portant les numéros onze a et onze b (11a, 11b), du cadastre officiel du dit canton Tessier—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Luc, lieu appelé canton Tessier, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN mil huit cent quatre-vingt-seize, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinq juin mil huit cent quatre-vingt-seize (1896).

Bureau du Shérif, ALF. MARTIN, Député Shérif.
Rimouski, 14 avril 1896. 1921-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions à la de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Charlevoix.

Malbaie, à savoir : } MICHEL LAVOIE, journa-
No. 460. } lier, du village de la Baie
Saint-Paul, et A. H. Simard, procureur distrayant ;
contre DAVID TREMBLAY, cultivateur, de la
paroisse Saint-Irénée, à savoir :

1° Une terre située concession Saint-Antoine, étant les lots numéros cent soixante et quatorze (174), cent soixante et quinze (175), cent soixante et seize (176), cent soixante et dix-sept (177), cent soixante et dix-huit (178), cent soixante et dix-neuf (179), deux cent quatorze (214), deux cent dix-sept (217) et deux cent dix huit (218), des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irénée—circonstances et dépendances. Pour être vendus en un seul lot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de l'Assomption de McNider, on the TWENTY-SIXTH day of MAY, one thousand eight hundred and ninety-six, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of June, one thousand eight hundred and ninety-six.

Sheriff's Office, ALFR. MARTIN, Deputy Sheriff.
Rimouski, 17th March, 1896. 1474
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Rimouski, sitting at Matane.

Canada, Province of Québec, } LOUIS JOSEPH LE-
District of Rimouski, } VASSEUR, of the par-
No. 789/440. } tish of Saint Jérôme de Ma-
Matane, in the county of Ri-
mouski, merchant, Plaintiff ; against JOSEPH
BOUCHARD, of the place called township Tessier,
said county, farmer, now absent from the province
of Québec, Defendant, to wit :

All the rights of preemption, titles, improvements, clearances and interests whatsoever which the said defendant may have upon a land situate in the second range of township Tessier, containing about one hundred acres in area, and being numbers eleven a and eleven b (11 a, 11 b), of the official cadastre of the said township Tessier—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Luc, at the place called township Tessier, on the TWENTY-THIRD day of JUNE, one thousand eight hundred and ninety-six, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of June, one thousand eight hundred and ninety-six (1896).

Sheriff's Office, ALF. MARTIN, Deputy Sheriff.
Rimouski, 14th April, 1896. 1922
[First published, 18th April, 1896.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the unde mentioned LANDS and TENEMENTS have been sized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Charlevoix.

Malbaie, to wit : } MICHEL LAVOIE, laborer,
No 460. } of the village of Baie Saint
Paul, and A. H. Simard, attorney distracting ;
against DAVID TREMBLAY, farmer, of the parish
Saint Irénée, to wit :

1° A land situate in concession Saint Antoine, being lots numbers one hundred and seventy-four (174), one hundred and seventy-five (175), one hundred and seventy-six (176), one hundred and seventy-seven (177), one hundred and seventy-eight (178), one hundred and seventy-nine (179), two hundred and fourteen (214), two hundred and seventeen (217), two hundred and eighteen (218), on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint Irénée—circumstances and dependencies. To be sold in one and single lot.

2 Une autre terre située concession Saint-Antoine, étant les lots numéros cent quatre-vingt-dix-sept (197), cent quatre-vingt-dix-huit (198), du sudist cadastre officiel ; moins la partie qui se trouve au sud du chemin Royal—circonstances et dépendances. Pour être vendus en un seul lot.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irénée, le VINGT-SIXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le sixième jour de juin prochain.

Bureau du Shérif,
Malbaie, 14 mars 1896
[Première publication, 21 mars 1896.]

P. H. CIMON,

Shérif,
1423-3

2° Another land situate in concession Saint Antoine, being lots numbers one hundred and ninety-seven (197) and one hundred and ninety-eight (198), of the above mentioned official cadastre ; excepted the part of the said land which is situated on the south of the Queen's road—circumstances and dependencies To be sold in one lot.

To be sold at the church door of the parish Saint Irénée, the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Writ returnable on the sixth day of June next.

Sheriff's Office,
Malbaie, 14th March, 1896.
[First published, 21st March, 1896.]

P. H. CIMON,

Sheriff,
1424

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponis*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **LA BANQUE NATIONALE**, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Québec, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **WILLIAM J. COMMON**, des cité et district de Montréal, comptable, en sa qualité de curateur à la corporation dissoute "The Pioneer Beet Root Sugar Company," ci-devant corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans le village, maintenant la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, Défendeur, et Henry B. Brown et Ronald Macdonald, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocats, et comme tels y faisant affaires ensemble en société, sous les nom et raison de Brown & Macdonald, procureurs de la demanderesse, distrayants pour frais, à savoir :

1° Ces lots de terre situés dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, connus et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook, comme lots numéros sept cent quatorze (No. 714), sept cent vingt et un (No. 721), sept cent vingt-deux (No. 722), sept cent vingt-trois (No. 723), sept cent soixante et un (No. 761), sept cent soixante et deux (No. 762) et sept cent soixante et trois (No. 763), à l'exception de cette partie du dit lot numéro sept cent soixante et trois (No. 763), ci-devant vendue par un nommé Lewis Sleeper à Charles W. Vaughan, et toute la terre située au sud d'icelui ; tous les dits lots étant situés sur la rue Compton, et bornés par icelle, dans la dite ville de Coaticook.

2° Les lots numéros sept cent seize (No. 716), sept cent dix-sept (No. 717), sept cent dix-huit (718), sept cent dix-neuf (No. 719) et sept cent vingt (No. 720), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook, tous les dits lots étant situés sur la rue East Central, et bornés par icelle, dans la dite ville de Coaticook.

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponis*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **LA BANQUE NATIONALE**, a body corporate and politic, having its principal place of business at the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff ; against the lands and tenements of **WILLIAM J. COMMON**, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality of curator to the dissolved corporation of the Pioneer Beet Root Sugar Company, heretofore a body corporate and politic, having its principal place of business at the village now the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, Defendant, and Henry B. Brown and Ronald Macdonald, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocates, and as such doing business there together in partnership under the name and firm of Brown & Macdonald, attorneys for plaintiff, *distrayants pour frais*, to wit :

1° Those certain lots of land situate in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, as the lots numbers seven hundred and fourteen (No. 714), seven hundred and twenty-one (No. 721), seven hundred and twenty-two (No. 722), seven hundred and twenty-three (No. 723), seven hundred and sixty-one (No. 761), seven hundred and sixty-two (No. 762) and seven hundred and sixty-three (No. 763), except that portion of the said lot number seven hundred and sixty-three (No. 763), formerly sold by one Lewis Sleeper to Charles W. Vaughan, and all the land lying to the south of the same ; all of the said lots being situate and abutting on Compton street, in said town of Coaticook.

2° The lots numbers seven hundred and sixteen (No. 716), seven hundred and seventeen (No. 717), seven hundred and eighteen (No. 718), seven hundred and nineteen (No. 719) and seven hundred and twenty (No. 720), on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, all of the said lots being situate and abutting on East Central street, in the said town of Coaticook.

3° Les lots numéros sept cent vingt-six (No. 726), sept cent vingt-sept (No. 727) et sept cent trente-trois (No. 733), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook, tous les dits lots étant situés sur la rue Central, et bornés par icelle, dans la dite ville de Coaticook.

4° Le lot numéro sept cent quarante-quatre (No. 744), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook, le dit lot étant situé sur la rue Chatham, dans la dite ville de Coaticook.

5° Le lot numéro sept cent trente-quatre (No. 734), situé sur la rue Cumberland. Les lots numéros sept cent quarante et un (No. 741) et quinze cent quatre-vingt-deux (No. 1582), situés sur la rue Grove, et le lot numéro quinze cent quatre-vingt (No. 1580), situé sur la rue Spring, tous dans la dite ville de Coaticook, et tels que décrits et désignés sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la dite ville de Coaticook—ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations sur les dits lot de terres et sur chacun d'eux, circonstances et appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond, communément appelé Saint-Edmond de Coaticook, dans le district de Saint-François, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour d'août prochain.

JOHN McINTOSH,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 13 mai 1896. 2319
[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERIE FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **PIERRE LEMIEUX,**
No. 968. } cultivateur, du canton de Wotton, dans le district de Saint-François, Demandeur ; vs. **LOUIS FREDETTE,** cultivateur, de Saint-Joseph de Ham Sud, dans le district de Saint-François, Défendeur, et **Louis Edmond Panneton, Henry Walter Mulvena et Joseph Alfred Leblanc,** tous trois de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocats, et comme tels pratiquant en société, à Sherbrooke susdit, sous les nom et raison de "Panneton, Mulvena & Leblanc," distrayants de frais.

Saisi comme appartenant au dit demandeur, l'immeuble suivant, à savoir :
Une terre située dans le canton de Wotton, dans le district de Saint-François, composée des lots numéros treize, quatorze, quinze et seize, dans le quinzième rang du dit canton de Wotton, comprenant environ trois cents acres de terre en superficie ; borné au nord-est à Ham Nord, au sud-ouest au seizième rang, d'un côté au sud au lot numéro dix-sept, et de l'autre côté au nord au lot numéro douze—avec les bâtisses dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Hypolite de Wotton, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mai prochain.

JOHN McINTOSH,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 17 mars 1896. 1465-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } **DANS** l'affaire de **ROBERT**
No. 268. } **ROBERT,**
de la ville de Magog, dans le district de Saint-François, commerçant, Failli ; et **LOUIS A. AUDET,** du même lieu, Curateur dûment nommé et autorisé conformément à l'article 772 du code de procédure civile et ses amendements, aux biens du dit failli, à savoir :

3° The lots numbers seven hundred and twenty-six (No. 726), seven hundred and twenty-seven (No. 727) and seven hundred and thirty-three (No. 733), on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook, all of the said lots situate and abutting on Central street, in said town of Coaticook.

4° The lot number seven hundred and forty-four (No. 744), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, said lot situate on Chatham street, in the said town of Coaticook.

5° The lot number seven hundred and thirty-four (No. 734), situate on Cumberland street. The lots numbers seven hundred and forty-one (No. 741) and fifteen hundred and eighty-two (No. 1582), situate on Grove street, and the lot number fifteen hundred and eighty (No. 1580), situate on Spring street, all in the said town of Coaticook, and as marked and described on the official cadastral plan and book of reference for the said town of Coaticook—together with all the buildings and improvements on said lots of land and on each of them, and all the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond, commonly called Saint Edmond de Coaticook, in the district of Saint Francis, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirty-first day of August next.

JOHN McINTOSH,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 13th May, 1896. 2320
[First published, 16th May, 1896.]

FIERIE FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **PIERRE LEMIEUX,**
No. 968. } farmer, of the township of Wotton, in the district of Saint Francis, Plaintiff ; vs. **LOUIS FREDETTE,** farmer, of Saint Joseph de Ham Sud, in the district of Saint Francis, Defendant, and **Louis Edmond Panneton, Henry Walter Mulvena, and Joseph Alfred Leblanc,** all three of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocates, and as such practising in partnership at Sh-rbrooke aforesaid, under the style and firm of "Panneton, Mulvena & Leblanc," distracting for costs.

Seized as belonging to the said plaintiff, the following immovable property, to wit :
A land situate in the township of Wotton, in the district of Saint Francis, made up of lots numbers thirteen, fourteen, fifteen and sixteen, in the fifteenth range of the said township of Wotton, comprising about three hundred acres of land in area ; bounded on the north east by Ham North, on the south west by the sixteenth range, on one side to the south by lot number seventeen, and on the other side to the north by lot number twelve—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Hypolite de Wotton, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable the twenty-sixth day of May next.

JOHN McINTOSH,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 17th March, 1896. 1466
[First published, 21st March, 1896.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } **IN** the matter of **ROBERT**
No. 268. } **ROBERT,** of the town of Magog, in the district of Saint Francis, t a d r, Insolvent ; and **LOUIS A. AUDET,** of the same place, Curator duly appointed and authorized under article 772 of the code of civil procedure an d a m n d m e n t s , to the property of the said insolvent, to wit :

Ces certains lots de terre situés dans la dite ville de Magog, connus et désignés comme suit :

1° Le numéro onze cent cinq (1105), sur le plan et au livre de renvoi officiels pour la dite ville de Magog ; borné en front par la rue Main—avec bâtisses et améliorations faites.

2° Le lot numéro treize cent soixante et dix-neuf (No. 1379), sur le plan et au livre de renvoi officiels pour la dite ville de Magog ; borné en front par une rue projetée.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Magog, en la ville de Magog, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable sans délai.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 18 mars 1896.

[Première publication, 21 mars 1896.]

Shérif.

1469-3

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Trois-Rivières.

Saint-François, à savoir : } **D**ANS l'affaire de No. 150. } **R**OBERT SCOTT, Failli ; et **J**OSEPH BOURGEOIS, Curateur dûment nommé et autorisé conformément à l'article 772 du code de procédure civile et ses amendements, aux biens abandonnés du dit failli, savoir :

1° La moitié nord du lot numéro quatorze, dans le second rang de canton de Marston, dans le district de Saint-François, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Marston, sous les numéros quarante, quarante et un et quarante-deux (Nos. 40, 41 et 42).

2° Le lot numéro dix-huit, du dit second rang du dit canton de Marston, connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Marston, sous les numéros trente-deux et trente-trois (Nos. 32 et 33)—avec ses appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zénon, à Piapolis, dans le comté de Compton, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable sans délai.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,

Sherbrooke, 18 mars 1896.

[Première publication, 21 mars 1896.]

Shérif.

1467-3

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **D**ANS l'affaire de No. 273. } **D**AVID GRE-

NIER, du canton de Garthby, dans le district de Saint-François, hôtelier, Failli ; et **C**LEMENT MILLIER et **J**OHAN J. GRIFFITH, tous deux comptables, et tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, Curateurs conjoints dûment nommés et autorisés conformément à l'article 772 du code de procédure civile et ses amendements, aux biens abandonnés du dit failli, savoir :

Le lot numéro quatorze, dans le onzième rang du village de Saint-Olivier, dans le township de Garthby, le dit lot de village ayant une chaîne et trente mailles de front, et étant borné au sud par le chemin Mégantic, à l'est par la rue Saint-François, et à l'ouest par le lot de village numéro treize, dans le dit onzième rang—avec les bâtisses et les dépendances sus-érigées, lesquelles bâtisses et dépendances sont en partie érigées sur la rue Saint-François, et la vente est faite sujette à la servitude ou droit d'occupation temporaire établie sur partie du dit terrain, en faveur de Cléophas Jacques et représentants, en vertu d'une convention sous seing privé en date du vingt de septembre mil huit cent quatre-vingt-douze, et dûment enregistrée, et dont copie sera remise à l'acheteur lors de la dite vente ; laquelle partie du terrain est celle sur laquelle les bâtisses de Cléophas Jacques sont en partie construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la

Those certain lots of land situate in the said town of Magog, known and designated as follows :

1° The lot number eleven hundred and five, (No. 1105), on the official plan and book of reference of the said town of Magog ; bounded in front by Main street—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2° The lot number thirteen hundred and seventy-nine (No. 1379), on the said official plan and book of reference of the said town of Magog ; bounded in front by a projected street.

To be sold at the church door of the parish of Saint Patrice of Magog, in the town of Magog, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable without delay.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 18th March, 1896.

[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff.

1470

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Three Rivers.

Saint Francis, to wit : } **I**N the matter of **R**OBERT No. 150. } **I** SCOTT, Insolvent ; and **J**OSEPH BOURGEOIS, Curator duly appointed and authorized under article 772 of the code of civil procedure and amendments, to the abandoned estate of the said insolvent, to wit :

1° The north half of the lot number fourteen, in the second range of the township of Marston, in the district of Saint Francis, known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Marston, as numbers forty, forty-one and forty two (Nos. 40, 41 and 42).

2° The lot number eighteen, in the said second range of the said township of Marston, known and designated on the said official plan and book of reference of the said township of Marston, as numbers thirty-two and thirty-three (Nos. 32 and 33)—with the appurtenances thereto belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zénon, at Piapolis, in the county of Compton, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said warrant returnable without delay.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 18th March, 1896.

[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff.

1468

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **I**N the matter of **D**AVID No. 273. } **I** GRENIER, of the town-

ship of Garthby, in the district of Saint Francis, hotel-keeper, Insolvent ; and **C**LEMENT MILLIER and **J**OHAN J. GRIFFITH, both accountants and both of the city of Sherbrooke, in the said district, Joint curators duly appointed and authorized under article 772 of the code of civil procedure and amendments, to the abandoned estate of the said insolvent, to wit :

Lot number fourteen, in the eleventh range of the village of Saint Olivier, in the township of Garthby, said village lot having one chain and thirty links in front, and bounded on the south by the Mégantic road, on the east by Saint Francis street, and on the west by village lot number thirteen, in the said eleventh range—with the buildings and dependencies thereon erected, which buildings and dependencies are partly erected on Saint Francis street, and the sale is made subject to the servitude of the right of temporary occupation established on part of the said lot in favor of Cléophas Jacques and representatives, in virtue of an agreement under private writing dated the twentieth of September, one thousand eight hundred and ninety-two and duly registered, and whereof a copy will be delivered to the purchaser at the time of the said sale ; which part of lot is that on which the buildings of Cléophas Jacques are partly erected.

To be sold at the parochial church door of the

paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le SIXIEME jour de JUNE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit mandat rapportable sans délai.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 1er avril 1896. 1471-3
La publication faite le 21 mars 1896 est nulle.
[Première publication, 4 avril 1896.]

parish of Saint Olivier de Garthby, on the SIXTH day of JUNE next, at ONE of the clock in the afternoon. Said warrant returnable without delay.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 1st April, 1896. 1472
The publication made on 21st March, 1896, is null.
[First published, 4th April, 1896.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, DESIRE BOUR-
Province de Québec, QUE, Deman-
District de Saint-Hyacinthe. } deur; centre JAC-
No. 50. } QUES CHARBON-
NEAU, Défendeur, à savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Judes, sur le rang de la "Rose-Double", connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes, sous le numéro mille cinquante-huit (1058)—avec bâtisses.

2° Une autre terre située au même lieu, de trois arpents de front sur vingt-deux, plus ou moins, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Judes, sous le numéro mille trente-deux (1032), savoir : la partie touchant le lot de terre No. 1033, et tenant d'un côté à Pierre Garant, et de l'autre côté à Pierre Lafleur ou représentants.

Ces terrains sont saisis et seront vendus en vertu des instructions données au shérif et annexées au dit bref, à la charge par le ou les adjudicataires des dits terrains de respecter et continuer le bail d'iceux fait en faveur d'Eusèbe Cloutier, fils, cultivateur, de Saint-Judes, le dit bail devant expirer à la Saint-Michel prochain, et fait pour un prix payé d'avance.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Judes, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain.

V. B. SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 12 mai 1896. 2265
[Première publication, 16 mai 1896.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, DESIRE BOUR-
Province of Québec, QUE, Plaintiff;
District of Saint Hyacinthe. } against JACQUES
No. 50. } CHARBONNEAU,
Defendant, to wit :

1° A lot of land situated in the parish of Saint Judes, "Rose-Double" range, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Judes, under number one thousand and fifty-eight (1058)—with buildings.

2° Another lot of land situate at the same place, of three arpents in front by twenty-two, more or less, being part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference for said parish of Saint Judes, under number one thousand and thirty-two (1032), to wit : the part joining the lot of land No. 1033, bounded on one side to Pierre Garant, and on the other by Pierre Lafleur or representatives.

Said lands seized and to be sold in obedience to instructions annexed to said writ given the said sheriff, subject (*à la charge*) by the *adjudicataires* of said lots of land, to respect and continue the leases of said lands made in favor of one Eusèbe Cloutier, junior, farmer, of Saint Judes, the said lease to expire at the Michaelmas-day next, and for a certain price paid in advance.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Judes, the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable the twenty-eighth day of July next.

V. B. SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 12th May, 1896. 2266
[First published, 16th May, 1896.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada

code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requis de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **THOMAS BARRON**
Sainte-Scholastique, } **MEIKLE**, Deman-
savoir : No. 322. } deur ; contre **HERCULE**
LEGAULT DIT DESLAURIERS, Défendeur, and
Joseph Evariste Valois, curateur au délaissement,
savoir :

Un lot de terre situé dans cette partie de la paroisse de Saint-Jérusalem d'Argenteuil, district de Terrebonne, formant maintenant la ville de Lachute, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro neuf cent soixante-huit (No. 968)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jérusalem, en la ville de Lachute, dit district, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de juillet prochain, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 11 mai 1896. 2269
[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **MELESPHORE GLO-**
Sainte-Scholastique, } **BENSKY WILSON**,
savoir : No. 343. } Demandeur ; vs. **NAPO-**
LEON TURPAIN, Défendeur, savoir :

Une terre située en la Côte Saint-Vincent, paroisse de Saint-Placide, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Placide, sous le numéro cent quatre-vingt-douze (No. 192)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Placide, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain (1896.)

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 11 mai 1896. 2271
[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **JEAN BAPTISTE**
Ste-Scholastique, savoir : } **BENOIT DIT VAIL-**
No. 345. } **LANCOURT**, Deman-
deur ; contre **NAPOLEON TURPAIN**, Défendeur,
savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Placide, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro cent quatre-vingt-treize (No. 193)—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent quarante-neuf (No. 149) sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Placide, dit district, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 11 mai 1896. 2267
[Première publication, 16 mai 1896.]

are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **THOMAS BARRON**
Sainte Scholastique, } **MEIKLE**, Plaintiff ;
to wit : No. 322. } against **HERCULE LE-**
GAULT DIT DESLAURIERS, Defendant, and
Joseph Evariste Valois, curator to the surrender, to
wit :

A lot of land situate in that part of the parish of Saint Jérusalem d'Argenteuil, district of Terrebonne, being now the town of Lachute, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number nine hundred and sixty-eight (No. 968)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jérusalem, in the town of Lachute, said district, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the twenty-eighth day of July next, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 11th May, 1896. 2270
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **MELESPHORE GLO-**
Sainte Scholastique, } **BENSKY WILSON**,
to wit : No. 343. } Plaintiff ; vs. **NAPOLEON**
TURPAIN, Defendant, to wit :

A land situate in the Côte Saint Vincent, parish of Saint Placide, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Placide, as number one hundred and ninety-two (No. 192)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Placide, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 11th May, 1896. 2272
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **JEAN BAPTISTE**
Ste. Scholastique, to wit : } **BENOIT DIT VAIL-**
No. 345. } **LANCOURT**, Plaintiff ;
against **NAPOLEON TURPAIN**, Defendant, to
wit :

1° A land situate in the parish of Saint Placide, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Placide, as number one hundred and ninety-three (No. 193)—without any buildings.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number one hundred and forty-nine (No. 149)—without any buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Placide, said district, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of July next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 11th May, 1896. 2268
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montréal, } **HERMENEGILDE ROY**
à savoir : No. 1763. } **ET AL.,** Demandeurs ;
contre **PATRICK KENNEDY,** Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Sophie, dans le premier rang de Paisly, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Sophie, sous le numéro douze—avec les bâtisses y érigées.

2° Un lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro treize (No. 13)—sans bâtisses.

3° Un lot de terre situé en la même paroisse, dans le quatrième rang de Paisly, dit district de Terrebonne, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent quatre-vingt-dix (No. 190)—sans bâtisses.

4° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cent quatre-vingt-onze (No. 191)—avec les bâtisses y érigées.

5° Un autre lot de terre situé en la même paroisse, dans le premier rang de Paisly, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro cinq (No. 5)—sans bâtisses.

6° Un autre lot de terre situé en la même paroisse, dans le quatrième rang de Paisly, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro soixante-six (No. 66)—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de mai prochain (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 16 mars 1896. 1449-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **VICTOR TASSÉ,**
Sainte-Scholastique, savoir : } Demandeur ; vs.
No. 253. } **HERMAS PAIE-**
MENT, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé dans le village de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit village de Sainte-Scholastique, sous le numéro vingt-un (No. 21)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à notre bureau, à Sainte-Scholastique, dit district, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain, 1896.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 16 mars 1896. 1445-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **ARTHUR JASMIN,**
Ste-Scholastique, savoir : } Demandeur ; contre
No. 327. } **NEVE DUBOIS,** Défen-
deur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, sous le numéro deux cent cinquante-quatre (254) ; à retrancher, néanmoins, cinq arpents en superficie, plus ou moins, au bout sud du dit No. 254, échangés à Pessé Gratton—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le DIX-NEUVIEME jour de JUIN pro-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, } **HERMENEGILDE ROY**
to wit : No. 1763. } **ET AL.,** Plaintiffs ; against
PATRICK KENNEDY, Defendant, to wit :

1° A lot of land situate in the parish of Sainte Sophie, in the first range of Paisly, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Sophie, as number twelve — with the buildings thereon erected.

2° A lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number thirteen (No. 13)—without any buildings.

3° A lot of land situate in the same parish, in the fourth range of Paisly, said district of Terrebonne, known and designated on the same official plan and book of reference, as number one hundred and ninety (No. 190)—without any buildings.

4° Another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as number one hundred and ninety-one (No. 191)—with the buildings thereon erected.

5° Another lot of land situate in the same parish, in the first range of Paisly, known and designated on the same official plan and book of reference, as number five (No. 5)—without any buildings.

6° Another lot of land situate in the same parish, in the fourth range of Paisly, known and designated on the same official plan and book of reference, as number sixty-six (No. 66)—without any buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Sophie, district of Terrebonne, on the TWENTY-SECOND day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-sixth day of May next (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 16th March, 1896. 1450
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **VICTOR TASSÉ,**
Sainte Schola-tique, to wit : } Plaintiff ; vs.
No. 253. } **HERMAS PAIE-**
MENT, Defendant, to wit :

A lot situate in the village of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said village of Sainte Scholastique, as number twenty-one (No. 21)—with the buildings thereon erected.

To be sold at our office, at Sainte Scholastique, said district, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next (1896.)

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 16th March, 1896. 1446
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **ARTHUR JASMIN,**
Ste. Scholastique, to wit : } Plaintiff ; against
No. 327. } **NEVE DUBOIS,** De-
fendant, to wit :

A lot of land situate in the parish of Sainte Thérèse de Bienville, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Sainte Thérèse de Blainville, under number two hundred and fifty-four (No. 254). Reserving, however, five arpents of land in area, more or less, at the south end of said No. 254, exchanged with Pessé Gratton — with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Thérèse de Bienville, said district, on the NINETEENTH day of JUNE next, at

chain, à une heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain (1896)

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 13 avril 1896. 1907-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **WILLIAM MUNRO,**
Ste-Scholastique, savoir : } Demandeur ; con-
No. 214. } tre **GUILLAUME BAR-**
RETTE, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé dans le premier rang du canton de Salaberry, district de Terrebonne, sous le numéro vingt-quatre (No. 24), contenant environ cent acres—sans bâtisses.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, sous le numéro vingt-cinq (No. 25), contenant cent acres—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Jovite, dit district, le **VINGT-SIXIEME** jour de **MAI** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de juin prochain (1896).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 16 mars 1896. 1447-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Expositas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **MAXIME DAM-**
No. 160. } **PHOUSE ET AL.,** De-
mandeurs ; contre **EPHREM HOUDE,** Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, en la concession du Brûlé, connue et désignée par le numéro neuf cent quarante-huit (948), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la dite paroisse de la Rivière-du-Loup.

2° Une terre située dans la dite paroisse de la Rivière-du-Loup, dans la concession du Brûlé, connue et désignée par les numéros neuf cent trente-neuf et neuf cent quarante (939 et 940), du dit cadastre d'enregistrement de la dite paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, en la ville de Louiseville, le **VINGT-TROISIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 mai 1896. 2325
[Première publication, 16 mai 1896.]

ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable the thirtieth day of June next (1896.)

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 13th April, 1896. 1908
[First published, 18th April, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **WILLIAM MUNRO,**
Ste. Scholastique, to wit : } Plaintiff ; against
No. 214 } **GUILLAUME BAR-**
RETTE, Defendant, to wit :

1° A lot of land situate in the first range of the township of Salaberry, district of Terrebonne, as number twenty-four (No. 24), containing about one hundred acres—without any buildings.

2° Another lot of land situate at the same place, as number twenty-five (No. 25), containing one hundred acres—without any buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jovite, said district, on the **TWENTY-SIXTH** day of **MAY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the sixth day of June next.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 16th March, 1896. 1448
[First published, 21st March, 1896.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler* *afin de distraire*, *afin de charge* or other opposition to the sale, except in cases of *Venditioni Expositas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court in and for the county of Maskinongé, district of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **MAXIME DAMPHOUSE**
No. 160. } **ET AL.,** Plaintiffs ; against
EPHREM HOUDE, Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the concession Du Brûlé, known and designated as number nine hundred and forty-eight (948), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the said parish of River du Loup.

2° A land situate in the said parish of River du Loup, in the concession Du Brûlé, known and designated as numbers nine hundred and thirty-nine and nine hundred and forty (939 and 940), of the said registration cadastre of the said parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the **TWENTY THIRD** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 11th May, 1896. 2326
[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir : } **D**OSITHE LACOUR-
No. 595. } **C**IERE, Deman-
deur ; contre **N**ARCISSE LAHAIE, Défendeur.

Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, au lieu nommé le village Champlain, connu et désigné par le numéro quatre cent trente-six (436), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Geneviève—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève de Batiscan, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de juillet prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 mai 1896. 2321

[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir : } **J**OSEPH TRUDEL,
No. 437. } Demandeur ; contre
DA^ME ADELIN^E LAFONTAINE ET V^{IR}.

Une terre située en la paroisse de Saint-Jacques des Piles, contenant neuf arpents et demi de front sur une profondeur moyenne d'environ quatorze arpents, étant les lots numéros six, sept et partie du lot numéro huit, de l'arpentage primitif du canton Radnor, sur le côté ouest de la rivière Saint-Maurice, et connue et désignée comme étant les lots numéros six, sept et la partie sud-est du lot numéro huit, dans le dit deuxième rang de l'arpentage primitif du dit canton Radnor, sur les plan et livre de renvoi officiels du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Flore, canton Radnor, deuxième section ; bornée en front par la dite rivière Saint-Maurice, en profondeur par les terres du premier rang, au côté nord-ouest par David Trudel ou le résidu du dit lot numéro huit, et au sud-est par Edmond Michelin—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques des Piles, le VINGT ET UNIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de juillet prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 mai 1896. 2323

[Première publication, 16 mai 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.*Trois-Rivières, à savoir : } **J**OSEPH LAMOTHE,
No. 69. } Demandeur ; contre
LOUIS DUBOIS, Défendeur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Maurice, dans le rang nord-ouest Saint-Jean, contenant environ quatre-vingt-dix pieds de large sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, sans garantie de mesure précise ; borné en front par le chemin de front, en arrière et du côté nord-est par Pierre C. Neault, et du côté sud-ouest par Joseph Héroux, fils—avec une maison et autres bâtisses y érigées, faisant partie du lot numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Maurice.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Théophile du Lac à la Tortue, dans le rang sud-est de Saint-Mathieu, contenant environ soixante arpents de terre en superficie, sans garantie de mesure précise, portant le numéro huit cent quarante-sept (847), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le VINGT-

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit : } **D**OSITHE LACOUR-
No. 595. } **C**IERE, Plaintiff ;
against **N**ARCISSE LAHAIE, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, at the place called village Champlain, known and designated as number four hundred and thirty-six (436), of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Geneviève—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan, on the TWENTIETH day of the month of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of July next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 11th May, 1896. 2322

[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit : } **J**OSEPH TRUDEL,
No. 437. } Plaintiff ; against **D**A^ME
ADELINE LAFONTAINE ET V^{IR}.

A land situate in the parish of Saint-Jacques des Piles, containing nine arpents and a half in front by an average depth of about fourteen arpents, being lots numbers six, seven and part of lot number eight, of the original survey of the township Radnor, on the west side of the river Saint-Maurice, and known and designated as being lots numbers six, seven and the south east part of lot number eight, in the said second range, primitive survey, of the said township Radnor, on the official plan and book of reference of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Flore, township Radnor, second section ; bounded in front by the said river Saint-Maurice, in rear by the lands of the first range, on the north west side by David Trudel or the residue of said lot number eight, and on the south east by Edmond Michelin—together with the buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Jacques des Piles, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-seventh day of July next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 11th May, 1896. 2324

[First published, 16th May, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—District of Three Rivers.*Three Rivers, to wit : } **J**OSEPH LAMOTHE,
No. 69. } Plaintiff ; vs. **L**OUIS
DUBOIS, Defendant.

1° A lot situate in the parish of Saint-Maurice, in the range Saint-Jean north west, containing about ninety feet in width by ninety feet in depth, without warranty as to precise measurement ; bounded in front by the front road, in rear and on the north east side by Pierre C. Neault, and on the south west side by Joseph Héroux, junior—with a house and outbuildings thereon erected, forming part of lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint-Maurice.

2° A lot of land situate in the parish of Saint-Théophile du Lac à la Tortue, in the south east range of Saint-Mathieu, containing about sixty arpents of land in area, without warranty of precise measurement, being number eight hundred and forty-seven (847), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as follows, to wit : number one, at the church door of the parish of Saint-Maurice, on

DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin ; et le numéro deux, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Théophile du Lac à la Tortue, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 15 avril 1896. 1927-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } DAME OLIVE MAR-
No. 259. } TIN, Demanderesse ;
contre PIERRE BOUCHER, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans la concession de Beauséjour, dans cette partie de la dite paroisse démanbrée de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, sous le numéro deux cent dix-huit (218), contenant environ cent dix-sept arpents et demi en superficie — avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, le VINGT-QUATRIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 15 avril 1896. 1925-2
[Première publication, 18 avril 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } NARCISSE LEGRIS,
No. 825. } Demandeur ; contre
MAURICE GODIN, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le septième rang de l'augmentation du canton de Bulstrode, étant la moitié ouest du lot de terre numéro un, du dit rang, de quatre arpents et demi de front sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, icelle moitié de lot maintenant connue et désignée comme étant la moitié ouest du lot numéro cent cinquante-neuf (159), du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Eulalie.

2° Une autre terre située en la même paroisse, étant le deuxième quart ouest du lot de terre numéro deux, du même rang que la précédente, contenant deux arpents et un quart de front sur vingt-huit arpents de profondeur ; icelle terre maintenant connue et désignée comme étant le deuxième quart ouest du lot de terre numéro cent soixante (160), du susdit cadastre, pour la paroisse de Sainte-Eulalie.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 17 mars 1896. 1479-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } HENRY ARCHIBALD
No. 15. } BALD ET AL., Dem-
mandeurs ; contre LOUIS LAMBERT, Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession de la Carrière, de figure irrégulière, contenant onze arpents en superficie ; bornée en front vers le sud-ouest par le chemin public, en profondeur vers le nord-est par la Petite Rivière du Loup, d'un côté vers le sud-est par les Nos. 386 et 385, et de l'autre côté vers le nord-

the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon ; and number two, at the church door of the parish of Saint Théophile du Lac à la Tortue, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fifth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 15th April, 1896. 1928
[First published, 18th April, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } DAME OLIVE MAR-
No. 259. } TIN, Plaintiff ; against
PIERRE BOUCHER, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the Beauséjour concession, in the part of the said parish dismembered from the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, as number two hundred and eighteen (218), containing about one hundred and seventeen arpents and a half in area — with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph de Maskinongé, on the TWENTY-FOURTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 15th April, 1896. 1926
[First published, 18th April, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } NARCISSE LEGRIS,
No. 825. } Plaintiff ; against
MAURICE GODIN, Defendant.

1° A land situate in the parish of Sainte Eulalie, in the seventh range of the gore of the township of Bulstrode, being the west half of the lot of land number one, of the said range, of four arpents and a half in front by twenty-eight arpents in depth, more or less, said half lot now known and designated as being the west half of lot number one hundred and fifty-nine (159), of the cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte Eulalie.

2° Another land situate in the same parish, being the second west quarter of the lot of land number two, of the same range as the former one, containing two arpents and one quarter in front by twenty-eight arpents in depth ; said land now known and designated as being the second west quarter of the lot of land number one hundred and sixty (160), of the said cadastre, for the parish of Sainte Eulalie.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Eulalie, on the TWENTY-SIXTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the thirtieth day of May next.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 17th March, 1896. 1480
[First published, 21st March, 1896.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } HENRY ARCHIBALD
No. 15. } ET AL., Plaintiffs ;
against LOUIS LAMBERT, Defendant.

1° A land situate in the parish of Sainte Ursule, in the concession De la Carrière, of irregular outline, containing eleven arpents in area ; bounded in front to the south west by the public road, in depth to the north east by the Petite Rivière du Loup, on one side to the south east by Nos. 386 and 385, and on the other side to the north west by No. 388,

ouest par le No. 388, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-sept (387), des plan et livre de renvoi officiels du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Sainte-Ursule.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Ursule, dans la concession de la Carrière, de figure irrégulière, contenant soixante et deux arpents et quarante-trois perches en superficie; bornée en front vers le nord-est par la Petite Rivière du Loup, en profondeur vers le sud-ouest par les Nos. 389 et 384, d'un côté vers le sud-est par les Nos. 387 et 385, et de l'autre côté vers le nord-ouest par les Nos. 391 et 390, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-huit (388), des plan et livre de renvoi officiels du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Sainte-Ursule.

3° Une terre située en la paroisse de Sainte-Ursule, dans la concession de la Carrière, de figure irrégulière, contenant trente arpents et quatre-vingt-deux perches en superficie; borné en front vers le sud-ouest par la chemin public, en profondeur vers le nord-est par la Petite Rivière du Loup, d'un côté vers le sud-est par le No. 391, et de l'autre côté vers le nord-ouest par le No. 393, connue et désignée sous le numéro trois cent quatre-vingt-douze (392), des plan et livre de renvoi officiels du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Sainte-Ursule.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Ursule, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de mai prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 11 mars 1896. 1481-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } IN RE DEMOISELLE
No. 222. } MYRA SMARDON,
Débitrice cédante; et CHARLES ALFRÉD SYL-
VESTRE, Curateur.

Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, au pied du coteau Saint-Louis, de figure irrégulière, renfermé dans les limites suivantes, savoir: tenant d'un côté au nord-est aux emplacements de Ferdinand Veillette et P. Benjamin Vanasse, au nord à la rue Lafèche, au sud-ouest partie aux lots numéros neuf cent quatre-vingt-trois, neuf cent quatre-vingt-deux et neuf cent quatre-vingt-un, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la cité des Trois-Rivières, et partie par la rue Plaisante, et au sud-est à la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien, formant une superficie de cinquante-deux mille cent dix-sept pieds français, le tout plus ou moins, sans aucune garantie de mesure, étant, le dit terrain, formé et composé des lots numéros huit cent quatre-vingt-quinze, huit cent quatre-vingt-seize, huit cent quatre-vingt-dix-sept, huit cent quatre-vingt-dix-huit et huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et d'une partie d'une lisière de terrain non numérotée qui avait été laissée pour une rue qui n'a pas été faite, et d'une petite pointe du lot numéro huit cent quatre-vingt-sept, et d'une petite parcelle ou pointe du lot numéro huit cent quatre-vingt-huit, du dit cadastre officiel pour la cité des Trois-Rivières, étant tout le terrain inclus et renfermé dans les bornes et limites sus-décrites—avec la manufacture de chaussures y érigée, et les outils, machineries, engins et autres accessoires, formant partie du dit immeuble, avec aussi le droit de passage depuis la rue Bonaventure jusqu'à la dite manufacture.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le cinquième jour de juin prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 mars 1896. 1483-3
[Première publication, 21 mars 1896.]

known and designated as number three hundred and eighty-seven (387), of the official plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the parish of Sainte Ursule.

2° A land situate in the parish of Sainte Ursule, in the concession De la Carrière, of irregular outline, containing six-two arpents and forty-three perches in area; bounded in front to the north east by the Little River du Loup, in rear to the south west by Nos. 389 and 384, on one side to the south east by Nos. 387 and 385, and on the other side to the north west by Nos. 391 and 390, known and designated as number three hundred and eighty-eight (388), of the official plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the parish of Sainte Ursule.

3° A land situate in the parish of Sainte Ursule, in the concession De la Carrière, of irregular outline, containing thirty arpents and eighty-two perches in area; bounded in front to the south west by the public road, in rear to the north east by the Little River du Loup, on one side to the south east by No. 391, and on the other side to the north west by No. 393, known and designated as number three hundred and ninety-two (392), of the official plan and book of reference of the county of Maskinongé, for the parish of Sainte Ursule.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Ursule, on the TWENTY-EIGHTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-eighth day of May next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 11th March, 1896. 1482
[First published, 21st March, 1896.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } IN RE MISS MYRA
No. 222. } SMARDON, Insolvent
debtor; and CHARLES ALFRÉD SYLVESTRE,
Curator.

A lot situate in the city of Three Rivers, at the foot of the Coteau Saint Louis, of irregular outline, comprised within the following limits, to wit: bounded on one side to the north east by the lots of Ferdinand Veillette and P. Benjamin Vanasse, on the north by Lafèche street, on the south west partly by lots numbers nine hundred and eighty-three, nine hundred and eighty-two and nine hundred and eighty-one, of the official plan and book of reference of the cadastre for the city of Three Rivers, and partly by Plaisante street, and on the south east by the track of the Canadian Pacific Railway, forming an area of fifty-two thousand one hundred and seventeen feet french measure, the whole more or less, without any warranty of measurement; said lot being composed and made up of lots numbers eight hundred and ninety-five, eight hundred and ninety-six, eight hundred and ninety-seven, eight hundred and ninety-eight, eight hundred and ninety-nine and of a part of a strip of ground not numbered which had been left for a street which has not been made, and of a small point of lot number eight hundred and eighty-seven and of a small parcel or point of lot number eight hundred and eighty-eight, of the said official cadastre for the city of Three Rivers, being all the land enclosed and contained within the metes and bounds above described—with the shoe factory thereon erected, and the tools, machinery, engines and other accessories, forming part of the said lot, with the right of passage from Bonaventure street to the said factory.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY-THIRD day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the fifth day of June next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th March, 1896. 1484
[First published, 21st March, 1896.]

Avis Divers

Canada, }
 Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Dame Elizabeth Ann Ball, épouse commune en
 biens de Walter Hand, du village du Lac Mégantic,
 dans le district de Saint-François, hôtelier,
 Demanderesse ;
 vs.
 Le dit Walter Hand, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le douzième jour de mai courant.
 J. S. BRODERICK,
 Procureur de la demanderesse.
 Sherbrooke, 13 mai 1896. 2333

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Knights of Pythias of the World Benefit Society", une association mutuelle et de bienfaisance, ayant sa principale place d'affaires à Chicago, dans l'Etat de l'Illinois, un des Etats-Unis d'Amérique, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions des articles 5735a et suivants des statuts révisés de la province de Québec, tels qu'amendés par 59 Victoria, chapitre 34 (Québec.)

JAS. CRANKSHAW,

Solliciteur des requérants.

64, Imperial Building, Montréal.
Montréal, 13 mai 1896.

2327

Avis est par le présent donné que dans un mois après la première publication de cet avis, "The Dominion Council of Canada and Newfoundland Royal Templars of Temperance" (une société de bienfaisance, incorporée en vertu des statuts révisés d'Ontario, 1877, chapitre 167) ayant son principal bureau dans la cité de Hamilton, dans la province d'Ontario, et dûment enregistrée dans la dite province d'Ontario, comme une société de bienfaisance, conformément à la loi des corporations d'assurance de 1892, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une autorisation de faire des affaires dans la province de Québec, avec sa principale place d'affaires dans la province de Québec, dans la cité de Montréal, conformément aux dispositions de 59 Victoria, chapitre 34 des statuts de la province de Québec.

Hamilton, 13 mai 1896.

2331

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 Carter, Galbraith & Co., Demandeurs ;
 H. S. Green, de Bolton Sud, Défendeur.

Avis est par le présent donné que je, John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié, par jugement de l'honorable M. le juge Lynch, ai été nommé curateur des biens de H. S. Green, le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers du dit H. S. Green sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.Bureau de John Hyde,
Comptable licencié et syndic,
Guardian Assurance Chambers,
181, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 12 mai 1896.

2335

Miscellaneous Notices

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Saint Francis. }
 Dame Elizabeth Ann Ball, wife *commune en biens* of
 Walter Hand, of the village of Lake Mégantic, in
 the district of Saint Francis, hotel-keeper,
 Plaintiff ;
 vs.
 The said Walter Hand, Defendant.
 An action *en séparation de biens* was instituted in
 this cause, on the twelfth day of May instant.
 J. S. BRODERICK,
 Attorney for plaintiff.
 Sherbrooke, 13th May, 1896. 2334

NOTICE.

Notice is hereby given that the "Knights of Pythias of the World Benefit Society", a benevolent and mutual benefit association, having its chief place of business at Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, will apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, in council, to be authorized to carry on business in the province of Quebec, according to the provisions of articles 5735a and following of the revised statutes of the province of Quebec, as amended by chapter 34 of 59 Victoria (Quebec.)

JAS. CRANKSHAW,

Sollicitor for the applicants.

64, Imperial Building, Montreal.
Montreal, 13th May, 1896.

2328

Notice is hereby given that after the expiration of one month from the first publication of this notice, the Dominion Council of Canada and Newfoundland Royal Templars of Temperance (a benevolent society, incorporated under the revised statutes of Ontario, 1877, chapter 167), having its head office in the city of Hamilton, in the province of Ontario, and duly registered in the said province of Ontario, as a friendly society, under the Insurance Corporations Act, 1892, will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, to obtain an authorization to carry on business in the province of Quebec, with the principal place of business in the province of Quebec, at the city of Montreal, according to the provisions of 59 Victoria, chapter 34 of the statutes of the province of Quebec.

Hamilton, 13th May, 1896.

2332

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 Carter, Galbraith & Co., Plaintiffs ;
 H. S. Green, of South Bolton, Defendant.

Notice is hereby given that I, John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant, was, by judgment of Honorable Mr. justice Lynch, appointed curator of the property of the said H. S. Green, the whole as by law provided.

The creditors of the said H. S. Green are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.Office of John Hyde,
Chartered accountant and trustee,
Guardian Assurance Chambers,
181, Saint James street, Montreal.
Montreal, 12th May, 1896.

2336

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re P. Murphy & Co., et Insolubles ;

Bilodeau & Renaud, Curateurs.
 Un second et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 1er jour de juin prochain.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date susmentionnée.

BILODEAU & RENAUD,
 Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 13 mai 1896. 2341

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Olivier Faucher, Demandeur ;

vs.

A. C. Larivière, voiturier, de la ville de Montréal, dit district, Défendeur.

Avis est par les présentes donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

CALIXTE LEBEUF,
 Avocat du demandeur.

Montréal, 7 mai 1896. 2307

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re A. Paquet, et Failli ;

Charles Desmarteau, Curateur.
 Avis est par le présent donné qu'un bordereau de collocation sur le produit des immeubles suivants, savoir :

1° Un lot de terre connu sous le numéro sept cent trente-six, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec bâtisses dessus construites, sis et situé rue Albert, ville de Sainte-Cunégonde.

2° Un lot de terre situé dans la ville de Saint-Henri, et désigné sous le numéro huit cent quatre-vingt-seize (896), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec maison et dépendances dessus construites, sis et situé rue Albert, comme appartenant au dit failli ; —a été préparé et sera sujet à objection jusqu'au troisième jour de juin 1896, après lequel jour les collocations seront payables au bureau du shérif à Montréal.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.
 Montréal, 15 mai 1896. 2311

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
In re Horm. Larocque, marchand de chaussures, de Hull, P. Q., et Failli ;

Chs. Desmarteau, Curateur.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3e jour de juin 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame.
 Montréal, 12 mai 1896. 2305

Dans l'affaire de Emile Demers, libraire, de Montréal, failli.

Un deuxième et dernier dividende de 2 77/100% a été préparé dans cette affaire sujet à contestation, et sera payable au bureau de C. O. Beauchemin & Fils, libraires, 256, rue Saint-Paul, à Montréal, le ou après le 1er juin 1896.

J. D. ROLLAND,
 L. J. O. BEAUCHEMIN,
 Liquidateurs conjoints.

2339

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re P. Murphy & Co., and Insolvents ;

Bilodeau & Renaud, Curators.
 A second and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices, from the 1st day of June next.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,
 Curators.

15, Saint James street.
 Montreal, 13th May, 1896. 2342

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Olivier Faucher, Plaintiff ;

vs.

A. C. Larivière, carriage maker, of the town of Montreal, said district, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors at the prothonotary's office of this court.

CALIXTE LEBEUF,
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 7th May, 1896. 2308

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re A. Paquet, and Insolvent ;

Charles Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that a dividend sheet on the proceeds of the sale of the following immovables, to wit :

1° A lot of land known as number seven hundred and thirty-six, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with buildings thereon erected, situate and being on Albert street, town of Sainte-Cunégonde.

2° A lot of land situate in the town of Saint-Henri, and designated as number eight hundred and ninety-six (896), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with house and dependencies thereon erected, situate and being on Albert street, as belonging to the said insolvent ;—has been prepared in this matter open to objection until the third day of June, 1896, after which date dividends will be payable at the sheriff's office at Montreal.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.
 Montreal, 15th May, 1896. 2312

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
In re Horm. Larocque, boot and shoe dealer, of Hull, P. Q., and Insolvent ;

Chs. Desmarteau, Curator.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd day of June, 1896, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.

No. 1598, Notre Dame street.
 Montreal, 12th May, 1896. 2306

In the matter of Emile Demers, bookseller, of Montreal, insolvent.

A second and final dividend sheet of 2 77/100% has been prepared in the matter open to objection and will be payable at the office of C. O. Beauchemin & Fils, booksellers, 256, Saint Paul street, at Montreal, on or after the 1st of June, 1896.

J. D. ROLLAND,
 L. J. O. BEAUCHEMIN,
 Joint liquidators.

2340

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 276.

Jonas O'Leary, Demandeur ;

vs.

James E. O'Leary, Défendeur et failli.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au premier jour de juin 1896, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 13 mai 1896. 2329

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Joseph Villeneuve, Demandeur ;

vs.

Charles Blanchard, boucher, de la cité de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit défendeur a, ce jour, fait au bureau du protonotaire de cette cour, un abandon judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

ROMULUS LAURENDEAU,
Avocat du demandeur.

Montréal, 12 mai 1896. 2309

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re M. Brunet & Co., marchands de nouveautés, de Montréal, Faillis ;

et

Chs. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2e jour de juin 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

No. 1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 13 mai 1896. 2301

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Pierre Catelli, agent, de Montréal, Failli-absent.

et

Chs Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2e jour de juin 1896, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No. 1598, rue Notre-Dame.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

Montréal, 13 mai 1896. 2303

Provinces de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
S. Denis, Demandeur ;

vs.

J. B. Bourguignon, épiciier, de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 12e jour de mai 1896, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608 rue Notre-Dame.
Montréal, 12 mai 1896. 2299

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 276.

Jonas O'Leary, Plaintiff ;

vs.

James E. O'Leary, Defendant and insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the first day of June, 1896, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 13th May, 1896. 2330

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Villeneuve, Plaintiff ;

vs.

Charles Blanchard, butcher, of the city of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant has, this day, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of this court.

ROMULUS LAURENDEAU,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th May, 1896. 2310

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re M. Brunet & Co., dry goods merchants, of Montreal, Insolvents ;

and

Chs. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 2nd day of June, 1896, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

No. 1588, Notre Dame street.
Montreal, 13th May, 1896. 2302

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
In re Pierre Catelli, agent, of Montreal, Insolvent-absentee ;

and

Chs. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 2nd day of June, 1896, after which date dividend will be payable at my office, No. 1598, Notre Dame street.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

Montreal, 13th May, 1896. 2304

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
S. Denis, Plaintiff ;

vs.

J. B. Bourguignon, grocer, of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 12th day of May, 1896, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
Montreal, 12th May, 1896. 2300

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 25 mars 1896, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Kamouraska, M. Didier Nickner, cultivateur, de la paroisse de Saint-André.

LOUIS P. PELLETIER,
2233 Secrétaire de la province.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 4 avril 1896, de nommer Albert Bender, écuyer, avocat, de la ville de Montmagny, et Amédée Beaubien, écuyer, notaire, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la couronne, greffier de la paix et greffier de la cour de circuit, pour le district de Montmagny, en remplacement de messieurs Bender et Martineau, dont la commission est devenue caduque par la démission de M. Martineau.

LOUIS P. PELLETIER,
2293 Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le quatre mai courant (1896), de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Comté de Compton, Westbury : M. Philéas Turcotte, en remplacement de M. Narcisse Reid, absent.

Comté de Laval, village Sainte-Rose : M. Damien Cyr, en remplacement de M. Arsène Cloutier, décédé.

Comté d'Ottawa, Saint-Etienne-de-Chelsea : M. Michael Duffy, en remplacement de M. Martin Welch, junior, décédé.

Comté de Stanstead, Barford : M. Olivier Ghampagne, en remplacement de M. Césaire Charland, absent. 2295

Proclamation

Canada, }
Province de } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }

(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOUIS-P. PELLETIER, } ATTENDU que le jour
Proc.-Général. } A anniversaire de la naissance de Sa Majesté la Reine Victoria arrivera dimanche, le vingt-quatre du mois de mai courant, 1896, et qu'il convient de fixer un autre jour pour la célébration de cet anniversaire ;

ET ATTENDU qu'en vertu des dispositions du paragraphe 23 de l'article 36 des statuts refondus de la province de Québec, un jour peut être fixé par une proclamation pour la célébration de cet anniversaire ;

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et, par les présentes, réglons et ordonnons, que LUNDI, le VINGT-CINQUIÈME jour du mois de MAI courant, 1896, est le jour fixé

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 25th of March, 1896, to associate to the commission of the peace for the district of Kamouraska, Mr. Didier Nickner, farmer, of the parish of Saint André.

LOUIS P. PELLETIER,
2234 Provincial secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 4th of April, 1896, to appoint Albert Bender, esquire, advocate, of the town of Montmagny, and Amédée Beaubien, esquire, notary, of the parish of Cap Saint Ignace, jointly prothonotary of the superior court, clerk of the Crown, clerk of the peace and clerk of the circuit court, for the district of Montmagny, to replace Messrs Bender and Martineau, whose commission has lapsed by the resignation of Mr. Martineau.

LOUIS P. PELLETIER,
2294 Provincial secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the fourth of May instant (1896), to make the following appointments, to wit :

School commissioners.

County of Compton, Westbury : Mr. Philéas Turcotte, to replace Mr. Narcisse Reid, absent.

County of Laval, village Sainte Rose : Mr. Damien Cyr, to replace Mr. Arsène Cloutier, deceased.

County of Ottawa, Saint Etienne de Chelsea : Mr. Michael Duffy, to replace Mr. Martin Welch, junior, deceased.

County of Stanstead, Barford : Mr. Olivier Champagne, to replace Mr. Césaire Charland, absent. 2296

Proclamation

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Quebec. }

(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOUIS P. PELLETIER, } WHEREAS the birthday
Atty.-General. } of Her Majesty Queen Victoria will fall on Sunday, the twenty-fourth day of the month of May instant, 1896, and it is proper to fix another day for the celebration of this birthday.

AND WHEREAS in virtue of the provisions of paragraph 23 of article 36 of the revised statutes of the province of Quebec, a day may be fixed by proclamation for the celebration of this birthday.

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our province of Quebec, We have ruled and ordered, and by these presents, We do hereby rule and order, that MONDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY

pour la célébration de l'anniversaire de la naissance de Sa Majesté.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de la Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUINZIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-seize, et de Notre Règne la cinquante-neuvième.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

2347

Assistant-secrétaire de la province.

instant, 1896, is the day fixed for the celebration of Her Majesty's birthday.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FIFTEENTH day of MAY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-six, and in the fifty-ninth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

2348

Assistant provincial secretary.

Avis du Gouvernement

427-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher le village d'Ormsdown de la municipalité scolaire de Saint-Malachie-d'Ormsdown, comté de Châteauguay, et l'ériger en une municipalité scolaire séparée, sous le nom de "Village de Ormsdown", avec les mêmes limites que celles données comme municipalité de village, par proclamation du 18 décembre 1889. 2291

No 1141-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Eriger en municipalité scolaire la paroisse de "Notre-Dame-du-Saint-Rosaire", dans le comté d'Arthabaska, avec les limites qui lui sont assignées par la proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 14e jour du mois de mars 1894. 2289

No 825-96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Eriger en municipalité scolaire le "canton Loranger," dans le comté d'Ottawa, avec les mêmes limites qui lui sont assignées comme tel canton. 2287

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, conformément à la loi, art. 1283 et suivants des S. R. Q., que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6424.

Fabre.

Lot 46, du 4e rang, à Joseph Théberge.

Lot 52, du 4e rang, à Louis Venne.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres de la Couronne,

Québec, 13 mai 1896.

2345

Government Notice

427-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach the village of Ormsdown from the school municipality of Saint Malachie d'Ormsdown, county of Châteauguay, and to erect it into a separate school municipality, to be known as "The Village of Ormsdown," with the same limits as were given to it as a village municipality under proclamation of December 18th, 1889. 2292

No. 1141-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a school municipality the parish of "Notre Dame du Saint Rosaire," in the county of Arthabaska, with the same limits as are assigned to it by the proclamation of the lieutenant governor of the province of Quebec, dated the 14th day of the month of March, 1894. 2290

No. 825-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To erect into a school municipality the "Township Loranger," in the county of Ottawa, with the same limits which are assigned to it as such township. 2288

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the law, art. 1283 and following of the R. S. Q., that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6424.

Fabre.

Lot 46, in the 4th range, to Joseph Théberge.

Lot 52, in the 4th range, to Louis Venne.

E. E. TACHE,

Assistant Commissioner.

Crown Lands Department,

Quebec, 13th May, 1896.

2346

**Index des avis paraissant une première fois
dans la "Gazette Officielle".—No. 20**

	Pages
ANNEXION DE PAROISSE :	
Annexer à Saint-Antoine divers lots de Sainte-Croix.....	1225
ASSOCIATIONS :	
Dominion Council of Canada and New- foundland Royal Templars of Tempe- rance.....	1276
Independant Order of the Sons of Benja- min.....	1237
Knights of Pythias for the World Benefit Society.....	1276
Sons of England Benefit Society.....	1237
CERCLE AGRICOLE :	
Notre-Dame de Paspébiac.....	1228
ERECTION DE PAROISSE :	
Sainte-Christine.....	1224
FAILLIS	
Bernard, Fils & Cie.....	1244
Blanchard.....	1178
Bourguignon.....	1278
Brunet & Cie.....	1278
Catelli.....	1278
Demers.....	1277
Dwane.....	1243
Green.....	1276
Larivière.....	1277
Larocque.....	1277
Murphy & Cie.....	1277
Odell.....	1244
O'Leary.....	1278
Paquet.....	1277
Pigeon <i>et al.</i>	1243
Sutton.....	1243
MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :	
Canton Loranger.....	1280
Gatineau Valley.....	1227
Notre-Dame du Saint-Rosaire.....	1280
Village de Ormstown.....	1280
NOMINATIONS :	
<i>Commissaires d'écoles :</i>	
Compton.....	1279
Laval.....	1279
Ottawa.....	1279
Stanstead.....	1279
<i>Commissaires pour décisions sommaires :</i>	
Drummond.....	1224
<i>Juges de paix :</i>	
Kamouraska.....	1279
<i>Membres du Conseil Exécutif :</i>	
Hon. A. W. Atwater.....	1223
<i>Préfet :</i>	
Charlevoix No. 2.....	1223
<i>Protonotaires, Greffiers de la Couronne, &c :</i>	
A. Bender et A. Beaubien.....	1279

**Index of notices appearing for the first time
in the "Official Gazette".—No. 20**

	Pages
PARISH ANNEXED :	
To annex to Saint Antoine several lots of Sainte Croix.....	1225
ASSOCIATIONS :	
Deminion Council of Canada and New- foundland Royal Templars of Tempe- rance.....	1276
Independant Order of the Sons of Benja- min.....	1237
Knights of Pythias for the World Benefit Society.....	1276
Sons of England Benefit Society.....	1237
FARMERS' CLUB :	
Notre Dame de Paspébiac.....	1228
PARISH ERECTED :	
Sainte Christine.....	1224
INSOLVENTS :	
Bernard, Fils & Cie.....	1244
Blanchard.....	1278
Bourguignon.....	1278
Brunet & Cie.....	1278
Catelli.....	1278
Demers.....	1277
Dwane.....	1243
Green.....	1276
Larivière.....	1277
Larocque.....	1277
Murphy & Cie.....	1277
Odell.....	1244
O'Leary.....	1278
Paquet.....	1277
Pigeon <i>et al.</i>	1243
Sutton.....	1243
SCHOOL MUNICIPALITIES :	
Township Loranger.....	1280
Gatineau Valley.....	1227
Notre Dame du Saint Rosaire.....	1280
Village of Ormstown.....	1280
APPOINTMENTS	
<i>School Commissioners :</i>	
Compton.....	1279
Laval.....	1279
Ottawa.....	1279
Stanstead.....	1279
<i>Commissioners for summary trial :</i>	
Drummond.....	1224
<i>Justices of the peace :</i>	
Kamouraska.....	1279
<i>Members of the Executive Council :</i>	
Hon. A. W. Atwater.....	1223
<i>Warden :</i>	
Charlevoix No. 2.....	1223
<i>Prothonotaries, Clerks of the Crown, &c :</i>	
A. Bender and A. Beaubien.....	1279

<i>Trésorier Provincial :</i>	
Hon. A. W. Atwater.....	1223
PROCLAMATION :	
Fête de la Reine.....	1279
SÉPARATION DE BIENS :	
Dme Ball vs. Hand.....	1276
Dme Hauley vs. Lewis.....	1237
Dme Hotte vs. Fortier.....	1237
Dme Lyle vs. Baire.....	1237
TERRES DE LA COURONNE :	
<i>Avis de cancellation, etc. :</i>	
Canton Ashburton.....	1228
Canton Dufferin.....	1228
Canton Humqui.....	1228
Canton Gayhurst.....	1228
Canton Delisle.....	1228
Isle d'Alma.....	1228
Duhamel.....	1228
Guigues.....	1228
Seigneurie de Pabos.....	1228
Fabre.....	1280
VENTES PAR LES SHERIFS :	
ARTHABASKA :	
Baril vs. Frédette.....	1246
Tousignant vs. Courtois <i>et al.</i>	1245
BEDFORD :	
Blanchard, Failli.....	1249
Dion vs. Massé.....	1249
Dme Garny vs. Dauray.....	1248
Gauette vs. Oclairé.....	1248
IBERVILLE :	
Société Perman. de Construction d'Iber- ville vs. Bouchard <i>et al.</i>	1250
MONTREAL :	
Létang vs. Cie chemin de péage de la Pointe Claire.....	1255
Trust & Loan Co. vs. Lamothe.....	1254
PONTIAC :	
Steacy vs. Morrison.....	1262
SAINT-FRANÇOIS :	
Banque Nationale vs. Common.....	1266
SAINT-HYACINTHE :	
Bourque vs. Charbonneau.....	1269
TERREBONNE :	
Meikle vs. Deslauriers.....	1270
Vaillancourt vs. Turpain.....	1270
Wilson vs. Turpain.....	1270
TROIS-RIVIERES :	
Damphouse <i>et al.</i> vs. Houde.....	1272
Lacourcière vs. Lahaie.....	1273
Trudel vs. Dme Lafontaine.....	1273

<i>Provincial Treasurer :</i>	
Hon. A. W. Atwater.....	1223
PROCLAMATION :	
Queen's Birth day.....	1279
SEPARATION AS TO PROPERTY :	
Dme Ball vs. Hand.....	1276
Dme Hauley vs. Lewis.....	1237
Dme Hotte vs. Fortier.....	1237
Dme Lyle vs. Baire.....	1237
CROWN LANDS :	
<i>Notice of cancellation, &c. :</i>	
Township Ashburton.....	1228
Township Dufferin.....	1228
Township Humqui.....	1228
Township Gayhurst.....	1228
Township Delisle.....	1228
Alma Island.....	1228
Duhamel.....	1228
Guigues.....	1228
Seignior of Pabos.....	1228
Fabre.....	1280
SHERIFFS' SALES :	
ARTHABASKA :	
Baril vs. Frédette.....	1246
Tousignant vs. Courtois <i>et al.</i>	1245
BEDFORD :	
Blanchard, Insolvent.....	1249
Dion vs. Massé.....	1249
Dme Garny vs. Dauray.....	1248
Gauette vs. Oclairé.....	1248
IBERVILLE :	
Société Perman. de Construction d'Iber- ville vs. Bouchard <i>et al.</i>	1250
MONTREAL :	
Létang vs. Cie chemin de péage de la Pointe Claire.....	1255
Trust & Loan Co. vs. Lamothe.....	1254
PONTIAC :	
Steacy vs. Morrison.....	1262
SAINT FRANCIS :	
Banque Nationale vs. Common.....	1266
SAINT HYACINTH :	
Bourque vs. Charbonneau.....	1269
TERREBONNE :	
Meikle vs. Deslauriers.....	1270
Vaillancourt vs. Turpain.....	1270
Wilson vs. Turpain.....	1270
THREE RIVERS :	
Damphouse <i>et al.</i> vs. Houde.....	1272
Lacourcière vs. Lahaie.....	1273
Trudel vs. Dme Lafontaine.....	1273